N° 18. — Juin 1926 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

LA

Grève générale anglaise est-elle un échec ?

par R. W. POSTGATE

"NOTRE CHER PÉGUY"

par ÉDOUARD BERTH

AU PAYS DES FLEURS

par B. GIAUFFRET

Pourquoi la nouvelle Sarabande des Changes?

par R. LOUZON

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal :
Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : *l'après-midi, de 5 à 7 heures*

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	11 fr.	Six mois . . .	15 fr.
Un an . . .	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 18 (*Juin 1926*)

La Grève générale anglaise est-elle un échec? . . . . . R. W. POSTGATE.
Le Drapeau Rouge (*The Red Flag*) . . J. CONNEL.
Le Carnet du Sauvage . . . . . P. M.
" Notre cher Péguy " . . . . . Edouard BERTH.
Parmi nos lettres :
Crocodile, ne rentre pas tes crocs. — L'affaire de Saint-Igny-de-Vers. — Restriction et sous-consommation.
Au pays des fleurs. . . . . B. GIAUFFRET.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Pour les mineurs anglais (LA LIGUE SYNDICALISTE). — L'affaire Ménard. — Notre « conservatisme » (M. CHAMBELLAND. — La « direction unique du mouvement ouvrier » (M. CH.).

NOTES ÉCONOMIQUES

Pourquoi la nouvelle sarabande des changes. — Change et cuivre. — Pilsudski et le contrôle américain. — Toujours la collusion de la Banque de Paris et du Bloc des Gauches. — Simple question à M. Renault. — Un comble : L'Allemagne prête de l'argent à l'Angleterre. — Chronique des monopoles (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faitsdu mois. — La participation ministérielle et la C. G. T. — La promesse de Daniel Vincent à la Fédération postale confédérée. — Charles Gide et le syndicalisme des services publics. — Où sont les barbares ?

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

IIe arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

IIIe arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

V^e arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VIe arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain

X^e arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte-Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XIe arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIIe arrondissement : Avenue Daumesnil, 257.
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.
Kiosque boulev. de Reuilly, angle rue de Charenton.

XIIIe arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIVe arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XVe arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIIe arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIIIe arrondissement :
Souchard, journaux, 95, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIIIe, rue Ordener.

XIXe arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.
Journaux, 21, rue des Fêtes.

BANLIEUE

SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.
NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.
NIMES. — M. Soubeyran, 54, rue Porte-de-France.

ÉTRANGER

BELGIQUE. — Les Éditions socialistes, 57, rue des Alexiens, Bruxelles.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.

A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous; il faut aller à lui.

L'ÉLÉPHANT TRADE-UNIONISTE A BOUGÉ

LA GRÈVE GÉNÉRALE ANGLAISE est-elle un échec ?

Une fois déjà, la grève générale fut proclamée en Angleterre. En 1842, les chartistes dirigèrent une grève générale qui eut son centre à Manchester et dans la région environnante. Elle ne couvrit qu'une faible étendue du pays et s'effondra bientôt.

Depuis lors, la longue période du « victorianisme libéral » marqua fortement de son empreinte le mouvement trade unioniste et l'esprit des travailleurs. C'était comme si les temps révolutionnaires et agités du chartisme appartenaient à un monde oublié. La paix sociale, les arrangements amiables avec les patrons, le libre échange et la libre concurrence, selon l'enseignement de Gladstone, avaient complètement éteint les espoirs et les colères des tisserands miséreux et affamés qui avaient acclamé et suivi Feargus O'Connor. Mais, en cette année 1926, il y a eu une grève générale bien plus complète que ce que purent jamais rêver les chartistes.

La première question qui se pose est, naturellement, celle-ci : Fut-ce un succès ou un échec ? et il convient, en effet, d'envisager cette question dès le début. La réponse est : « La grève fut un échec, mais les ouvriers n'ont pas été vaincus. » Cette réponse qui peut paraître sybilline, exige une explication. Je l'éclaircirai par d'autres questions et réponses.

Question. — Pourquoi la grève est-elle un échec ?

Réponse. — Parce que les mineurs, pour l'aide de qui elle fut déclenchée, sont, maintenant, dans une position à peine meilleure qu'auparavant.

Q. — Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas été vaincus ?

R. — Parce que leurs organisations sont plus fortes que jamais et n'ont pas perdu un pouce de terrain.

Au lendemain du rappel de l'ordre de grève, des groupes de puissants employeurs tentèrent d'imposer des réductions de salaires et tout le plan des conditions de travail aggravées qu'ils tenaient prêt, depuis quelque temps. La réponse spontanée des Unions fut telle que la tentative dut être abandonnée en douze heures.

Q. — Qui est responsable de cette apparence de défaite ?

R. — Le Conseil général des Trade Unions, principalement, et, pour une moindre part, l'Exécutif de la Fédération des Mineurs. Celui-ci montra un entêtement inopportun et déraisonnable. Du côté du Conseil général, ce fut de la panique et de la bêtise.

Q. — La grève faiblissait-elle ?

R. — On l'a dit, mais on n'a pu fournir nulle preuve certaine. Par contre, il y a un témoignage écrasant en faveur de l'opinion contraire, venant à la fois des centres industriels et des rapports ouvriers confidentiels.

Q. — Excusez une question aussi folle, mais ce mouvement fut-il dirigé par les communistes ?

R. — Le Parti communiste, qui compte 3.000 cotisants, sur une population de 45 millions, n'exerça aucune influence quelconque sur ce mouvement. D'après les instructions du centre, les membres du parti devaient oublier qu'ils étaient communistes et se comporter comme de simples trade-unionistes; ils observèrent loyalement ces instructions.

***

Après ces explications, il est nécessaire d'examiner brièvement les préliminaires de la grève et, en même temps, de montrer ce qu'est le mouvement trade-unioniste britannique. Les socialistes continentaux ont toujours regardé ce mouvement comme l'éléphant du monde ouvrier, lent à se mouvoir, borné, mais gigantesque; s'il consentait à bouger, la terre tremblerait.

En ce pays de la Chambre des Lords, le mouvement trade-unioniste est formaliste, suranné, fermement enraciné et très fort. Son rituel et ses traditions sont très puissantes et abattre une union quelconque est une tâche presque au delà du pouvoir d'un groupe capitaliste si puissant qu'il soit. Dans une union, celle des chaudronniers, il est toujours obligatoire pour tous les syndiqués de donner à leurs collègues l'appellation de « Worthy Brothers » (dignes frères), selon la vieille coutume. L'organisation trade-unioniste est, ici, un enchevêtrement incroyablement complexe de puissantes unions de métiers. Les formules vénérables et l'extraordinaire collection d'appellations bizarres et énigmatiques font penser à l'ordre de préséance du « Debrett's Peerage » et au protocole des Instructions royales. Mais ces unions ne sont pas des reliques en décadence : elles sont très vivantes et quelque peu jalouses; elles sont profondément enra-

cinées dans le cœur et dans les habitudes des ouvriers de chaque métier et le jour où toutes peuvent être amenées à coopérer, le pouvoir qu'elles possèdent est immense. Le Conseil général pouvait vraiment, au 1er Mai, prendre à son compte la célèbre formule d'un cheminot américain : « Quand je me lève, tous les hommes se lèvent avec moi ! »

Le nombre des trade-unionistes en Grande-Bretagne est de 4.500.000, soit 10 % de l'ensemble de la population et environ 50 % des travailleurs théoriquement organisables. Naturellement, le pourcentage dans les industries importantes : mines, transport, bâtiment, livre, etc., est beaucoup plus élevé, atteignant 70, 80 et même 90 %, tandis que dans l'agriculture et les professions domestiques, il est extrêmement faible. Les leçons des faits économiques ainsi qu'une propagande persévérante avaient considérablement atténué, en 1926, les rivalités traditionnelles de métier à métier, et la masse trade-unioniste montrait une volonté ardente d'aider toute section menacée dès que le Conseil général ferait appel à la solidarité collective des unions.

Aussi bien, suffit-il de rappeler que, l'an dernier, le Conseil général écarta l'attaque dirigée contre les mineurs par un simple avertissement donné au premier ministre, M. Baldwin, que l'action du gouvernement en faveur des propriétaires de mines se heurterait à la résistance de toutes les unions, en bloc. M. Baldwin céda, d'abord parce qu'il n'y avait pas de stocks suffisants dans le pays pour une longue lutte, ensuite parce que les conservateurs n'étaient pas préparés, ayant cru sérieusement que les menaces des unions pouvaient être traitées par le mépris. Le gouvernement accorda des subsides — dont partie alla aux salaires mais 60 % aux profits des propriétaires — pour gagner du temps et avoir la possibilité de se préparer.

Ces subsides cessèrent le 30 avril dernier. Dans l'intervalle, le Conseil général ne fit aucune préparation. Il ne croyait pas, ou ne voulait pas croire qu'un « gouvernement démocratique » procéderait froidement à une attaque, non seulement contre une union mais contre l'immense majorité de la classe ouvrière. De l'autre côté — l'alliance du gouvernement et des employeurs — on ne fut pas aussi chevaleresque. Des stocks de charbon, suffisants pour assurer tous les services essentiels et briser toute grève de mineurs, furent accumulés dans les principaux centres. Une organisation appelée O. M. S. (nominalement : pour assurer le ravitaillement de la population), fut créée sous le patronage du ministre de l'intérieur, expressément dans le but de briser la grève. Le 30 avril, tout était prêt pour une offensive contre les mineurs qui, au cas où ceux-ci seraient abandonnés à leurs seules forces, se terminerait par leur défaite. Les négociations avaient pris fin sur une brutale demande de réduction de salaires et d'augmentation de la durée de la journée de travail. Le ministre de l'Intérieur avait déjà désigné un certain nombre de personnages, avec des titres militaires, pour agir comme commissaires dans les diverses parties du pays. Finalement, la proclamation de l' « Emergency Powers Act » (état de siège), donna au cabinet des pouvoirs dictatoriaux.

Le samedi 1er Mai, c'était « Labour Day ». De longs cortèges de travailleurs, avec d'innombrables bannières flottant au vent, manifestèrent avec enthousiasme leur volonté de donner un plein appui aux mineurs. Dans les parcs, vers lesquels les cortèges s'étaient dirigés, les ouvriers se massèrent autour de ces emblèmes, rouges, verts et pourpres, reliques d'une époque passée, portant les vieilles devises : « Un juste salaire pour une juste journée de travail » ; des dessins représentant des mains jointes, ou les portraits de secrétaires depuis longtemps morts, ou même un patron et un ouvrier se serrant la main. Ils apprirent avec une joie profonde que la conférence spéciale des Trade-Unions, réunie au Memorial Hall, avait décidé de déclarer la grève générale, par solidarité pour les mineurs, pour le lundi à minuit. Les chiffres du vote étaient significatifs : pour la grève générale : 3.650.000. Contre : 49.000. Abstentions (en l'absence d'instructions précises des unions) : 300.000.

Mais tandis que la masse était enthousiaste, la principale préoccupation du Conseil général était d'éviter la grève. Maintenant seulement, et encore bien lentement, des préparations étaient faites en vue de la grève : des instructions étaient publiées, indiquant l'ordre dans lequel les travailleurs devaient cesser le travail, cheminots, ouvriers des transports, du bâtiment et du livre, ouvrant la marche tandis que les autres suivraient. Les services de santé et d'alimentation ne devaient pas être interrompus ; les électriciens étaient appelés à coopérer seulement en ce qui concernait la fourniture de la force. La lumière devait être assurée comme en temps normal. Nulle indication claire n'était donnée quant à la durée possible de la grève ni des conditions auxquelles l'ordre de grève serait rappelé. Cependant, les Exécutifs des unions étaient avisés que « au cas où les règlements syndicaux existants seraient menacés, il n'y aurait de reprise du travail que lorsque ces règlements seraient pleinement respectés ». (1) Ces instructions devaient être, par la suite, complètement oubliées.

De grands efforts furent faits par le Conseil général pour négocier un compromis durant toute la journée du dimanche. Mais le

(1) Je me sers ici, comme en d'autres points, très librement de l'historique de la grève, préparé par nos camarades pour le *Lansbury's Labour Weekly*.

cabinet n'était pas disposé à négocier. Il croyait que la menace de grève générale n'était qu'un bluff. Baldwin lui-même était favorable à de nouvelles négociations mais sept membres de son cabinet, conduits par Churchill et Joynson Hicks, le lui défendirent, appuyant leur refus de menaces de démission. Des ouvriers du *Daily Mail* avaient refusé d'imprimer un leader attaquant les unions. Le Conseil général ignorait totalement cet incident — en fait il était contraire à ses instructions générales, recommandant de ne pas agir sans ordres. Cependant, le gouvernement saisit ce prétexte pour rompre les négociations. Il souligna sa décision avec une insolence caractéristique. Quand les délégués du Conseil général vinrent chez le Premier pour lui expliquer l'incident du *Daily Mail*, ils le trouvèrent sombre et silencieux. Quand les leaders du Labour Party voulurent s'expliquer à la Chambre des Communes, la seule réponse qu'ils obtinrent fut : « Nous ne discuterons pas avec vous aussi longtemps que l'ordre de grève générale n'aura pas été annulé. »

Ainsi la grève se trouva imposée à un Conseil qui ne s'y résignait qu'à contre-cœur, et les préparations essentielles ne furent faites que hâtivement, à la dernière heure. Une confusion inévitable en résulta et, dès le début, une timidité dangereuse se manifesta. Loin d'avoir besoin de pousser les ouvriers à abandonner le travail, comme le croyait le cabinet, le Conseil général consacrait ses efforts à retenir ceux qui étaient anxieux de se joindre à la grève. Un cas typique est celui du Syndicat des électriciens de Londres, qui avait élaboré un plan d'arrêt absolu du travail. Le Conseil voulait limiter son action à la fourniture de force électrique, laissant intacte celle de la lumière. Les électriciens montrèrent que cette division était techniquement impossible, sur quoi le Conseil les renvoya tous au travail. Celui-ci voulait une « bataille loyale » et chevaleresque. Il se trompa lamentablement en imaginant que l'adversaire avait la moindre intention de mener la lutte loyalement ou hésiterait le moins du monde à se servir de toutes les armes dont il pouvait disposer, quelles qu'elles soient.

Conformément à cette politique absurde, où la loyauté était d'un seul côté, le Conseil général prit la surprenante décision de supprimer tous les journaux, les organes ouvriers aussi bien que les feuilles de la bourgeoisie. « Il n'aurait pas été loyal » de laisser paraître les uns tandis que les autres auraient été réduits au silence. Le gouvernement n'eut pas de telle hésitation. Aussitôt qu'il put rassembler un nombre suffisant de jaunes, il sortit une *British Gazette* d'un caractère violent et mensonger, faite de nouvelles inventées de retour de grévistes au travail, usant sans vergogne du spectre bolchévik. Le gouvernement s'assura aussi le contrôle des stations d'émission de T. S. F. et s'en servit pour répandre des informations de même nature. Quand Mac Donald, au nom du Labour Party, demanda l'autorisation de faire, en réponse, une déclaration, il se heurta à un refus brutal. Quand l'archevêque de Cantorbéry, au nom de toutes les églises de Grande-Bretagne, lança un appel à la paix et à la réconciliation, le gouvernement opposa son veto.

Le Conseil général fut ainsi amené à publier le *British Worker*, d'un ton ultra-modéré, donnant les nouvelles de la grève du point de vue ouvrier et répétant, monotonement, qu'il s'agissait d'un mouvement strictement constitutionnel. Le gouvernement fit d'ailleurs plusieurs tentatives pour en empêcher la publication, notamment en s'emparant du papier qui lui était destiné.

Le mercredi, il était clair pour tous, que la réponse des ouvriers à l'appel de grève, était magnifique. Il était clair également que le Conseil général était résolu à être strictement constitutionnel et conciliant, tandis que le gouvernement ne trouvait nulle limite à sa violence. Un leader évidemment inspiré, de la feuille minuscule remplaçant le *Daily Telegraph*, déclarait ouvertement que les conservateurs étaient résolus, cette fois, à écraser les Trade-Unions et à mettre le trade-unionisme hors la loi. La police, exécutant des ordres d'en haut, opéra des perquisitions aux sièges des sections locales du Labour Party et des Trades Councils dans tout le pays. Elle détruisit ou confisqua les machines à écrire et les duplicateurs, montrant ainsi que le but poursuivi était de ne pas permettre au point de vue ouvrier une publicité quelconque. Les secrétaires ou présidents de ces organisations qui avaient montré de l'énergie dans l'accomplissement de leurs devoirs étaient arrêtés sous les plus futiles prétextes — notamment d'être détenteurs de fausses nouvelles — et condamnés sans délai; il n'y avait pas de meilleurs moyens de les mettre à l'écart de la lutte. De la troupe, des tanks, des autos blindées étaient envoyés dans les districts industriels pour parader — soit pour intimider, soit pour provoquer les grévistes, puisque nulle émeute ne pouvait justifier leur présence. On obtint d'un juge l'affirmation que la grève générale était illégale. Une note insérée dans l'officielle *Gazette* assurait par avance l'impunité à tous les agents du pouvoir, civils ou militaires, pour « toute action » de leur part — incitation des plus dangereuses aux pires violences.

Mais tout cela ne fut que coups d'épée dans l'eau aussi longtemps que les grévistes restèrent fermes. Et malgré ce recours à l'illégalité systématique et à la violence, le gouvernement ne parvenait pas à affaiblir le mouvement. Sa *Gazette* était vendue, mais le *British Worker* se trouvait, chez les marchands, à côté d'elle. Il était capable de mettre en circulation quelques trains et quelques

autobus, avec chauffeurs à monocle, dans l'Ouest de Londres, quartiers aristocratiques. Mais le service des voyageurs et celui des marchandises étaient, pratiquement, suspendus. D'absurdes déclarations concernant les chemins de fer étaient lancées par T. S. F., mais les trains n'existaient pas. Dans plusieurs cas, quand la jeunesse dorée tenta de prendre la place des mécaniciens, des désastres s'ensuivirent. Un de ces brillants amateurs réussit à démolir la toiture de la gare de Bishops Stortford. La grève était solide, les grévistes fermes.

Leurs leaders ne l'étaient pas. Que ceci soit bien compris une fois pour toutes : il n'y eut de faiblesse et d'hésitation qu'au centre. Le Conseil général était alarmé par l'incessante propagande gouvernementale et plus alarmé encore par la crainte de la révolution. Il n'était pas préparé à faire face à une guerre civile. Et il fut épouvanté par des rapports très colorés venant de la côte nord-est et de Glasgow.

Venant sur tout cela, des nouvelles lui parvinrent qui l'ébranlèrent même davantage. La section du cabinet qui poursuivait une guerre au couteau avait remporté une autre victoire (c'est ce qu'on rapporta et je crois que c'était vrai). A moins que la grève fût terminée pacifiquement dans deux jours, le Conseil général et tous les Comités locaux seraient arrêtés, les réservistes mobilisés, le pouvoir passant aux mains des militaires, et une loi votée sans délai par le Parlement permettrait de confisquer toutes les ressources des unions. De telles nouvelles devaient placer les membres du Conseil général (dont beaucoup n'avaient jamais cru à la grève générale) dans une cruelle position. Pour la plupart, la situation se résuma ainsi : reddition ou désastre.

Mais à ce moment apparut un médiateur qui sembla alors être un envoyé de Dieu — bien que plus tard les esprits religieux du Conseil aient dû être amenés à se demander s'il ne fut pas plutôt l'envoyé du Diable. Sir Herbert Samuel, président de la Commission royale du charbon, se présenta lui-même en qualité de négociateur non officiel. Le Conseil et lui élaborèrent en commun le désormais fameux mémorandum Samuel : des conditions de paix qui accordaient des avantages considérables aux mineurs. Les subsides seraient continués pour une période déterminée; les propriétaires de mines mettraient fin au lock-out; nulle réduction de salaires ne serait imposée jusqu'à ce que la réorganisation complète de l'industrie ait eu lieu et un Conseil des salaires à créer serait autorisé à enquêter dans des matières telles que les profits résultant de la fabrication des sous-produits, que les propriétaires ont toujours soigneusement dissimulés. Il est bien compréhensible que le Conseil général considéra un tel arrangement comme acceptable. Il reçut de sir Herbert l'assurance — dans quelle mesure était-elle fondée, on ne le sait pas — que le gouvernement se chargerait de réaliser cet arrangement à condition que les mineurs l'acceptent et que le Conseil général consente à rapporter l'ordre de grève.

Le Conseil soumit le mémorandum Samuel aux mineurs qui le déclarèrent inacceptable du fait qu'il envisageait comme possible à un moment donné des réductions de salaires. Des paroles fort vives furent échangées et les deux groupes se quittèrent, irrités l'un contre l'autre.

Ce fut le premier désastre. Le second suivit rapidement. Le mercredi 12 mai, le Conseil, offensé par l'entêtement des mineurs, décida de retirer l'ordre de grève sans conditions et en informa le Premier ministre.

Un sauvage hurlement de victoire surgit alors du camp des employeurs et plusieurs puissants groupements d'entre eux, y compris les Compagnies de chemins de fer, annoncèrent de vastes plans de représailles. Les membres du Conseil général croyaient — cela doit être dit en défense de leur attitude — que le « gentlemen's agreement » sur la base du mémorandum Samuel était toujours valable. Il n'en était malheureusement rien.

La décision du Conseil général frappa de stupeur les grévistes. Ils ne pouvaient en comprendre les raisons. Ils ne savaient rien des menaces du gouvernement ni des promesses de Samuel. Ils voyaient seulement que la grève était toujours magnifique et solide et que, sans raison, le Conseil général avait levé les bras en l'air et déserté la lutte. Ils accueillirent avec colère les menaces patronales de répression et plusieurs grandes unions refusèrent de donner l'ordre de reprise du travail. Le lendemain, jeudi 13 mai, il y eut plus de grévistes que jamais et leur bonne humeur avait cédé la place à la colère. Les Compagnies étaient stupéfaites d'avoir à constater que les unions étaient loin d'être vaincues. Même si les généraux s'étaient retirés, l'armée trade-unioniste tenait toujours la campagne et son moral était inquiétant. La clameur de « reddition sans conditions » cessa soudainement et Baldwin prononça un vigoureux discours dénonçant le plan patronal de représailles : réduction de salaires et renvoi d'ouvriers. Dans la soirée, les patrons décidèrent de céder et, en fait, dans toutes les industries, la tentative de briser ou d'affaiblir les unions a dû être abandonnée. Dans un cas (celui des trois unions de cheminots), les leaders signèrent, tout à fait sans nécessité, un document où ils s'excusaient, s'engageaient à ne plus recommencer, et qui fut très vivement ressenti par leurs membres.

***

Ainsi finit la grande grève générale : pas une pleine défaite et pourtant pas une victoire.

Les trade-unionistes étaient, et sont fiers de leur grand effort. Jamais encore au-

paravant la vieille devise trade-unioniste : « Une atteinte à l'un est une atteinte à tous », n'avait été si magnifiquement honorée. Ils ont réalisé une solidarité et une unité que très peu croyaient possibles, qui n'a pas de précédent en Grande-Bretagne. Ce fut la victoire. C'est la victoire : pas un de ceux qui y ont pris part ne l'oubliera ni cessera jamais d'en être fier.

Quelles furent les causes de l'échec du Conseil général ? Les hommes qui le composent sont, presque tous, des hommes d'âge, choisis pour leurs capacités d'administrateurs et voilà qu'ils se trouvaient en face d'une crise gigantesque. Leurs nerfs faiblirent car beaucoup parmi eux, bien qu'ils aient été amenés à déclencher la grève générale ne crurent jamais en elle. Aussitôt qu'il devint clair que le gouvernement était résolu à traiter cette grève constitutionnelle comme si c'était une révolution, et qu'il s'engagea dans un illégalisme sauvage imité de Mussolini — aussitôt que ceci devint clair, le Conseil ne pouvait plus agir « en gentleman », comme lors d'un conflit ordinaire. S'il avait été un organisme révolutionnaire il se serait rendu compte que la grève pouvait mener à la révolution. Autrement, comme fidèles de la Constitution, ses membres auraient pu se retrancher solidement sur le terrain des libertés britanniques, mobiliser leurs dernières réserves et défier les tyrans. Ils ne surent choisir ni l'une ni l'autre de ces attitudes. Le nom de Pugh ne sera pas inscrit à côté de celui de Hampden. Ils abandonnèrent la bataille : c'était le plus facile.

Quand les unions engageront une nouvelle grande bataille, elles devront avoir à leur tête des hommes qui croient en elles, en leur force, qui, lorsqu'ils donneront l'ordre de grève générale le feront sans doute et sans crainte en leur cœur, mais avec la résolution d'employer sans faiblesse l'arme qu'ils auront eux-mêmes choisie.

R. W. POSTGATE.

Londres, mai 1926.

CARNET DE GRÈVE

Le camarade qui a tenu au jour le jour ce rapide carnet de grève hésitait à nous le remettre, alléguant qu'il était plein surtout de petites notes personnelles, disant aussi qu'il n'avait pas été au centre des nouvelles. Nous l'avons pressé et il a cédé. Dans une bataille, un troupier ne voit que peu de choses et ne peut embrasser l'ensemble du front. Mais, ce qu'il voit et note est précieux. Rien ne pouvait mieux donner la physionomie, reconstituer l'atmosphère de ces douze journées de grève générale que ce Carnet qui n'était pas destiné à être publié.

❀ ❀ ❀

PREMIER MAI.

Ce qui est sûr c'est que ceci est le plus extraordinaire de tous les Premier Mai. Descendu à l'Embankment pour prendre le cortège. Nous le trouvons qui se forme et attend des instructions, sur tout le quai, de Savoy Street à Blackfriars. Un car plein de « fascistes » en chemises noires passe à toute vitesse. Ils chantent quelque chose qui fait un mince bruit de fifres; les uns disent que c'est : *Rule, Britannia,* d'autres, l'hymne italien : *Giovinezza.* Ils disparaissent parmi les sarcasmes. J'apprends plus tard que plusieurs d'entre eux, qui tentèrent de s'emparer d'une bannière, furent plutôt malmenés.

2 h. 30. On attend toujours le signal du départ. De Blackfriars, des camions déversent sans cesse de nouveaux contingents, avec leurs bannières. Edgar Lansbury court tout le long du cortège, lançant de brèves paroles. On dit qu'il annonce que le T. U. C. a lancé l'ordre de grève générale. Je me précipite dans Bouverie street, mais impossible d'avoir un numéro du *Star* ou des *Evening News.* Le cortège s'est ébranlé et avance lentement mais personne ne connaît encore la vérité. E. L... me montre l'*Evening Standard :* « Il n'y a rien ! » Je vais au coin du Stop-Press : « La grève générale proclamée. Le congrès des Trade-Unions a lancé l'ordre de grève générale. » C'est tout. C'est assez, aussi. Pourtant ce n'est pas assez. *Quand* la grève doit-elle commencer ?

Le cortège est énorme. Je suppose que nous nous trouvons vers le milieu. Nous ne pouvons voir ni le commencement ni la fin. Mais nous avons sous les yeux une perspective immense de drapeaux rouges, noirs, de bannières dorées portant des emblêmes, flottant lourdement au vent. La foule massée sur les côtés est sympathique jusqu'à Oxford-Street, où quatre à cinq rangs d'hommes épais, de prostituées, nous regardent d'un mauvais œil. J'ai attrapé un journal : « La grève partira lundi à minuit. Transports, chemins de fer, bâtiment, livre, métallurgie. Le discours de Bevin était ferme et direct, différent de son style habituel. Le T. U. C. aidera, de toutes les façons, la distribution des vivres. » On est frappé par le ton sérieux des nouvelles.

Le cortège a enfin atteint Hyde Park. Par moments, on s'interroge, on se demande si ce sera vraiment la grève. Mais toutes les chances sont pour l'affirmative. Churchill et Joynson Hicks ont évidemment pris la direction, du côté du gouvernement, et ils veulent la bataille. Je rencontre F. M... qui reste sceptique à l'égard de l'attitude du T. U. C. Mais il change d'avis quand je lui fais lire le journal.

Nous passons la soirée chez E. T...; il pense que Baldwin dégringolera lundi. Mais nous ne poussons pas la discussion car nous ne savons rien.

DIMANCHE 2 MAI.

Les journaux du dimanche ne nous disent rien de plus. Le Cabinet et le Conseil général du T. U. C. négocient toujours. Mais comment J. H. Thomas pourrait-il trouver une formule qui ne soit pas trahison pure et simple ? Eccleston Square a-t-il un plan ? Et aura-t-il assez de cran si c'est la grève ?

Nous allons prendre les nouvelles que donne la T. S. F. : pas encore d'arrangement.

LUNDI 3 MAI.

Toujours pas d'arrangement. J'envoie mécaniquement la copie à l'imprimerie. Je pense que c'est un acte inutile. Je téléphone à l'Union des journalistes : « Continuez le travail ordinaire, me dit-on, jusqu'à ce que des ordres viennent du T. U. C.

Durant l'après-midi il devient impossible de travailler. Toujours pas d'arrangement. Nous décidons de passer la soirée chez M. S..., à Victoria, pour nous trouver à proximité du siège du T. U. C. au cas où ce serait nécessaire. Après dîner, nous allons à la Chambre des Communes. Rencontré F. B... Il dit que les deux quotidiens illustrés : le *Mirror* et le *Sketch*, sont arrêtés. Au *Daily Mail*, le travail a cessé dans la nuit précédente, les ouvriers ayant refusé de composer une attaque violente contre les ouvriers. (J'ai oublié de mentionner cela, qui caractérise l'état d'esprit des ouvriers à ce moment.) Le *Mail* cherche à recruter des jaunes. Lansbury, qui vient alors, nous dit que Thomas est désemparé. Avec Henderson et Mac Donald il fait des efforts frénétiques pour « trouver une formule ». Ils sont de nouveau en conférence avec les ministres. Toujours pas d'arrangement.

Nous allons chez S... Bientôt, nous recevons un coup de téléphone de B. H..., du *Sunday Worker* : Les négociations sont rompues. L'ordre de grève tient. Un peu plus tard les cloches commencent à sonner. Westminster Abbey, la cathédrale catholique, d'autres églises encore, je suppose. Nous cessons de parler pour écouter. Il nous semble qu'un extraordinaire silence se fait pour ces carillons de minuit. La grève générale part de cette minute. La première grève générale depuis 1842.

Toute la nuit ces cloches me troublent. Elles sonnent à Westminster avec autant de persistance qu'à Oxford.

MARDI 4 MAI.

Les rues sont une lente masse traînante d'autos privées. On en voit de toutes sortes et d'antiques spécimens sortis on ne sait d'où. Quelques nouvelles. Le *Mail* n'a pas été imprimé. Il n'y a pas de journaux, sauf ceux qui étaient tirés déjà avant minuit. La réponse à l'appel de grève est magnifique. Tout est arrêté. De rares autobus circulent, mais en se tenant prudemment dans les quartiers aristocratiques du West End.

Saklatvala, l'unique député communiste, a été arrêté pour son discours du 1er mai et relâché sous caution. Quelqu'un dit que Sheffield est mal parti. Le T. U. C. ne nous autorisera pas à paraître, pas plus que quelque autre journal. Mais les Trades Councils, agissant comme agents du Conseil général, publieront des feuilles d'informations tirées au duplicateur.

Dans l'après-midi, nous parcourons l'East End. Nul doute sur ce qui se passe ici. Un flux incessant d'hommes et de femmes regagnent leurs demeures; une masse d'autos privées et quelques camions automobiles conduits par des jaunes. Les « mass pickets » bondissent à l'avant des camions et les mettent hors d'usage. Un garagiste me dit qu'il a été harassé toute la journée par la réparation de camions, réservoirs crevés, pneus éclatés, etc. Les policiers sont nerveux comme des chats et on ne s'en étonne pas.

Le soir : les stations de T. S. F. font déjà de la propagande contre la grève : histoires inventées d'ouvriers reprenant le travail, etc.

MERCREDI 5 MAI.

Les rues sont moins encombrées. Quelques autobus « pirate » (irréguliers) circulent et ceux de la « General » font une petite route circulaire. Il y a un dépôt de jaunes derrière Electric House, aussi surveillons-nous ceux qui entrent : des épaves ou d'arrogants jeunes hommes en habits de fantaisie. Les rues sont glissantes et ces volontaires rompront sûrement le cou de quelqu'un dès qu'on leur confiera un véhicule.

Rencontré L... aux bureaux du journal. La plupart des rumeurs sont fausses, à commencer par son arrestation. Il n'y a pas eu quatre policemen assommés à Bow mais une douzaine ont été rudement traités. L'East End est absolument embouteillé. On n'essaie même pas de dégager les voies principales. Seuls quelques autos privées et quelques camions automobiles autorisés circulent. Plusieurs camions ont été retournés ainsi qu'une auto particulière qui paradait avec ostentation. L'auto du « Borough Surveyor » a été brûlée.

Les dernières conversations entre le Cabinet et les délégués du Conseil général peuvent se résumer ainsi :

Churchill (dès qu'ils entrent) : — Venez-vous m'annoncer que l'ordre de grève est retiré ?

— Non, nous...

— Alors il n'y a pas de raison de poursuivre la conversation.

— Considérez-vous qu'il s'agisse encore de Sydney Street ?

— Je vous ai dit que nous ne voulons pas ouvrir une discussion

Le gouvernement publie une mensongère *British Gazette;* aussi le T. U. C. a-t-il décidé d'imprimer un *British Worker* au siège du *Daily Herald.*

De rares trains circulent sur quelques lignes du métro. Nous allons à pied à Hendon.

Après dîner, au Cooperative Hall, je suis aussitôt entraîné à une réunion du Comité exécutif local. Je demande si des dispositions ont été prises pour la distribution du *British Worker*. Aucune. Aussi me charge-t-on de téléphoner au *Daily Herald*. La réponse que je reçois est celle-ci : « La police a pris possession des bureaux. C'est tout ce que je puis dire. » Churchill et Joynson Hicks sont réellement déchaînés !

Je suis chargé de préparer une feuille locale d'information qui sera tirée demain au ronéo et distribuée aussitôt qu'elle aura été approuvée par le Comité de grève.

De retour à la maison, j'apprends par téléphone que le *British Worker* est sorti. Le journal fut tiré les policiers étant là. Une foule immense s'était rassemblée autour de l'édifice et elle commençait à manifester sa colère, surtout quand un rédacteur du journal vint lui dire qu'on était en train de tirer le journal mais qu'on ne savait pas encore si on pourrait le distribuer.

Alors, brusquement, les policiers se mirent en rangs et partirent, tranquillement. Pas un mot d'explication. Que s'était-il passé Avaient-ils eu peur de la colère de la foule ? Le Cabinet a-t-il piétiné le corps de Joynson Hicks ?

JEUDI 6 MAI.

Pas de numéros du *British Worker* ici, bien que la *British Gazette* ne manque pas. Je refais ma copie pour le journal de Hendon et la porte au Cooperative Hall. Un libraire m'autorise à parcourir l'unique numéro qu'il possède du *British*

Worker. Huit pages. Format du vieux *Weekly Herald*. Surtout des nouvelles. Ça me paraît bien.

VENDREDI 7 MAI.

Je retourne dans la matinée au Cooperative Hall. Toujours pas de *British Worker*. Aussi se décide-t-on à taper un journal local — un peu tard. Je décide d'aller à Westminster, long voyage de cinq à six milles.

Un service d'autobus a pu être organisé de Golders Green, avec des jaunes et des volontaires, jeunes gens de la haute société. Chacun d'eux est protégé par un policeman ordinaire et deux autres « specials ». Ce quartier est écœurant de snobisme.

Camden Town est mieux. Ici, on trouve le *British Worker*. Ce deuxième numéro est incontestablement supérieur au premier. Mais je regrette vivement de voir que le Conseil général persiste à ne pas vouloir étendre l'ordre de grève aux ouvriers du gaz et de l'électricité. Pourquoi ? Déjà, des trains conduits par des jaunes circulent sur le métro.

J'apprends que l'East End est solide comme au premier jour. Les gens de mer se sont joints au mouvement, malgré leur Union, à Liverpool et sur la côte nord-est. Le Conseil général examine la question de l'extension de la grève aux « services nécessaires », tels que le ravitaillement, et de laisser le gouvernement se débrouiller.

Je vois, par le numéro du *British Worker* qui est sous presse, que le Cabinet tente d'entraver la fourniture du papier. C'est là un fait intéressant, car l' « Emergency Provisions Act » lui permet de supprimer le journal s'il lui plaît. Qu'il ait recours à un moyen hypocrite, cela indique des hésitations et des divergences.

SAMEDI 8 MAI.

Une semaine est passée et la bataille se poursuit. J'apprends par B. H... que la police a perquisitionné à la Ligue des jeunes communistes, au *Workers' Weekly* et au Secours rouge.

Je vais au Cooperative Hall. Trente autobus et un tram ont été mis hors d'usage. Un « special » a été blessé par une pierre, autrement il n'y a pas de victimes.

Je ne puis dire combien je suis heureux de voir que les autobus ne dépassent plus Golders Green et de penser que quelques-uns de ces gaillards de l'O. M. S. ont reçu une leçon.

Le soir, coup de téléphone de L... : le *British Worker* est sorti. La parade policière du premier jour avait pour but d'imposer un censeur au journal. L'archevêque de Cantorbéry et des représentants de toutes les Eglises ont lancé un appel commun aux belligérants, demandant aux propriétaires de mines de faire cesser le lock out, au Conseil général de rapporter l'ordre de grève, et au gouvernement de continuer, pour un temps, sa politique de subsides. Le gouvernement a refusé de laisser transmettre cet appel par T. S. F.

Ces conditions seraient une victoire pour le Conseil général et elles indiquent que, de l'autre côté, on devient nerveux. L'archevêque de Cantorbéry est en rapport avec la Cour. Probablement le roi commence à être inquiet.

DIMANCHE 9 MAI.

Le *British Worker* est là, mais pas la *British Gazette*. La feuille capitaliste est extrêmement misérable. Si l'on compare les deux journaux, la même conclusion s'impose, même à quelqu'un qui ne connaîtrait rien de l'affaire. Le *Sunday Express* (une feuille imprimée d'un seul côté) dit qu'il y a « un grand malaise parmi les imprimeurs et les cheminots », « que le Great Western Railway a reçu de nombreuses lettres d'ouvriers demandant à reprendre le travail ». Mais pas la moindre justification à l'appui. Le *British Worker* est précis, ville par ville : « Ipswick, Wolverton, Southampton, Newcastle, Liverpool... » et ainsi de suite, avec un rapport détaillé dans chaque cas. La *British Gazette* d'hier contient un article que je conserverai. L'appui du gouvernement est promis à « tous les rangs des forces armées » pour « toute action qu'ils jugeraient nécessaire d'entreprendre pour aider le pouvoir civil ». Toute action ! Peut-on plus clairement faire appel à la violence et la provoquer ?

Les autobus et les trams qui circulent sont presque vides.

LUNDI 10 MAI.

Aux bureaux du journal. Vu L... Aucune nouvelle d'importance. Le gouvernement continue de mentir par T. S. F. Des réfutations de ses mensonges sont régulièrement obtenues et régulièrements supprimées. L'East End est toujours un bloc solide. Il y a eu des violences policières à Camden Town et à King's Cross. On arrête selon le bon plaisir. On saisit les machines à écrire et duplicateurs. Il y a davantage d'autobus en circulation — dans les districts absolument sûrs. Le *Sunday Worker* rapporte une série de catastrophes de chemins de fer provoquées par la sottise des gens de l'O. M. S. Churchill a annoncé qu'il mettra l'embargo sur tout le papier de journal pour supprimer le *British Worker*.

Au Cooperative Hall. On me dit que ce matin les autobus ont défilé en une longue procession. Il y avait une auto-mitrailleuse tous les six autobus.

MARDI 11 MAI.

Au Cooperative Hall. Pas d'autobus ce matin.

On ne voit pas de raison pour que l'extraordinaire situation où nous sommes depuis le 1er mai doive jamais changer. On s'y est accoutumé. C'est devenu une habitude, une vie. Z. Z. estime que la perte globale est d'environ cent vingt millions de livres sterling par jour. Le gouvernement, au prix d'énormes dépenses, assure quelques services indispensables. Mais toute production est arrêtée. Les usines ferment les unes après les autres. Il n'y a pas de transports, ni pour les matières premières, ni pour les produits finis. Ce qu'on a pu maintenir suffit à peine au ravitaillement, et un infime trafic de passagers, institué dans un but de propagande. Graduellement le pays se sent paralysé par un engourdissement croissant. Naturellement cela ne peut durer toujours. Mais ça peut durer longtemps.

MERCREDI 12 MAI.

Est-ce succès ou débâcle ? La grève est finie. La T. S. F. dit : « Sans conditions. » Les jaunes de Golders Green triomphent bruyamment et pavoisent leurs autobus. Je vais au journal. Chacun semble las et il n'y a pas de nouvelles. J. H. Thomas doit apporter une explication complète au groupe parlementaire travailliste.

Plus tard, Thomas a affirmé qu'il n'y a pas eu reddition sans conditions. Au nom du Conseil général, il déclare que les choses se sont passées ainsi :

Sir Herbert Samuel vint offrir ses services comme intermédiaire officieux. Il prépara, de concert avec le Conseil, un mémorandum qui consentait des concessions importantes : subsides à l'industrie minière pour une nouvelle période déterminée; la réorganisation devra *précéder* toute réduction de salaires (à supposer qu'une telle réduction dût avoir lieu ultérieurement); les profits réalisés au moyen des sous-produits seront évalués et figureront dans les comptes; plusieurs autres mesures encore assureront la protection des mineurs. Le Premier acceptait ce programme mais il ne le dirait qu'à condition que l'ordre de grève fût retiré. En conséquence, et pour permettre au gouvernement de sauver son prestige, le Conseil général accepta de mettre fin à la grève.

Quelqu'un demanda si on pouvait considérer comme certaine l'application du mémorandum. Thomas répondit : « Sans hésitation, oui. Vous pourrez répéter mes paroles dans les meetings. » Les mineurs n'avaient pas accepté les termes du mémorandum mais la conférence de leurs délégués, convoquée pour vendredi, pourrait le faire. Le Conseil fut absolument unanime — droite et gauche.

Le soir, par T. S. F., Baldwin contredit le récit de Thomas. Il répète : Reddition sans conditions.

JEUDI 13 MAI.

Les journaux et chacun hurlent : Reddition sans conditions. Les Compagnies de chemins de fer, de tramways, les employeurs des ports et du livre poussent leur plan : renvois, forte entaille aux salaires, demandes humiliantes, telles que l'engagement de ne plus faire grève.

Le *British Worker* est extraordinairement vague et évasif. George Hicks affirme que le récit de Thomas est fidèle. Le gouvernement s'est engagé à appliquer les clauses du mémorandum. Le Conseil s'assura que l'offre de Samuel était autorisée, avant d'agir. Si cela est vrai, il est sûr que le mémorandum représente une victoire considérable. Mais il y a dans tout cela quelque chose de mystérieux, qui est bien inquiétant. Les ouvriers des transport, du livre, les cheminots sont toujours dehors. Les grévistes sont désappointés et irrités.

VENDREDI 14 MAI.

Nous ne sommes pas en mesure d'imprimer le journal aujourd'hui et peut-être est-ce bien ainsi car, maintenant, il semble que le Conseil a trahi d'abord et menti ensuite. Herbert Samuel a répudié l'histoire d'un accord. Le gouvernement a répété sa répudiation. Baldwin vient de présenter son programme concernant les mineurs : nulle ressemblance avec le mémorandum. C'est pire. Aucun membre du Conseil ne s'est dressé pour crier son indignation et formuler l'accusation d'immonde duperie, qui serait la seule réponse à Baldwin et à Samuel.

Les Unions du livre — sauf une qui se bat encore — ont déjoué l'attaque patronale; les employeurs ont dû renoncer à leur idée d'exploiter la victoire. Il en est de même, presque partout, dans les transports. Les trois Unions de cheminots ont signé un accord avec les Compagnies qui semble garantir les cheminots au prix d'humbles excuses et de la promesse de ne plus recommencer. Dans plusieurs cas, les poursuites contre les grévistes continuent. Il y a eu des violences policières à Saint-Pancras et à Poplar.

Le Conseil, pas le mouvement, a failli. Il s'est laissé dominer par ses craintes. Il a mis fin à la grève sans engagements sûrs de l'adversaire, il a brisé l'unité et le courage des ouvriers. Rien n'a été fait pour les mineurs. Nul effort n'a été tenté pour venir en aide aux victimes qui sont encore en prison pour avoir suivi fidèlement les instructions du Conseil. Tout le Conseil, droite et gauche, doit être mis dans le même sac. Nos chefs étaient: l'âge, l'indolence, l'alcool et la peur.

Z. Z. a un récit de la reddition qui, dit-il, vient de Pugh lui-même. Le Conseil apporta le mémorandum Samuel aux mineurs, espérant une acceptation enthousiaste. A ce moment, il y avait une sorte d'engagement de la part du gouvernement de prendre le mémorandum à son compte, à la condition formelle que les mineurs l'aient accepté. Les mineurs répondirent par un brutal refus et le mémorandum se trouva, par suite, sans objet. Le Conseil se réunit, irrité contre les mineurs, et après une demi-heure à peine de discussion décida que la bataille qu'il avait engagée était désormais sans but; avec une légèreté incroyable il annula l'ordre de grève générale. Une délégation se rendit à Downing Street pour aviser le Premier. Baldwin fit répondre qu' « il ne désirait pas la recevoir ». Pugh dit que les délégués ne venaient pas pour discuter mais pour annoncer leur reddition. Alors ils furent introduits. Et ce fut la fin.

UN COMMUNISTE ANGLAIS.

BEAUX AMIS DE MERRHEIM

Il y a quelques semaines l'*Information Sociale* publiait un appel de MM. Dulot, Delaisi et Hoschiller en faveur de Mme Merrheim; une souscription était ouverte afin de permettre à la veuve du militant des Métaux d'ouvrir une petite boutique de mercerie et de lui assurer ainsi les moyens de vivre en travaillant.

On pouvait être surpris que la Fédération des Métaux ait laissé à d'autres une telle initiative. On le sera bien plus en apprenant qu'elle a ruiné cette initiative. Elle a, paraît-il, adressé à ses syndicats une circulaire leur déconseillant de répondre à cette souscription, sous le prétexte que Mme Merrheim m'aurait vendu la bibliothèque de son mari.

Je ne m'explique pas une telle allégation. A la mort de Merrheim, il y avait un an environ que je n'avais vu, que je n'avais osé aller voir Mme Merrheim, de crainte qu'une visite de ma part ne servît de prétexte aux gens de la C. G. T. Lafayette pour lui chercher une mauvaise querelle. Je ne l'avais pas revue depuis l'enterrement. C'est dire si j'ai acheté et si Mme Merrheim m'a vendu la bibliothèque de Merrheim.

Je dois dire que j'avais appris, plusieurs mois après l'enterrement, par des amis communs, que la Fédération ne s'était aucunement inquiétée de la gêne, pour ne pas dire la misère, où se trouvait Mme Merrheim. J'en avais fait part à quelques amis. Delagarde avait alors fait une démarche auprès du directeur de l'Association des Instruments de précision, où il travaille, pour que du travail fût procuré à Mme Merrheim. Le directeur avait promis d'appuyer cette demande au Conseil d'administration du lendemain et déclaré que le Conseil serait heureux de donner ce témoignage de solidarité à la veuve d'un militant comme Merrheim. Le lendemain, le Conseil refusait ce travail. Que s'était-il passé entre temps ? Nous l'ignorons. Mais les gens de la Fédération confédérée le savent peut-être ?

De leur part, cette succession de goujateries à l'égard de Mme Merrheim n'est pas pour me surprendre. Ils n'ont jamais éprouvé pour Merrheim lui-même que de la jalousie et de la haine. — P. M.

Le Drapeau Rouge

(The Red Flag)

Les Anglais chantent parfois *l'Internationale*, mais ils chantent surtout *le Drapeau Rouge* dont nous donnons ici une traduction. C'est pour ainsi dire leur chant révolutionnaire national. C'est lui qui domine dans toutes leurs manifestations, c'est lui que chantèrent le 3 mai les membres du Conseil général des Trade-Unions lorsque à minuit juste, moment du début de la grève, ils levèrent la séance. — Il a été écrit par J. Connel, vers 1890.

Le drapeau du peuple est du rouge le plus sombre;
Souvent il couvrit le corps de nos martyrs,
Et avant que leurs membres fussent devenus rigides et froids,
Le sang de leurs cœurs avaient teint chacun de ses plis.

REFRAIN :

Tenons donc haut l'écarlate étendard!
A son ombre nous voulons vivre et mourir.
Les lâches auront beau fuir et les traîtres ricaner,
Nous maintiendrons flottant, ici, le Drapeau Rouge.

Regardez au dehors : le Français en aime l'éclat;
Le solide Germain chante sa gloire;
Son hymne retentit dans les caves de Moscou;
A Chicago, il domine la mêlée.

(Refrain.)

Il flotta sur notre force naissante
Quand l'avenir nous semblait aussi noir que la nuit;
De combien d'exploits et de serments ne fut-il alors témoin,
Nous n'avons plus le droit maintenant d'en changer la couleur.

(Refrain.)

Il rappelle les triomphes passés;
Il donne l'espoir de la paix définitive.
Il est l'étincelante bannière, le clair symbole
Du Droit et du Progrès humain.

(Refrain.)

Aujourd'hui, seules les âmes viles ou sans courage
Qui n'aspirent qu'à l'argent et aux places
Se courbent devant le froncement de sourcil du riche
Et abaissent l'emblème sacré.

(Refrain.)

Têtes découvertes, nous jurons tous
De le porter toujours plus avant, jusqu'à ce que nous tombions.
Venez, noirs cachots ou hideuses potences,
Ce chant nous accompagnera quand nous partirons.

REFRAIN :

Tenons donc haut l'écarlate étendard!
A son ombre nous voulons vivre et mourir.
Les lâches auront beau fuir et les traîtres ricaner,
Nous maintiendrons flottant, ici, le Drapeau Rouge.

Le Carnet du Sauvage

Après la grève générale anglaise.

La grève générale anglaise avait fait naître de si grands espoirs qu'on s'est laissé entraîner par réaction à un trop grand désespoir.

Il n'y a pas à être surpris que certains communistes — Nicolas dirait les « aragoins » — n'aient vu que deux alternatives, la défaite ou la révolution. Entre ces deux faits, l'espace est vaste.

Pour ma part, je crois que le mouvement anglais vient de faire un pas sérieux dans la voie révolutionnaire, de faire un essai de solidarité et de lutte qui ne restera pas sans profit. En 1921, les mineurs n'avaient pu obtenir la solidarité des autres corporations. En 1926, cette solidarité leur a été donnée pendant douze jours. Trop courte, et insuffisante solidarité. Entendu. Il paraît certain qu'un effort de solidarité plus long et plus fructueux n'était pas au-dessus des forces du prolétariat. Mais ce qu'il a été n'est pas négligeable. En poursuivant seuls la grève les mineurs en recueilleront encore le bénéfice, sans qu'on puisse négliger l'aide que ne manqueront pas de leur apporter, à défaut de la grève, les autres Trade-Unions.

Quant à croire que l'idée de grève générale est de nouveau enterrée en Angleterre, et qu'elle attendra quatre-vingts autres années pour y ressusciter, il n'en est rien. La bourgeoisie anglaise ne se fait pas d'illusions. Le correspondant anglais de l'*Economiste français* le déclare sur un ton attristé : « La marche des événements a démontré que l'arrêt général du travail demeure une chose parfaitement possible en Angleterre. »

Il y a loin d'ici à Tipperary, disaient les soldats anglais. Il y a moins loin d'ici à la révolution, peuvent dire les ouvriers anglais, mais on n'y va pas en une seule étape.

La colère et la honte provoquées par le « Vendredi noir » de 1921 ont contribué sérieusement à pousser en avant la lourde machine bureaucratique du Trade-Unionisme. La colère et la honte provoquées par l'arrêt brusque du 12 mai n'auront pas moins de vertu. Le problème de la réorganisation des mines, le problème de la décadence économique de l'Angleterre restent posés et quand nos camarades anglais devront se colleter avec leur bourgeoisie pour les résoudre, tout nous montre qu'ils feront mieux. Ils ont fait partie nulle, cette fois, alors qu'ils avaient été battus en 1921 : la prochaine fois, c'est eux qui battront la bourgeoisie, ce qui ne veut pas dire que ce sera encore la révolution. Mais ce dont, à l'heure actuelle, nous avons le plus besoin, ce sont des victoires, des victoires partielles qui ranimeront l'espoir et redonneront goût à la lutte.

Gardons-nous en France de juger trop sévèrement les événements anglais. Nous avons parlé beaucoup de solidarité, mais nous n'avons pas su faire grand'chose. Le bourdonnement de nos mouches du coche ne peut faire oublier que nous avons laissé paraître l'édition continentale du *Daily Mail*.

Evidemment, personne ne s'est douté ici que cette édition continentale pouvait avoir sur la grève générale anglaise une influence grave. C'est la seule excuse de nos chefs syndicaux unitaires et confédérés.

Mais je pense qu'on n'a pas été fier quand on a lu dans le *Matin* du 22 mai cette déclaration de lord Rothermere, le propriétaire du *Daily Mail*, montrant à quel point le tirage de cette édition continentale avait été augmenté et quelle fâcheuse répercussion elle avait eu sur le mouvement :

Le premier acte des révolutionnaires fut de tenter de supprimer la liberté d'opinion en paralysant la presse dans toute la Grande-Bretagne. Cette dangereuse attaque contre les droits d'un peuple libre fut parée d'une manière remarquable par l'édition continentale du Daily Mail.

En dépit de nombreuses difficultés, non seulement ce journal a largement augmenté sa circulation pour ses lecteurs du continent, mais encore ELLE A PU ENVOYER QUOTIDIENNEMENT 250.000 NUMÉROS EN ANGLETERRE PAR MER ET PAR AVION. *Cette publication a contribué dans une large mesure à la faillite de la grève générale, au rétablissement de la paix, ainsi qu'au maintien de la liberté.*

Pour empêcher cette publication, il aurait fallu que l'organisation confédérée, à laquelle adhérait la totalité des typos de l'équipe, moins un unitaire, donnât l'ordre de mise-bas sans attendre les instructions demandées à la Société typographique de Londres, ces instructions, par poste ou par télégramme, pouvant être interceptées et retenues par le gouvernement anglais qui avait décrété une sorte d'état de siège et vraisemblablement institué une censure.

Du côté de la Fédération unitaire et de ses syndicats de clicheurs et de rotativistes, qui sont pourtant, on nous l'a assez dit, maintenant dans la « ligne », même retard et même indécision.

Si la mise-bas avait été appliquée, peut-être cela n'aurait-il pas empêché la direction du *Daily Mail* de sortir une feuille jaune. Mais en ce cas, on aurait pu se rappeler ce que peuvent des minorités agissantes. Il est vrai que l'on n'a plus pour ces minorités agissantes que mépris.

L'impérialisme vainqueur au Maroc.

L'impérialisme français vient de remporter une victoire. Il est venu à bout de la résistance des tribus rifaines. Abd el Krim a été obligé de se rendre.

Nos coloniaux vont pouvoir se jeter sur les richesses du sous-sol du Rif, la Banque de Paris et des Pays-Bas va pouvoir faire des affaires au Maroc, tandis que les Marocains vont connaître le joug des « civilisateurs ». Les belles paroles de M. Steeg auront à peu près autant de poids que celles de Wilson lors de la paix de Versailles. Et l'on verra, l'on voit déjà les appétits impérialistes se disputer ce morceau d'Afrique du Nord.

Nous n'aurons su ni empêcher cette expédition coloniale qui a coûté la vie à tant de petits soldats français, ni garantir la tentative héroïque vers l'indépendance des Rifains.

Empêcher cette expédition coloniale, arrêter l'impérialisme français était facile. Le pays était hostile à cette nouvelle guerre. Le gouvernement du Cartel avouait avoir eu la main forcée. Briand racontait à qui voulait l'entendre qu'il avait repoussé cette « politique du cadenas » appliquée aux Rifains quand Lyautey la lui avait proposée. Malgré tout cela, il ne s'est pas produit, on n'a pas suscité au moment où c'était possible, le vaste et profond mouvement d'opinion capable de faire reculer nos impérialistes et d'arracher au gouvernement la paix avec le Rif. Les dirigeants du parti communiste peuvent faire le compte de leurs erreurs et de leurs fautes; ils portent la responsabilité de l'impuissance des travailleurs français en face de cette guerre coloniale.

Ne comprenant rien au front unique, et voulant que le parti communiste apparaisse seul comme faisant quelque chose, faisant fi d'une victoire relative et momentanée, recherchant avant tout un moyen de passer à la guerre civile, courant après des nuées, ils ont méprisé les tâches réelles, faisables, fécondes.

Aujourd'hui, c'est la victoire de l'impérialisme; elle équivaut à une défaite de la classe ouvrière; le gouvernement retrouve le lustre que donnent les succès militaires. Tout cela, en dépit du dévouement des militants du rang, emprisonnés par centaines et pour qui l'on tarde bien à réclamer l'amnistie.

Et là-bas, avec une simplicité qui ne manque pas de grandeur, « vêtu comme les autres montagnards d'une djeballa brune », c'est Abd el Krim qui se rend. C'est la tentative des tribus berbères de constituer la République du Rif qui s'écroule. C'est l'effort d'un mouvement national indigène pour parvenir de lui-même à l'indépendance et à l'occidentalisation qui est brisé sous les bombes d'avions.

Contre le courant.

Dommage que nous ne puissions reproduire l'article que Martinet vient de publier dans *Europe* du 15 mai. Il a voulu surtout parler aux milieux intellectuels et dire leur fait aux surréalistes. Mais le moyen de parler

de quoi que ce soit sans creuser et toucher à ce qu'i appelle le « soubassement politique ».

Depuis plus de deux ans, il avait été forcé par la maladie de vivre à l'écart du mouvement et loin de nous. Comment avait-il suivi les remous de ces dernières années et réagi devant les événements ? Plus d'un camarade se l'est demandé comme nous. Il vient de donner sa réponse, sous ce titre : « Contre le courant. »

Si nous avons pu nous interroger parfois et craindre de juger inexactement la situation, étant pris nous-mêmes dans les mille remous des crises du parti communiste et des syndicats, nous avons aujourd'hui la confirmation de quelqu'un qui, dans son isolement, de plus loin, de plus haut, a vu d'ensemble cette vaste crise. Son jugement est encore plus sévère que le nôtre.

C'est dire combien nous sommes heureux de nous retrouver tous, unis dans la même pensée, toute la poignée d'hommes du début de la guerre et du début de la Révolution russe.

Oui, il est bien exact qu'aujourd'hui comme alors, nous marchons contre le courant, contre les courants de surface, ce qui fait du bruit, ce qui braille, ce qui étourdit de son vain fracas. Mais en réalité, aujourd'hui comme hier, nous suivons le courant profond, nous interprétons la vraie pensée de la classe ouvrière qui ne pourra préparer et faire sa révolution avec des domestiques et des esclaves.

L'affaire Ménard.

Pour un pétard qui a fait long feu, suivant l'*Humanité*, le récit de l'affaire Ménard a rudement secoué le derrière des bolchévisateurs des syndicats. Qu'est-ce qui serait arrivé, grands dieux, si ce pétard avait éclaté !

Les artisans de cette exclusion battent la campagne. Ils ont réuni en vitesse une nouvelle assemblée générale du syndicat unitaire du Tonneau, où il a été décidé d'en faire une autre spécialement consacrée au cas Ménard. Sans attendre, le conseil syndical a convoqué l'exclu pour l'entendre et régler les débats de la prochaine assemblée. La Commission exécutive fédérale du Bois, qui avait déclaré ne pas pouvoir s'occuper d'un conflit de ce genre, soudain change d'avis et prend des airs conciliateurs.

Que s'est-il donc passé ? Mais d'abord qu'est-ce qu'on projette ? Maintenant qu'ils ont mis le nez dans les statuts du syndicat et constaté qu'ils les avaient violés, Vialaneix et consorts entendent-ils recommencer la procédure, légalement cette fois, appel du délinquant devant le conseil syndical, puis débat et décision régulière de l'assemblée générale ? Il ne faut pas, avec telles gens, écarter cette hypothèse. Mais il faut aussi en examiner une autre. L'affaire Ménard a ému les syndicats du Bois. Le geste de Ponce-Pilate de la Commission fédérale, n'a pas été très goûté. Beaucoup y ont vu la preuve que Ménard avait été exclu autant pour avoir constitué la minorité syndicale du Tonneau que pour avoir osé, avec la minorité fédérale du Bois, protester contre la censure de l'organe fédéral.

Quatre syndicats parisiens du Bois ont lancé l'idée d'une réunion des Conseils syndicaux parisiens du Bois pour tirer au clair l'affaire Ménard. Dans un autre, celui des ébénistes, il y a du malaise; on n'a réussi à écarter une désapprobation qu'en promettant d'arranger le conflit. Un peu partout, en province comme à Paris, on se demande si les communistes vont ouvrir dans les syndicats une nouvelle ère d'exclusions pour crime de tendance. Etrangler un militant dans l'ombre était facile. L'étrangler publiquement, c'est une autre histoire.

Ah ! ils sont embarrassés, les artisans de l'exclusion. Ils bafouillent des explications contradictoires. Ils n'ont pas plutôt sorti un argument qu'il s'effrite et ils doivent en chercher un autre. Tous leurs arguments, tous leurs prétextes sont mensongers. Le motif exact de l'exclusion de Ménard, c'est celui que Vialaneix, membre du bureau syndical, membre de la Commission fédérale, propagandiste de la *Vie Ouvrière* et communiste dans la « ligne », a donné en assemblée générale : « *La minorité syndicaliste comptait trois membres ; aujourd'hui ils sont quinze ; demain ils seront la majorité. Cela nous ne le permettrons jamais.* »

De bon ou de mauvais gré, il faudra que Vialaneix et ses pareils se résignent à le permettre.

Des camarades ayant sans doute lu rapidement les explications du mois dernier se sont figuré que Ménard n'exerçait plus le métier de tonnelier. Il l'exerce tous les jours, à la Halle aux Vins, pour le compte de l'Assistance publique. Si on l'exclut du syndicat du Tonneau parce qu'il reçoit son salaire de la Ville, pourquoi le syndicat des Typos, par exemple, n'envoie-t-il pas au syndicat des Services publics les typos de l'Imprimerie Municipale et ceux de l'Imprimerie Nationale aux Travailleurs de l'Etat ?

De bonnes âmes disent qu'après tout, Ménard n'est pas exclu de la C. G. T. U. puisqu'il serait dans un autre syndicat unitaire. Oui, mais comment y entrerait-il ? Avec un certificat infamant de désorganisateur qui le ferait traiter en pestiféré. La question, d'ailleurs, ne peut pas être posée ainsi. Ménard travaille comme tonnelier, dans une agglomération de tonneliers; sa place naturelle est au syndicat du Tonneau qu'on a été bien content de lui voir maintenir debout au moment de la scission.

Et qu'a fait ce désorganisateur ? Il a pris le syndicat à cinquante membres à la scission, il l'a laissé à cent cinquante membres quand il a démissionné du secrétariat. Si ce syndicat a aujourd'hui deux cents membres, on peut dire qu'il y a contribué pour une bonne part. Mais cela ne compte guère pour nos orthodoxes.

On nous reproche à nous, les hérétiques syndicalistes, de ne pas vouloir des syndicats de masse, de gros syndicats, de nous satisfaire de petits groupements de minorités agissantes. Où a-t-on pris ça ? Nous n'avons pas attendu les ordres de l'I. S. R. pour travailler au renforcement, au recrutement syndical. Nous l'avions compris de nous-mêmes. Nous voulions à la fois des syndicats nombreux et, dans leurs sein, des minorités clairvoyantes et agissantes. Ce qu'on est en train de nous donner, ce sont des syndicats unitaires qui n'auront pas d'effectifs importants, parce qu'on écarte ou brime quiconque n'est pas communiste et communiste dans la ligne, et qui n'auront pas davantage dans leur sein de minorités agissantes.

Pour que les syndicats français deviennent syndicats de masse, Humbert-Droz recommande aux communistes de nous combattre. Il ne ferait pas mal de leur recommander d'éviter des scandales dans le genre de l'affaire Ménard.

Et de les éviter non pas par habileté, mais par compréhension de cette règle élémentaire que les non-communistes ou les communistes hérétiques ont au syndicat les mêmes droits que les communistes; que les minorités syndicalistes ont le même droit d'exister que les fractions communistes.

Je suppose qu'on a dû en haut lieu étriller durement ce pauvre Vialaneix. Je les entends : « Espèce d'imbécile, on ne dit pas des choses pareilles ! On les fait, mais on se garde de les dire. »

Non, on ne les fait pas. Le crime n'est pas de les dire mais de les faire. Et ce crime contre le syndicalisme aura eu le bénéfice de mettre à nu les mœurs qu'on implante dans les syndicats au nom du communisme. Ce bénéfice n'est pas négligeable. Ce ne sera d'ailleurs pas le seul, car il est bien certain que Ménard devra être réintégré, que le droit d'existence de la minorité syndicale du Tonneau et de la minorité fédérale du Bois devra être reconnu et que ces minorités obtiendront leur représentation dans les divers Conseils.

Tommasi.

Au dernier moment, nous arrive la nouvelle de la mort de Tommasi, à Moscou. Pauvre Toto, lui qui était la jeunesse même, qui était resté à quarante ans un gavroche parisien. Avec les qualités et les défauts de gavroche. Des qualités réelles, sachant en mettre un coup quand il fallait. On l'avait bien vu vers la fin de la guerre au Syndicat de la Voiture-Aviation et en 1920, à la reprise de l'Union des Syndicats de la Seine par les révolutionnaires. Grâce à ses efforts de propagande, doublés par l'effort d'administration de Dudilieux, cette position maîtresse du mouvement syndical français avait été gardée et consolidée.

Homme de parti, il l'était. Mais capable de lui consentir bien des sacrifices, depuis celui de faire des bêtises et celui de se taire jusqu'à celui de mourir pour la révolution la blague aux lèvres. — P. M.

"Notre cher Péguy"

« Grande amie, je pars soldat de la République pour le désarmement « général et la dernière des guerres. »

(Adieux de Péguy à Mme Favre, le 4 août 1914.)

Péguy... Après Daniel Halévy, après René Johannet, voici les frères Tharaud, avec deux volumes de souvenirs sur « Notre cher Péguy ». Je l'ai connu, moi aussi, ce cher Péguy, de 1897 à 1910, jusqu'au jour où, très sottement il faut bien le dire, il se brouilla avec Sorel, par un de ces billets laconiques autant que péremptoires, où son orgueil fabuleux avait parfois coutume de se traduire d'une manière aussi inopinée que définitive. Je fus de cette manifestation contre Léon Bourgeois, qu'il avait organisée, et où je me fis même arrêter pour l'enthousiasme frénétique avec lequel je m'obstinais à crier des « *Vive Zola !* » rageurs et forcenés, me retournant sur un agent en civil, qui me suivait, pour les lui projeter dans la figure; et je participais, d'une manière générale, à toutes ces fameuses campagnes dreyfusistes dont il était le capitaine et l'ordonnateur. J'entrai donc naturellement en relations avec lui — relations toujours brèves, et où Péguy, tout de suite familier et usant du *tu*, s'imposait à vous irrésistiblement, souverainement, sans discours, sans manières, par quelques mots simples et qui emportaient une persuasion immédiate et comme naturelle : on ne résistait pas à Péguy, on ne pensait même pas à lui résister; il s'emparait de votre volonté le plus tranquillement du monde, comme de son bien. Et je ne cessai plus de le voir, abonné des *Cahiers* dès la première heure, allant le visiter une fois au moins la semaine, son compagnon, le vendredi, aux cours de Bergson au Collège de France — jusqu'au jour, je le répète, où — le sot ! — ayant donné congé à Sorel, je lui donnai, moi aussi, congé.

« Pauvre Péguy » — avait coutume de dire Sorel; et les Tharaud assurent que cela n'était pas sans chiffonner Péguy dans son orgueil, qui, en effet, fut extraordinairement ombrageux. Ils prétendent même que les « bavardages du Vieux », le jeudi, aux *Cahiers*, avaient fini par l'exaspérer. Voire. Les Tharaud nous donnent un portrait de Sorel, qui ne manque pas sans doute de pittoresque, mais où je reste abasourdi de voir le maître rapproché d'un homme qu'il n'aimait guère, et assimilé à un idéologue du dix-huitième siècle (1). J'ose dire que c'est là méconnaître du tout au tout l'auteur des *Illusions du Progrès* — ce livre où, pourtant, le dix-huitième siècle passe plutôt un très mauvais quart d'heure; et cette méconnaissance radicale et fantastique me laisserait pantois, si je ne savais par ailleurs combien nos meilleurs *gens de lettres* peuvent, à l'occasion, étaler de... superficialité. Sorel, sans doute, possédait une érudition prodigieuse, qui lui permettait d'émettre sur tout sujet des opinions originales et inattendues; et quand il avait dit d'un travail « qu'il ne contenait pas *d'idées* », il l'avait évidemment condamné et rejeté au néant éternel. Mais *l'idéologie* de Sorel est d'une tout autre nature, Dieu merci ! que celle des Encyclopédistes; et il n'y eut pas d'esprit plus *concret*, plus soucieux de toucher les réalités profondes et psychologiques, et plus avide d'écarter les voiles idéologiques et les *marottes idéalistes*, comme dirait Engels, qui nous empêchent de bien voir *ce qui est*. Ses idées, à lui, n'étaient que des coups de sonde dans le réel, dont la hardiesse saisissait toujours, parce qu'ils vous faisaient soudain toucher du doigt des réalités, parfois très simples, mais toujours recouvertes par les abstractions, les lieux communs, et les *psittacismes* divers dont notre vision du monde est le plus ordinairement obscurcie. S'il est vrai que Péguy prit ombrage et ennui des « bavardages » de Sorel, c'est que, sans doute, l'érudition du Maître lui faisait trop sentir les lacunes énormes de sa propre culture, qui fut profonde, mais singulièrement étroite. Le *paysan* Péguy n'avait, comme idées, que des *instincts;* Sorel, lui, ancien ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, et d'une lecture immense, avait les intuitions d'un homme dont le passage à travers l'intelligence technique a rendu le regard, comme dit Bergson, *désintéressé*, c'est-à-dire souverainement *libre*. Le vrai bergsonien, ce n'est pas Péguy, resté trop uniquement un *instinctif*, mais Sorel, l'intuitif et le poète.

***

Pauvre Péguy !... Sorel avait raison. La destinée de Péguy, ce paysan qui prit, fin dix-neuvième siècle, la *pastoure* Jeanne d'Arc pour truchement de son âme, ce rural pour qui les guerres de la Révolution et de l'Empire étaient restées la vraie poésie populaire — et partant le verbe de Hugo, chantre de cette épopée, le Verbe lui-même — la destinée de ce Péguy, égaré dans le monde capitaliste moderne, fut tragique. Il prit ce monde en horreur, comme l'aurait pris en horreur une Jeanne d'Arc, un *soldat de l'An II* ou un *grognard* de l'Empereur. « Je pars soldat de la République, pour le désarmement général et la dernière des guerres » — cet adieu à Mme Favre peut être considéré comme une manière de testament; et les

(1) Dans ce portrait, il y a aussi quelques *grosses* inexactitudes que l'on s'étonnerait de trouver sous la plume des Tharaud, si l'on ne savait que, comme tous les *reporters*, ils montrent souvent plus de goût pour le pittoresque que pour la vérité. Ainsi, Sorel est présenté comme ayant fréquenté la Bourse du Travail : en fait, il n'avait fait que connaître Pelloutier, organisateur des Bourses. Inexactitude anodine, sans doute, mais voici qui est plus grave. Les Tharaud assurent *avoir vu, de leurs yeux vu*, vous dis-je, Sorel tour à tour socialiste, syndicaliste, royaliste, fasciste, bolchéviste. Les Tharaud ont bien de la chance, mais je crois avoir connu d'assez près l'auteur des *Réflexions sur la Violence :* or ces métamorphoses étourdissantes ne m'ont jamais... frappé ! Ce sont là des facéties que des écrivains sérieux devraient laisser aux vulgaires journalistes et aux hommes de parti. Sorel savait discerner la valeur historique des divers mouvements sociaux; il saluait la grandeur partout où elle se montrait; mais de là à le donner comme une espèce de *caméléon*, il y a terriblement loin !

Tharaud rapportent que, toute la matinée de son départ, Péguy sifflait la *Carmagnole* comme aux temps de l'Affaire. Le singulier *converti* il était ! Il s'est toujours défendu d'en être un, et il déclarait n'aimer pas les convertis; mais il faut avouer que cette conversion, à laquelle Sorel ne croyait pas, n'avait guère, en effet, changé le fond de son âme. Barrès trouvait le catholicisme de Péguy inquiétant et « tout plein de désordres immenses ». Et les Tharaud nous donnent des détails bien curieux qui confirment entièrement le caractère étrange de la conversion péguyste. Jamais nos néophytes — les Maritain et les Psichari, *de vrais convertis* ceux-là, avec toutes armes et tous bagages — ne purent obtenir qu'il fréquentât les sacrements et fît baptiser ses enfants : leur *fanatisme* se heurta toujours à quelque chose d'irréductible, une répugnance invincible, qui tenait évidemment à ce que Péguy, au fond, était resté *un révolutionnaire*.

Les Tharaud nous racontent une démarche faite par Maritain auprès de Mme Péguy et de Mme Beaudoin, sa mère — démarche où ce renégat de Bergson se conduisit en vrai *énergumène*, comme un de ces néophytes qui, tout fraîchements confits en la *Somme*, intellectualistes forcenés, ignorent les notions les plus élémentaires de la simple délicatesse et font figure de véritables... brutes : Péguy en fut si irrité qu'il se brouilla avec notre farouche *scolasticomane*. Il nous est aussi rapporté qu'en somme Péguy , à la veille de la guerre, était bien près d'être mis à l'Index (1), tout comme un simple Bergson; de sorte que nos bons catholiques, qui, aujourd'hui, *canoniseraient* volontiers Péguy (vivant, il ne fut guère soutenu par eux), n'avaient en somme affaire qu'à un... hérétique. Et, de fait, le christianisme de Péguy, ce christianisme populaire, libre et révolutionnaire, où la liberté jouait avec la grâce *un mystère* dont le dénouement ne pouvait certainement pas être le simple retour de la brebis égarée dans le bercail de l'Eglise romaine, n'aurait jamais pu s'accommoder d'un catholicisme que la bourgeoisie riche, vaniteuse et sans âme, fait chaque jour davantage à son image.

Lavisse disait que Péguy versait du pétrole dans son eau bénite; ceci s'appliquerait mieux, je crois, à Léon Bloy, espèce de *Jules Vallès pieux;* Péguy, lui, usa fort peu, sinon pas du tout, d'eau bénite : il pratiqua une sorte de *panthéisme de la prière libre*, où il y avait beaucoup de paganisme, au sens originel du mot, et où les saints jouaient quelque peu le rôle de dieux lares...

⁂

« Je pars soldat de la République... » Et il le croyait comme il le disait. Péguy se figurait sincèrement que la France était restée dans le monde le soldat de la Liberté et de la Civilisation; il est parti convaincu que la guerre de 1914 était une suite des guerres de la Liberté; tombé le 5 septembre 1914, tout au début des hostilités, alors que la guerre ne s'était pas encore transformée en une guerre de siège et d'industrie, il put garder intactes toutes ses chères illusions. Mais c'est bien le cas de répéter avec Sorel : pauvre Péguy ! J'ai déjà dit que sa culture fut profonde, mais *très étroite* et *exclusivement française;* non seulement il avait peu lu, mais il n'avait lu que des auteurs classiques, et des classiques français, qu'il considérait comme ayant pris la suite des classiques grecs et latins. Il ignorait profondément les littératures étrangères; il n'avait pas lu Shakespeare, ni Marx, ni Nietzsche, ni les Russes: il était resté naïvement, ingénûment, *nationaliste*, croyant dur comme fer que la France était le *summum* de toute civilisation possible. Ses origines rurales et artisanes, son passage à travers l'Université (1), cette fabrique de *chauvins*, à l'égal et plus encore peut-être que l'Eglise, lui constituèrent un horizon très borné, dont la France occupait seule le cercle entier. Il n'avait pas lu Marx, ai-je dit; et son socialisme, tout sentimental, dont Jeanne, la pastoure du quinzième siècle, était le truchement et l'héroïne, n'eut jamais rien de commun avec le socialisme d'inspiration marxiste. Il n'était que l'expression des regrets amers qu'il éprouvait en constatant la disparition de l'ancien peuple rural et artisan, détruit par le capitalisme, par ce « monde moderne » qu'il avait pris en grippe; et la doctrine du prolétariat révolutionnaire, émise par Marx et complétée par Sorel, lui demeura étrangère : ne pouvant *surmonter* l'ère bourgeoise, il se réfugia dans le rêve pagano-chrétien de l'ancien peuple, tel qu'il était au temps de l'immobilité des techniques et avant les bouleversements capitalistes.

Pauvre Péguy ! Mystique comme un franciscain du moyen âge, héroïque, comme un soldat de l'An II ou un *grognard* de l'Empire, ingénu et voulant à tout prix *sauver*, comme Jeanne la Lorraine, il fut dreyfusiste, et non dreyfusard, normalien, mais non sorbonnard, chrétien, mais non clérical, patriote, mais non patriotard, nationaliste, mais non nationalard; il avait fondé, au milieu des industries diverses du journalisme contemporain, une sorte *d'ordre* d'un genre nouveau, *l'Ordre*, comme ont dit justement les Tharaud, *des abonnés des Cahiers de la Quinzaine*, dont il estimait qu'il fallait absolument faire partie, si l'on désirait *valoir* quelque chose, et qu'oser abandonner, c'était vouloir se précipiter soi-même dans les ténèbres extérieures. Et le monde, ingénument, se partageait pour lui en trois

---

(1) Quel pamphlet cela nous eût valu, si la chose avait eu le temps de se produire ! La mise à l'Index de Bergson avait déjà fait sursauter notre Péguy; qu'eût-ce été si, à son tour, il s'était vu frappé par la sacrée Congrégation ! Comme Pascal, il en eût appelé de l'Eglise au tribunal de Dieu lui-même, et déclaré que ce qui est condamné à Rome, ne l'est pas forcément au Ciel. Et cela eût fait un beau scandale, dont ses amis Maritain, Psichari, et le brave Lotte lui-même, eussent été fort marris et bien... ennuyés. Péguy n'avait évidemment aucune disposition pour la *docilité cléricale*. Le livre des Tharaud montre suffisamment qu'on pouvait essayer de le *manœuvrer*, mais qu'on n'y réussissait guère : il finissait toujours par se cabrer, ne pouvant faire mentir un tempérament resté, je le répète, foncièrement révolutionnaire.

(1) Les Tharaud se demandent à juste titre, il me semble, si ce passage à travers l'Université a, finalement, été favorable à Péguy. Je crois qu'on pourrait répondre hardiment que non. Péguy est un écrivain *de race*, à qui la culture classique et universitaire a plutôt nui que profité. De même, on pourrait se poser la question de savoir si, d'être devenu mystique, cela ne lui a pas également été nuisible : la vraie *veine* de Péguy est la veine populaire, révolutionnaire, pamphlétaire; l'œil de Péguy, derrière le lorgnon, était d'une malice extrême, une malice toute paysanne, et son style eut des *roueries* incroyables : Péguy, comme écrivain, est incontestablement de la même trempe que nos meilleurs écrivains français, les Rabelais, les Pascal, les Molière, les Corneille, les Voltaire et, plus près de nous, Proudhon et Michelet, le grand moraliste et le grand historien de la Révolution.

catégories : les abonnés, les non-abonnés et... *les désabonnés*, ces derniers étant voués naturellement aux gémonies et cumulant — les malheureux ! — les suprêmes disgrâces. Les abonnés, eux, étaient les élus, les *grâciés*, l'Eglise triomphante ; et Millerand lui-même, dont on trouve sous sa plume l'éloge... inattendu, avait dû sûrement *souscrire* pour les *Cahiers !* Mais aussi, quel pamphlétaire ! Jaurès, M. Langlois (Langlois tel qu'on le parle), Lavisse, Laudet en surent quelque chose ; et je crois bien qu'il faut remonter jusqu'aux *Provinciales* même de Pascal pour retrouver une verve pareille, un comique aussi savoureux, aussi mordant et aussi dru.

⁂

« Tirez, mais tirez donc, nom de Dieu ! »... Pauvre Péguy, à peine avait-il donné rageusement et fièrement cet ordre, qu'il tombait lui-même mortellement frappé d'une balle au front. Et, avec lui, disparaissait le *dernier grognard* de la vieille garde révolutionnaire impériale. Avec lui disparaissait tout un monde, l'ancien vieux peuple, celui qui avait fait les Croisades, chassé les Anglais avec Jeanne, traversé l'Europe en sabots de bois, et s'était héroïquement, au Mur des Fédérés, laissé fusiller par les balles versaillaises. On demande parfois ce qu'aurait fait Péguy, s'il avait survécu à la « grande guerre», et se fût retrouvé dans ce nouveau monde issu d'elle, ou plutôt dans ce monde de plus en plus *moderne*, par elle encore *modernisé*, qu'il détestait si fort. Il n'eût certainement rien compris à la Révolution russe, dont un fort préjugé nationaliste français et son défaut de culture étrangère l'eussent violemment écarté ; mais son âme ingénue, ulcérée par le spectacle ignominieux de la Ploutocratie triomphante — l'Argent, l'Argent suite suite — lui eût sans doute dicté un pamphlet plus virulent encore que tous ceux que les déceptions dreyfusiste, jauressiste et moderniste lui avaient inspirés ; de la désillusion de la grande guerre, pour laquelle il était parti avec une ardeur si candide, quelle satire atroce et féroce il eût probablement tiré ! Mais il tomba au seuil même de la guerre, et dans sa mort héroïque, comme dans le bombardement de la Cathédrale du Sacre, on peut voir un symbole : avec lui, je le répète, disparaissait la France ancienne-moderne, républicaine-impériale, le vieux peuple rural et artisan, aux antiques vertus, comme avec Reims, était frappée à mort, définitivement, la France, royale et catholique. La grande guerre portait le dernier coup à l'ancien régime féodal, comme au nouveau régime issu de 89 ; un monde sortait, qui, déjà depuis Louis-Philippe et Napoléon III, était en gestation, et qui, soudain, se dégageait, s'épanouissait dans toute sa hideur — le monde de la Ploutocratie pure ; — et, dans ce monde, Péguy eût été fantastiquement dépaysé.

Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre, a-t-il chanté. Heureux Péguy, pourrait-on dire, qui n'a pas connu les mornes tristesses, les écœurements nauséeux et les laideurs immondes de la « grande guerre » et de « l'après-guerre » ! Il est mort, en somme, à temps pour sa gloire et surtout pour son bonheur ; car son âme, que l'amertume de déceptions successives avait déjà largement abreuvée, eût été submergée de honte, de tristesse et de dégoût !

⁂

Il n'eût donc pas pu être un guide parmi ce triomphe insolent et ignominieux d'une Ploutocratie démagogique, où, depuis la guerre, nous barbottons dans une vase pestilentielle. La guerre a tout détruit, définitivement, de l'ancien monde ; tout a changé de forme et d'aspect ; royalisme, empire, république, socialisme et même syndicalisme, rien n'a subsisté, que Péguy eût pu comprendre et aimer. Et de ce qui en est sorti, des nouvelles formations historiques, fascisme et communisme, il se fût détourné avec une égale horreur. Il eût pu reprendre, avec une insistance plus grande encore et une répétition plus désespérée, le thème de son beau *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc :* « Mon Dieu, mon Dieu, qu'est-ce qu'il y a donc ? De tout temps, hélas, dans tous les temps on s'est perdu ; mais depuis quarante ans, hélas ! on ne fait plus que cela, on ne fait plus que de se perdre. Qu'est-ce qu'il y a, mon Dieu ! qu'est-ce qu'il y a... Qu'avez-vous fait de ce peuple, de votre peuple chrétien ? »

Qu'avez-vous fait de votre peuple, pourrait-on dire aujourd'hui, de votre peuple socialiste et syndicaliste ? Ses anciennes formations sont détruites ; leur esprit s'est évanoui ; et des nouvelles, qu'en dire, qu'en penser ? Une grande Révolution, sans doute, s'est accomplie à l'Orient de notre vieille Europe — une révolution qui n'aura pas certes moins d'importance dans l'histoire que la Révolution française, sinon une importance plus grande encore ; mais qu'en avons-nous tiré, nous, peuple et prolétariat français ? Hélas, hélas ! — rien qu'une contrefaçon, où la nullité le dispute au grotesque, l'odieux au ridicule ! Serait-il donc vrai que ce vieux peuple français, qui a mené la Croisade, dont Jeanne est sortie, qui a fait la Révolution de 89 et la Commune, soit désormais incapable d'autre chose que d'une *singerie* où ne s'étale plus qu'une impuissance peut-être définitive ? Et faudra-t-il s'avouer... *défaitiste ?* « Renoncer, renoncer, c'est le pire de tout... Nos saints étaient des saints qui n'avaient pas peur des coups. » J'imagine la méditation de Péguy. De plus en plus, plus que jamais, il faudrait *sauver*. Mais sauver qui, mais sauver comment ? Bolchévisme ? Fascisme ? Péguy, *l'instinctif* Péguy, se détourne. Non, pas de contrefaçon ! La Russie, l'Italie ? Mais je suis Français et vieux Français, Français du plus vieux sang et du plus vieux terroir... Hélas ! mais où est-il, encore une fois, ce peuple de France ? Je ne le vois plus, je ne le reconnais plus... Orléans, qui êtes au pays de Loire ! Russie, Russie, qui êtes au bord de la Volga ; — le chant des hâleurs de la Volga, et cette ardente troïka, lancée dans la steppe à une allure vertigineuse ! « Où cours-tu ? Réponds ! — Pas de réponse. La clochette tinte mélodieusement ; l'air bouleversé s'agite et devient vent ; tout ce qui se trouve sur terre est dépassé et, avec un regard d'envie, les autres nations s'écartent pour lui livrer passage. »

Mais ce cri de Gogol, dans ses *Ames mortes*, Péguy était-il capable de l'entendre ? Il faut répondre, je crois, hardiment : non. Encore une fois, *l'instinctif* Péguy, replié sur sa terre, absorbé par sa Beauce, ne pouvait s'élever jusqu'à cette compréhension des temps nouveaux, où l'*intuitif* Sorel montait avec aisance : et Péguy n'eût pas approuvé le *Plaidoyer pour Lénine*. La brouille de Péguy et de Sorel ne fut pas accidentelle ; elle revêt un sens profond ; elle est tout un symbole. Dans la nuit où nous sommes, Péguy ne pouvait entendre que les voix anciennes ; Sorel, seul, écoutait l'appel de l'avenir.

EDOUARD BERTH.

Parmi nos Lettres

"Crocodile" ne rentre pas tes crocs !

Nous nous étions réjouis en voyant le « Crocodile » russe critiquer avec sa verve que nos lecteurs ont rudement goûtée, les tares de la bureaucratie.

Il paraît que nous nous sommes un peu pressés et que nous risquons fort, avec notre reproduction de ses dessins et de ses maximes, de lui faire rentrer ses crocs. Ce serait dommage. Ce serait même assez triste.

Nous voulons espérer que le « Crocodile » fera mentir les prévisions de l'ami qui nous a écrit ceci :

Le Crocodile *a agréablement égayé la* R. P., *malheureusement il est loin d'être aussi intéressant toutes les fois. Il faudrait, à ce propos, expliquer au lecteur que le* Crocodile, *supplément « satirique » de la* Rabotchaia Gazeta, *n'est pas un organe d'opposition mais bien du Comité central, tout comme la* Pravda.

Seulement, d'après le schéma marxiste, la bourgeoisie manœuvre tantôt sa main droite et tantôt sa main gauche : de même le C. C. bolchevik a de quoi satisfaire les « conscients » (la Pravda) *et de quoi bourrer le crâne aux autres (la* Rabotchaia Gazeta *et le* Crocodile, *où sont critiqués toutes sortes d'abus, ce qui donne l'illusion qu'on va y remédier).*

Il est probable que l'utilisation qu'en a faite un organe contre révolutionnaire comme le vôtre incitera ce Crocodile *à rentrer ses crocs. La chose est déjà arrivée.*

⁂

L'affaire de St-Igny-de-Vers.

D'une grande lettre de Jacquet, que nous regrettons vivement de ne pouvoir publier en entier, extrayons ces passages essentiels :

La Révolution Prolétarienne *de mars fait écho à la belle campagne que le syndicat de l'enseignement du Rhône mène au sujet de l'affaire Brayet, à Saint-Igny-de Vers.*

Témoin de l'affaire Brayet, acteur dans ce grave conflit dont l'issue a été malheureuse par l'effet de la trahison *du syndicat dit unitaire, je pense pouvoir vous en donner un jour un exposé complet, car un petit fait bien interprété est plein de valeur pour les luttes que nous soutenons, au jour le jour.*

Aujourd'hui, je veux me borner à rectifier et à compléter quelques points de votre bref exposé.

Il n'est pas exact que l'on ait visé en moi le catholique lors du conflit que j'eus avec M. Leschelier en 1919. *Comment M. Leschelier aurait-il pu me reprocher d'aller à la messe ? Son frère est prêtre et habite chez lui ; ses filles ont été élevées dans des établissements privés et quand son fils était mon élève il portait la bannière du Sacré-Cœur dans les processions.*

La vérité est beaucoup plus simple. Politicien du plus bas étage, hâbleur comme Tartarin, M. Leschelier n'admettait pas l'indifférence *à son égard. Or je tenais mes distances avec le paroissien. Il était pour moi inexistant. Mes amis n'étaient pas les siens. Aussi, bien que vivant très retiré, j'étais-je* indésirable. *Aidé de mes chefs qui me savaient très paisible, M. Leschelier (des élections approchaient dont il craignait le résultat) chercha à avoir un homme de main comme instituteur. On trouva ce laquais. On désigna pour me succéder un misérable* jaune *tout pareil au sieur Morel qui est venu à Saint-Igny enlever à M. Brayet une partie de son pain.*

M. Leschelier apprit à me connaître ; il vit que les moutons ne savent pas que bêler.

M. Brayet fut constamment à mes côtés M. Leschelier en arriva à le détester plus que moi .

Je dois insister sur ce dernier point pour montrer combien le syndicat, dit unitaire, a été coupable envers M. Brayet l'un de ses plus fermes adhérents qui, en toute occasion, votait pour les communistes.

Je connais mes limites : je suis plus un chercheur pédagogique qu'un homme d'action. M. Brayet, au contraire, est un organisateur de premier ordre. A la grande colère des mercantis et de M. Leschelier il fit vivre et prospérer une coopérative dont le chiffre d'affaires dépasse 20.000 *francs par mois. M. Brayet monta un cinéma et une cantine scolaires, ce qui lui valut la haine des cléricaux. Enfin, secrétaire de mairie impeccable, il veilla à ce que justice fut rendue à tous dans la commune.*

C'est le coopérateur actif, c'est l'instituteur laïque, c'est le syndicaliste que l'on voulait atteindre en Brayet. L'honneur syndical exigeait donc que l'on soutînt jusqu'au bout l'admirable militant que les épiciers, les conservateurs sociaux et les politiciens de café critiquaient bassement depuis plusieurs mois.

L'affaire Brayet est spécifiquement syndicaliste et prolétarienne. Voyez plutôt : un militant du rang, un simple adjoint conscient de ses droits et révolté par l'injustice dont il est victime se lève contre elle. Brayet envoie courir le jaune *Morel, puis il m'entraîne. Je le suis de bon cœur. Nous commençons nos démarches. La cause de Brayet devient la cause de tous, car on voit coalisés les tenants du capitalisme : le politicien, le Préfet et l'Inspecteur d'Académie dont le budget dépend en partie de la bienveillance du Conseil général. L'affaire Brayet est un conflit de classe, plein d'enseignements révolutionnaires.*

Le syndicat, dit unitaire, a changé tout cela.

⁂

Restriction et sous-consommation.

Un camarade, bien placé pour se rendre compte de certaines fluctuations en raison de son métier de représentant de produits alimentaires, nous fait part des remarques suivantes :

A Paris dans l'alimentation la baisse de la vente que le commerce de détail avait enregistrée en mars s'est encore accentuée en avril et le commerce de gros à son tour est touché lui aussi. La perspective des hausses entraîne des achats dont le commerce de gros profite à un moment donné, mais quand, comme c'est le cas actuellement, le détail n'écoule pas les marchandises qui sont en magasin, il se trouve lui aussi touché par l'arrêt de la vente.

La cause de ce calme provient en grande partie des hausses successives et très élevées que toutes les denrées subissent depuis quelques mois. Le relèvement des droits d'octroi, appliqué en août dernier par la Ville de Paris, avait servi de prétexte à tous les fabricants pour appliquer une hausse assez forte. La seule annonce, il y a quelques mois, des nouveaux impôts a eu le même résultat et on a pu constater des augmentations allant de 10 *à* 30 0 /0 *sur la plupart des articles.*

Les ménagères disposant d'un budget dont les recettes n'augmentent pas se voient obligées de restreindre leurs emplettes. D'autres facteurs tels que les Fêtes de Pâques et l'augmentation des loyers sont encore venus en avril et mai diminuer la capacité d'achat.

Serait-il juste de conclure de cela qu'il y a sous-consomation ? Nous croyons qu'il ne s'agit encore que d'une restriction sur les articles qui ne sont pas de première nécessité. De nombreux articles peuvent dans l'alimentation ne plus être consommés par les travailleurs (ce qui va créer une crise dans les branches où sont fabriqués ces articles) sans qu'il soit pour cela question de sous-alimentation, mais il n'en est pas moins vrai que si les salaires ne suivent pas la hausse constante des marchandises, après le superflu il faudra bientôt rogner le nécessaire.

AU PAYS DES FLEURS

(Suite)

II. — LA POPULATION

La région de Grasse est donc une région de vieille aisance devenue brusquement un lieu d'enrichissement.

On peut se demander quels ont été les mouvements de population déterminés par cette longue aisance, puis par ce subit enrichissement. Laissons parler les chiffres, en remarquant que la période de l'enrichissement n'a pas encore eu de conséquences constatées par un dénombrement de la population et que ces chiffres s'appliquent donc essentiellement à la période d'équilibre.

	1872	1911	1921
Ville de Grasse	12.560	19.704	16.923
Région des fleurs à parfumerie (1).	17.365	18.637	17.193

(1) Ces chiffres ont été obtenus en totalisant les populations de la vingtaine de villages producteurs de fleu s de parfumerie. Nous croyons superflu de détailler village par village

Ces chiffres montrent que la ville de Grasse avait considérablement prospéré, mais que la guerre et sans doute aussi le développement de la technique (qui pour un rendement égal exige moins d'ouvriers), et peut-être encore le développement de distilleries coopératives locales lui ont donné un coup sensible.

Pour la zone florale, ce qui ressort essentiellement, c'est la stabilité de sa population. Quarante ans d'aisance n'avaient augmenté la population que d'un quinzième. Quant à la diminution sur les six dernières années englobant la guerre, elle est d'environ un douzième; si l'on veut bien songer que durant cette même période la population totale de la France a fléchi d'un vingtième (1) et encore que les régions agricoles ont été sensiblement plus éprouvées que la moyenne du pays, ce fléchissement de la population des terres à fleurs ne paraît pas avoir besoin d'autre explication que la guerre.

Mais pour mesurer mieux cette permanence de la population dans la zone florale, il faut la comparer : d'une part, à une région de rapide peuplement, celle de la côte, pour laquelle, nous l'avons fait remarquer, la fleur de distillation ou la fleur d'ornement ne sont qu'un des éléments de la prospérité; et, d'autre part, à la région de grand dépeuplement qui est constituée par les villages plus relevés ou plus secs dont les routes aboutissent vers Grasse et où ont été conservées — par nécessité — les cultures traditionnelles.

	1872	1906	1921
Côte (Cannes, Antibes, etc.)	27.817	60.204	65.070
Montagnes vers Grasse . .	9.177	7.062	4.699

(1) 39.604.000 en 1911 contre 37.692.000 en 1921 (pour le territoire de 1914).

Ainsi donc, la côte a plus que doublé sa population et la guerre n'a pas arrêté son développement, tandis que la montagne a perdu la moitié de ses habitants et qu'elle a reçu le coup de grâce par la guerre.

Ces chiffres, croyons-nous, permettent mieux de saisir la stabilité de la population dans la zone des fleurs à parfums. Ajoutons que depuis 1921, avec la période d'enrichissement, paraît avoir commencé dans le quadrilatère grassois une nouvelle ère de peuplement sur lequel nous aurons à nous expliquer (1).

Considérations particulières.

Dire que cette région maintient son chiffre de population est exact, mais penser qu'elle conserve sa population serait une erreur absolue : l'indigène — si j'ose m'exprimer ainsi — se raréfie. En effet, la permanence du chiffre de population — chiffre qui est sans doute celui nécessaire à une exploitation d'intensité moyenne — n'est obtenue que par un triple courant d'immigration :

1° Fixation de rentiers et de capitalistes dans d'agréables villas ou de beaux domaines;

2° Immigration des habitants des régions montagneuses des Alpes-Maritimes qui viennent s'établir comme ouvriers agricoles, métayers ou fermiers;

3° Immigration serrée, de *beaucoup* la plus importante, de travailleurs italiens. Nous n'avons pu nous procurer des chiffres pour l'ensemble des vingt villages de la zone florale (2), mais nous pensons pouvoir donner une idée de l'importance de cette immigration. En effet, les Alpes-Maritimes étaient en 1921 le quatrième département de France pour le nombre d'étrangers (après la Seine, le Nord et les Bouches-du-Rhône) mais proportionnellement à sa population c'est lui qui en renferme le plus; en effet, pour 257.042 Français ou naturalisés, on comptait 100.717 étrangers, presque tous Italiens, c'est-à-dire deux Italiens pour cinq Français. Ce nombre est allé en croissant régulièrement, on en comptait en effet :

En 1891	En 1901	En 1911	En 1921
50.067	67.835	99.233	100.717

(1) Au moment où nous corrigeons les épreuves de cette étude, les journaux apportent les résultats du recensement 1926. Grasse nous manque. La région de culture essentiellement florale passe de 17.193 à environ 20.000, soit une augmentation de un sixième; la région des villes côtières continuant sa brusque ascension passe de 65.000 à environ 101.000, soit une augmentation de plus de 50 %. Les chiffres confirment donc notre impression... La montagne, elle, perd encore quelques centaines d'habitants.

(2) Ce n'est point, hélas, la seule lacune de ce travail. Que nos camarades nous en excusent en pensant que le temps et les ressources des enquêteurs bénévoles sont limités...

Arrêtée par la guerre, la progression a repris de plus belle et on ne risque guère de se tromper en affirmant que le recensement de 1926 révélera une notable augmentation de la population étrangère; on rencontre en effet maintenant, par groupes compacts, dans les villes et villages des Alpes-Maritimes en plus des Italiens, des Espagnols, des Tchécoslovaques, des Russes et des... Arméniens, tous travailleurs, auxquels il faut ajouter les étrangers à change haut acquéreurs de vieux domaines. Sans doute remarquera-t-on que les chiffres que nous citons englobent tout le département des Alpes-Maritimes et qu'ils ne sont pas spéciaux à la zone florale; mais nous pouvons ajuster ces données trop larges par quelques exemples locaux précis pris dans la zone florale.

	Années	Habitants	Français	Étrangers
Auribeau	1901	486	428	56
	1911	448	373	75
	1921	448	383	65
Pégomas	1911	771	643	128
	1921	728	572	156
Vallauris	1906	6.729	4.146	2.583
	1911	8.030	4.094	3.936
	1921	5.935	3.996	1.939
Mougins	1901	1.599	1.351	248
	1906	1.541	1.256	285
	1911	1.770	1.180	590
	1921	1.800	1.160	631

Nous ne multiplierons pas les exemples; qu'on les regarde attentivement, ils marquent la diminution régulière de l'élément français (malgré l'appoint des naturalisés et des deux courants d'immigration française que nous avons notés) et l'augmentation notable de l'élément étranger. Et, comme nous le disions, le mouvement s'accélère. Pour Mougins, on compte approximativement en 1924, 1.000 Français pour 1.000 étrangers (Italiens).

Mais alors que devient l'élément local ? Quelles sont les causes de cette dépopulation, puisque ces pays sont des pays de bonne aisance depuis toujours ? Ici comme partout en France, elles s'appellent dénatalité, émigration, ou pour les résumer en un seul mot : petit embourgeoisement.

Il est conforme à un certain matérialisme superficiel — digne d'un radical — de dire qu'une terre porte les enfants qu'elle peut nourrir, mais l'observation nous apprend que les régions riches ignorent le prolifisme et que les enfants naissent surtout chez les pauvres pour aller gagner leur pain chez les riches. La région des fleurs ne fait pas exception à cette règle : l'aisance a chassé l'abondante maternité, un, deux, trois enfants chez les propriétaires; et si quelqu'un renchérissait sur ce nombre c'était quasi toujours le moins bien terré du village : ses fils allaient à la journée et ses filles cherchaient place.

Il est conforme au même superficiel matérialisme de prétendre que l'on n'émigre que des régions pauvres; mais c'est compter sans la paresse et l'orgueil humain. Le bonhomme de cul-terreux, qui avait gagné quelque argent avec ses orangers ou ses rosiers, estimait que son fils devait cesser d'être cul-terreux et l'ayant fait instruire, il l'a casé dans une banque ou fait pénétrer dans une administration ou encore l'a établi commerçant. Ainsi, le fils est devenu un petit bourgeois qui a installé un fermier sur les propriétés paternelles ou qui, grâce à l'automobile, dirige de la ville le travail de ses ouvriers immigrés. Sans doute à cette heure où l'on fait fortune à cultiver *la fleur*, le paysan cessera-t-il de vouloir élever son fils à la dignité d'employé de banque et commence-t-il à lui trouver d'autres moyens de ne plus salir ses mains, de s'embourgeoiser, dont nous reparlerons, mais le Provençal de race sera de plus en plus noyé sons le flot étranger.

Résumons-nous en disant que la population de la région florale n'augmente et ne se maintient que grâce à l'afflux d'étrangers.

III. — LA VIE

Bourgeoisie rurale.

La brutale prospérité de ces pays est une chose invraisemblable. On n'en finirait plus d'écouter et de conter des « histoires » si l'on voulait céder à cette tentation. Certes, tous ces récits méritent de n'être accueillis qu'avec des réserves, car il faut faire la part de l'exagération méridionale, de l'exagération populaire, de la vantardise des uns et de l'envie des autres... Voici une « histoire » que l'on nous affirme être tout ce qu'il y a de plus authentique. Un mutilé achète une campagne inculte près de Grasse, la met en valeur (jasmin surtout) grâce à un double emprunt, l'un à un grand parfumeur, l'autre à la caisse des prêts agricoles. La deuxième et troisième année, il paie ses dettes et la quatrième réalise 330.000 francs de recettes dont 250.000 francs au moins représentant LE SALAIRE de la famille...

Ailleurs, un propriétaire modeste se vante d'avoir acheté avec sa récolte d'une année une maison évaluée à plus de 100.000 francs. A côté, c'est un fermier qui, d'une campagne affermée 1.500 francs, a retiré plus de 50.000 francs de jasmin, etc. Même abondance d'exemples chez les cultivateurs de mimosas...

Même en admettant que tout ce qui se raconte ne soit pas littéralement exact, ces propos traduisent une richesse indéniable. Veut-on un chiffre? Un jardin de soixante orangers a produit 450 kilos de fleurs à 6 fr. 50, soit 3.000 francs; la cueillette a coûté 1 fr. 25 par kilo, soit 600 francs. Pas d'autres frais que l'impôt léger, pas de travaux et quelques autres recettes : feuilles, zestes d'oranges, etc. Au total, 2.500 francs de bénéfice sans travail pour un jardin. Et l'oranger, lui, est la culture vieillotte, quasi méprisée. Quant au jasmin, que l'on se souvienne de ce que nous en disions : 10.000 pieds occupant une vingtaine d'ares peuvent produire 10.000 francs — frais non déduits — et l'on aura une idée de la pluie de billets qui peut s'abattre sur le propriétaire *à l'œil* qui a su et pu faire planter en 1920 ! Dans un village comme Mougins on évalue à 3 millions de francs au moins le produit de la vente du jasmin seul en 1924.

Quelle est là-dessus la part des travailleurs ? La cueillette est assez bien payée, surtout celle du jasmin. On paie au kilo, et en 1924 les prix pratiqués ont atteint jusqu'à 7 francs le kilo; en 1925, ils ont été plus faibles, 4 fr. 50, 5 francs (sans doute parce que le temps variable a défavorisé la flo-

raison); aussi les femmes et les enfants accourent-ils même de la ville; une bonne main peut cueillir jusqu'à 5 kilos dans la matinée (on ne cueille pas l'après-midi). Dans cette main-d'œuvre la majorité aussi est italienne.

Dans les parfumeries les salaires sont très bas : hommes, 1 fr. 55; femmes, 1 franc de l'heure, plus une indemnité de 2 ou 2 fr. 50 par jour; travail intensif en été (jasmin) atteignant jusqu'à 13 et 14 heures par jour et les heures supplémentaires sont payées au tarif ordinaire. Tous comptes faits, c'est de la surexploitation, mais tant d'étrangers ne demandent qu'à accourir travailler à Grasse, que les patrons n'ont pas à craindre que le beau temps finisse, malgré l'U. D. U. qui s'efforce de grouper les huit cents travailleurs grassois de la parfumerie.

Nous avons précédemment montré que l'aisance de cette région n'en avait point empêché le dépeuplement et que la richesse y appelait de plus en plus l'élément étranger salarié. Que fait en effet le Français ? Certes, il cultive la fleur, il taille, greffe et arrose ses jasmins; mais de moins en moins il se livre aux travaux de peine; le défonçage du sol pour les plantations, les piochages, il s'en décharge sur les ouvriers agricoles; à un échelon au-dessus nous trouvons le *rentier* agricole qui dirige en père tranquille ses ouvriers agricoles; à un autre, le rentier agricole qui afferme ses propriétés et à un autre encore, les grandes exploitations créées à coup d'argent par les parfumeurs ou d'autres capitalistes qui font des travaux de grande importance pour s'assurer l'eau d'arrosage (réservoirs, machines élévatrices); avoir une plantation de jasmin devient une spéculation comme une autre et on nous cite un grand biscuitier de Nice qui fait planter. Il pense sans doute que cela vaut mieux que de prêter son argent à Caillaux, Painlevé ou Loucheur.

Ainsi donc, nous retrouvons dans l'agriculture spécialisée la même tendance que dans l'industrie; le Français, né malin, évite les métiers de peine, se spécialise dans les travaux délicats, la surveillance, la direction. Tout doucement, petit bourgeois, il fait travailler à son profit le prolétariat étranger.

Signalons encore un autre chemin pour éviter les dures besognes et réaliser de bons profits; il s'agit d'être commissionnaire. Le commissionnaire est l'homme indispensable; il reçoit au village la fleur du paysan, la pèse, l'arrose pour augmenter son poids et la porte au parfumeur qui feint de n'en rien savoir et tolère la fraude pour se procurer la fleur; il fournit aux expéditeurs des adresses pour envoyer leurs colis floraux; il vend des plants de jasmin extraordinaires venus d'Italie, d'Espagne ou du village voisin. Il est indispensable, a une camionnette et ne s'en fait pas. Ajouterai-je que tout ce monde, au demeurant sympathique et accueillant, a gardé d'avoir été Varois, un peu de sang prétendu rouge et que, contrairement au Niçois son voisin, il vote rouge, c'est-à-dire radical, comme il convient (1).

Que fait cette bourgeoisie rurale de son argent ? Mon Dieu, elle le porte chez Ford, vise au solide et fait rebâtir ses vieilles demeures, vise au brillant et va chez le bijoutier, vise à un certain amusement et court les routes le dimanche en camionnette, vers le spectacle, ou les courses, ou le bain de mer.

Mais, naturellement, il y a eu aussi ceux qui n'ont pas été ou qui n'ont pu se mettre à la page, ceux qui disaient : « Tout ça, c'est des histoires, ça ne durera pas. » Et ceux qui auraient bien voulu, mais qui n'ayant pas de capitaux n'ont pas osé s'endetter. Sans doute à cette heure reprochent-ils amèrement à leur père et à leurs vieux maîtres les conseils qu'ils en reçurent. Ces sages leur avaient dit : « Le paysan qui emprunte, est un homme perdu, le paysan qui court le gros bénéfice n'attrape que le diable par la queue. » Mais ces sages ne connaissaient point l'inflation et aujourd'hui les plus riches sont les plus imprudents d'hier; ceux qui s'étaient chargés de dettes sont riches et ceux qui ont arraché leurs oliviers ont fait une belle affaire. Aussi y a-t-il sous cette prospérité une crise morale; on ne comprend plus; c'est le commissionnaire parasite et fraudeur qui gagne le plus; c'est le moins utile qui reçoit le plus. Comme me disait un paysan : « Il ne convient pas de le dire, puisqu'on en profite, mais c'est le monde renversé. »

L'étranger.

Moteur actif de cette prospérité, l'étranger travaille dur; à lui les éreintantes journées de défonçage à bras, pour des salaires variant de 20 à 25 francs par jour. Sans lui, le Français serait obligé de renoncer aux beaux bénéfices ou de reprendre le dur collier. L'étranger est l'élément indispensable; aussi reçoit-il un accueil plutôt favorable. Il y a vingt ans, les rixes entre Français et Italiens étaient fréquentes; elles sont rares à présent. Sans doute l'étranger n'évolue-t-il pas dans une tendre atmosphère de sympathie; sans doute le petit bourgeois qui a décuplé le prix de ses produits, regrette-t-il de quintupler les salaires de sa main-d'œuvre; sans doute jalouse-t-il la race rude qui conquiert le sol, mais il a pris conscience des nécessités et il consent à tolérer ce qui lui profite ! Au fond de l'hostilité méprisante qu'on marque plus ou moins à l'étranger, il y a certes un fond complexe de sentiments, mais il y a surtout la crainte du maître de demain. C'est que ces populations qui nous viennent d'Italie sont d'une vitalité prodigieuse : bêtes au travail, sobriété invraisemblable. Du jour à la nuit, sans répit, presque sans dimanche ni fête, les Italiens besognent durement; nourriture : pain, oignon, fromage dans la journée, soupe le soir, parfois une fête de vin épais! Vêtus de loques, souvent nu-pieds, logés misérablement, silencieux, ils accumulent leur gain et lentement franchissent les échelons : métayers, fermiers, propriétaires. Et propriétaires, ils continuent leur vie sans besoins. Certes, ils sont encore loin de posséder la moitié des propriétés, mais leur prospérité s'affirme, et devant leur montée, le petit bourgeois inquiet grogne : « Ces gens-là deviendront nos maîtres demain. » Oui, mais on a besoin d'eux aujourd'hui. Et avec cela des enfants, des enfants qui à la fleur gagnent déjà leur vie.

Dans certaines agglomérations où la colonie est particulièrement nombreuse, ils arrivent à se mettre en évidence. Dans un hameau important de Grasse, ils parviennent à être les chefs de la fête locale, ce qui, ici, est un signe de puissance.

Dans un chef-lieu de canton, tout un village toscan s'installe. Le maire est là, dégoûté du fascisme. Le samedi soir, on se réunit chez lui; il demeure le chef de la colonie. Quand on trouve une

(1) L'élection toute récente au Sénat du grand parfumeur Charabot contre le fameux Arago en est une manifestation de plus.

maison libre, une campagne à affermer, on fait signe à un « pays » de la Toscane et il arrive agrandir la colonie. Les Français inquiets se serrent, forment des cercles de Français, mais l'invasion est trop sensible. La langue française s'orne d'italianismes, le provençal prend des sonorités transalpines, le zézaiement gagne les petits Français, qui à leur tour disent avec ensemble : « Ze cerche un chou. » (Je cherche un sou !)

L'assimilation.

Devant le grand mouvement d'immigration qui se dirige vers la France, il n'est pas rare de lire des articles pleins d'optimisme (1) sur « le creuset français où viennent se fondre les éléments étrangers ». Il est certain que trois millions d'étrangers dans quarante millions d'habitants, c'est assez peu de chose. Mais l'étranger ne se disperse pas uniformément à travers la France. Deux étrangers pour cinq Français en 1921, dans les Alpes-Maritimes; mais là encore il n'y a pas dispersion uniforme. Les étrangers dans les villes se groupent en îlots, généralement dans les étroits quartiers pauvres où ils se sentent les coudes; à la campagne ils se retrouvent et s'entr'aident d'une solidarité silencieuse mais effective; si bien qu'il n'est pas rare de voir des Italiens qui, après vingt ans de France, n'essaient point de parler le français; ils se contentent de le comprendre et de faire échange de patois avec l'habitant.

Certes, l'Italien et le Méridional ont plus d'une ressemblance; entre eux pas de différences ethniques essentielles; il n'est pas rare que les blonds soient Italiens (Piémontais) et les bruns de bons Provençaux. La ressemblance générale des types crée certainement une facilité pour l'assimilation.

Puis il y a l'école. Si les enfants y viennent jeunes (6,7 ans) en deux, trois ans, on ne les distingue plus des Français; ils assimilent rapidement la langue française, si bien que dans les relations avec les Italiens il est fréquent de voir le « bimbou » de 8 à 9 ans porter la parole au nom de la famille. Comme type d'élève, l'Italien ressemble assez au petit Français, peut-être est-il plus mal tenu, peut-être est-il un peu moins vif d'esprit mais plus tenace, peut-être aime-t-il mieux « apprendre quelque chose » qu'assouplir son esprit; peut-être, mais il ne faudrait pas être trop affirmatif.

Donc, par l'école, l'assimilation semble se faire. Mais l'envahissement de l'école depuis ces dernières années s'est tellement accentué que l'action du maître se trouve compromise.

Donnons quelques chiffres :

Au Plan de Grasse, 60 % des élèves sont Italiens; à Mouans-Surtoux, 27 élèves sur 51 sont Italiens; à Vallauris, 140 sur 250; à Mougins, la moitié des élèves étaient Italiens; cette année la proportion tend aux deux tiers, et en 1930.... Voulez-vous un chiffre, évidemment *accidentel*, mais curieux ? A Mougins, dans le premier trimestre 1925, il est né dans cette commune, quinze enfants Italiens et quatre Français !

Pour peu que cela continue nous nous demandons si ce sont les quatre Français qui assimileront les quinze Italiens ou inversement ? Cette situation demande d'autant plus de réflexion, que les classes sont généralement chargées et à trois cours (grands et petits ensemble) ce qui diminue l'action du maître.

Terminons par un exemple très précis, celui de Plascassier, qui permettra de mesurer les difficultés d'un maître et de voir les étapes de l'assimilation :

Français purs : 12;
Fils de naturalisés : 5;
Enfants nés en France de parents italiens : 20;
Italiens purs : 18.

Total : 55 élèves de tout âge, avec un seul maître qui doit être bien embarrassé lorsqu'il doit faire sur le mode traditionnel les traditionnelles leçons de patriotisme : la France est notre patrie... Nos ancêtres, les Gaulois... Nos pères ont pris la Bastille... N'insistons pas. Ajoutons seulement que les autorités administratives ne font aucune distinction entre le petit Français et le petit Italien. A Cannes, par exemple, les fournitures gratuites sont données sans distinction de nationalité, les visites médicales, les soins aux indigents pareillement; les œuvres scolaires de secours, très souvent aussi, ne distinguent pas entre les nécessiteux.

En dehors de l'école, le même souci se fait jour, par exemple l'assistance aux femmes en couches est donnée aux Italiennes.

Aussi, beaucoup de ces Italiens pensent-ils naturellement devenir Français; beaucoup de jeunes, élevés dans nos écoles le deviendront par le seul fait qu'ils serviront dans les armées françaises; quelques-uns se font naturaliser; devenir Français c'est pour eux le moyen d'être électeur, de prendre part à la gestion des affaires communales et de défendre leurs intérêts; c'est aussi le moyen d'obtenir un certain nombre d'avantages (bourses, emplois publics, etc.).

Au total, dans le passé l'assimilation semblait être désirée et se faire facilement...

Mais les lecteurs d'une revue comme la nôtre, doivent se demander ce que l'élément étranger représente du point de vue lutte sociale. Ici plus que jamais, il faut distinguer. Nous avons surtout parlé des Italiens fixés comme cultivateurs, mais ce n'est pas tout. Dans cette zone florale, un bon nombre d'Italiens sont venus à la ville pour y être terrassiers, maçons, garçons d'hôtels, etc. Enfin un sous-prolétariat y arrive; il est formé de Slaves, de Roumains, d'Arméniens recrutés par des agences et fournis à des entreprises; leur sort nous paraît misérable et leur conscience de classe doit être bien précaire... Les Italiens ont certainement le sens de leur classe, le fascisme les a aidés à le prendre; ils sont *rouges*. Mais ils ne s'agitent pas. Le Parti communiste avait groupé un certain nombre d'éléments en ville; les militants ont été pourchassés avec sauvagerie... Pour action plus ou moins communiste (passer des journaux, etc.), on a expulsé des Italiens ayant plus de vingt ans de séjour en France. Et l'expulsion, c'est le retour sous la botte fasciste avec le motif. Aussi l'étranger se tait-il. Il évite de parler politique. Il travaille, gagne sa vie, mais préfère se taire. Les paysans rouges qui arrivent d'Italie ont sans doute une conscience de classe développée, mais que faire ? Ils peuvent ici par le travail satisfaire leur goût violent pour la propriété, et à mesure qu'ils l'acquerront, ils verront sans doute s'apaiser leurs colères contre les pos-

(1) Enquêteur, nous avons entrepris de dire ce qui nous paraît être; et nous n'effleurerons pas le problème moral de l'assimilation, et nous n'entreprendrons point de juger si d'un point de vue prolétarien l'assimilation est souhaitable ou non, ni ce qu'elle doit être.

sesseurs. L'ouvrier agricole purgé de frais peut penser à la révolte, mais dans dix ans, lorsqu'il sera bon fermier ou petit propriétaire, y pensera-t-il encore sérieusement ? Dans cette région, où la vie leur sera bien vite plus douce et plus clémente qu'elle ne l'a jamais été, nous pensons que ce serait s'illusionner que de compter sur l'activité révolutionnaire des éléments étrangers.

Conclusion.

Que sera demain pour cette riche région agricole en plein bouleversement ? L'avenir n'est pas facile à prédire en cette période de crises économiques. En grande partie le destin du pays est lié à celui de la parfumerie. Les années de vaches grasses vont-elles continuer ? La surproduction chimique continuera-t-elle à trouver des débouchés. Oui, si les pays importateurs continuent à acheter; oui, si le franc continue sa dévalorisation, mais que l'Amérique veuille protéger ses parfums et gêne l'importation des nôtres comme elle l'a fait pour les bulbes varois; mais que l'Angleterre imite l'Allemagne et frappe lourdement l'entrée des fleurs coupées... qu'arrivera-t-il ? Les paysans ne regretteront-ils pas alors leurs vieux oliviers et ne déploreront-ils pas l'épuisement de leur terre par le jasmin ?...

Vaines questions. Le régime est là. Il faut produire ce qui enrichit, et s'enrichir; l'ordre capitaliste se bâtit sur cette pierre.

B. GIAUFFRET.

A LA VEILLE DU CONGRÈS DU P. C.

L'aide à la petite bourgeoisie.

Louzon avait écrit dans un des derniers numéros de la *Révolution Prolétarienne : « La guerre des impôts est une guerre entre bourgeois. Ce n'est pas la guerre du prolétariat. »*

Phrase qui fut fortement critiquée à Moscou.

Dans le n° 19 des « Cahiers du Bolchévisme », A. Bernard — l'un des théoriciens officiels de l'heure présente — reprend à son compte l'opinion de Louzon sous cette forme : « *La lutte se livre encore surtout entre la grande et la petite bourgeoisie.* » Mais il tire de cette constatation de fait des conclusions opposées à celles de notre ami.

Pour lui, le prolétariat doit intervenir dans cette bataille, non pas seulement en allié de la petite bourgeoisie, mais en champion des intérêts petits bourgeois. Le petit commerce, la petite industrie, la petite épargne *doivent mener une lutte sérieuse, décidée, organisée, sous l'hégémonie du prolétariat.* Et le Parti communiste peut seul réaliser cette hégémonie.

Nous voilà donc clairement et nettement informés sur les intentions de Moscou et de la « nouvelle » direction du P. C. (si « nouvelle », il y a), car Bernard est certainement inspiré en haut lieu. Il s'agit — on ne le cache pas — de mener à bien la tâche que le Parti socialiste et le Cartel des Gauches ont entreprise, sans succès. Rien de nouveau dans cette prétention de politiciens d'extrême-gauche. Depuis plus d'un siècle, les ouvriers ont maintes fois fait les affaires d'une fraction de la bourgeoisie. Mais cette tendance, à allures révolutionnaires, est particulièrement dangereuse lorsque le prolétariat divisé et affaibli a grand'peine à défendre ses propres intérêts contre un patronat agressif.

Treint, martyr de la bolchévisation !!

Dans le même article destiné à préparer « idéologiquement » le Congrès du Parti, Bernard s'en prend à Treint, en des termes assez durs.

Celui-ci avait cependant accepté avec enthousiasme de « rectifier » ses erreurs, au cours de la conférence des 1er et 2 décembre. Mais ses rectifications sont jugées dangereuses ! Ayez donc de la bonne volonté ! ! Le terrible censeur condamne *cette politique à la petite semaine qui, sans avoir une ligne et une perspective claires, court derrière les nouvelles de la dernière heure du « Temps » et de la « Liberté » pour établir le mot d'ordre pour demain.*

Fort bien ! Nous n'en avons jamais dit plus ! Mais dites, Bernard, pas d'erreur possible. *Cette politique à la petite semaine !* elle fut celle de Semard, de Treint, de Monmousseau, de Doriot, de Cachin, de Suzanne Girault, de Paul Vaillant-Couturier, etc., de ceux qui ont eu le courage... ou la maladresse d'écrire et de parler, comme de ceux qui ont eu l'habileté... ou la lâcheté de se taire et de laisser faire. Elle fut celle de l'Internationale dont les chefs du Parti français n'ont jamais été que les fonctionnaires zélés ! Treint ne disait-il pas à Moscou que ses plus dangereux articles furent « pensés », ordonnés et écrits par le délégué officiel de l'Exécutif qui ne lui laissait que le droit de signer !

Posera-t-on au prochain Congrès, la question des responsabilités ?

Questions d'organisation.

Nous ne possédons pas encore — comme nous écrivons ces lignes — le rapport financier du Centre. Celui de la région parisienne est déjà assez instructif. Nous sommes loin des 18.000 adhérents solennellement annoncés. 13.570 cartes et 429.377 timbres ont été vendus aux rayons. Si ceux-ci n'en ont pas conservé, cela nous donne une moyenne de *trente-deux timbres hebdomadaires par carte.* Parler d'une progression de 727 membres sur 1924 est donc une nouvelle duperie. D'une part on avoue que sur les 13.570 membres qui ont pu prendre une carte en 1925, un certain nombre (que l'on ne précise pas) n'ont fait que passer dans le Parti.

Les indications officielles doivent-elles cependant nous suffire ? Laissons ici la parole au député Renaud Jean, qui veut connaître la *gravité du mal :*

« *Combien de cellules en bonne santé, combien le Parti compte-t-il de membres ? Et pas les chiffres du Centre — les cartes et les timbres délivrés par le Centre ne correspondent pas à la réalité. Pas ceux des régions pour les mêmes motifs. Les chiffres que fourniront soit un recensement total par en bas, soit la comparaison sur un certain nombre de points pris au hasard des chiffres fournis par le Centre et de ceux constatés par les cellules.*

« D'ABORD VOIR CLAIR, ENSUITE DISCUTER. »

(*Humanité,* 30 avril 1926).

Nous sommes d'accord avec Renaud Jean. Il faut voir clair « en bas » et « en haut »; savoir *clairement* ce qui s'est passé à Moscou, ce qui se passe dans les coulisses du Comité Central, ce que veulent les diverses oppositions qui s'agitent bruyamment et qui oublient de poser les questions essentielles. Et quand nous *verrons clair*, nous poserons *clairement la question :* peut-on encore discuter du redressement du Parti communiste; y a-t-il encore des possibilités de travail communiste dans la maison ? — ROGER HAIRIUS.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

POUR LES MINEURS ANGLAIS

Une proposition soumise aux deux Fédérations françaises de mineurs et aux deux C. G. T.

La grève générale britannique est terminée, mais la grève des mineurs continue. L'objectif n'a pas changé : empêcher toute diminution de salaire et tout allongement de la journée de travail. Les raisons qui hier militaient en faveur de la solidarité des ouvriers de toutes corporations et de tous pays envers les mineurs anglais, valent aujourd'hui comme hier. Indépendamment des efforts qui doivent empêcher toute entrée de charbon en Angleterre, la solidarité pécuniaire s'impose.

Si les ouvriers anglais des autres corporations, si tous les ouvriers du continent s'imposent les sacrifices nécessaires, la grève durera aussi longtemps qu'il faudra... jusqu'à ce que la bourgeoisie capitule.

Organiser une puissante action de secours, concentrer nos efforts vers la création d'un vaste mouvement de solidarité, tel est donc aujourd'hui notre devoir urgent.

En France un obstacle, qu'il est facile de supprimer, peut gêner cette action. Ce qui arrête chaque travailleur français sur le point de souscrire pour la grève anglaise, c'est la pensée du peu que donnera sa souscription, une fois convertie en livres. Il ne sera possible de recueillir en France des sommes suffisantes qu'à la condition que chacun soit assuré que ce qu'il donnera ne subira pas la dépréciation du change. Il faut qu'on soit assuré que si on donne 170 *francs, le mineur anglais aura de quoi s'acheter ce que soi-même on pourrait s'acheter en France avec ces* 170 *francs, et non les quantités bien moindres qu'on peut s'acheter avec une livre, en Angleterre.*

Or rien de plus facile que de donner cette assurance. Il suffit que les sommes recueillies soient utilisées à acheter ici, en France, des vivres qu'on expédiera en Angleterre. Et si nos camarades anglais, qui sont peu accoutumés à pratiquer le secours de grève en nature, sont embarrassés pour distribuer directement ces vivres aux grévistes, il n'est pas difficile de les remettre à une coopérative qui créditera la Caisse de grève d'une somme équivalente.

Il suffit donc d'un rudiment d'organisation, mais de l'organisation directe et concrète, et non des schémas sur le papier, pour que le prolétariat français puisse accomplir son devoir de solidarité, et l'accomplir efficacement. En sommes-nous capables, et le voulons-nous ?

A quand la souscription pour l'envoi d'un cargo de pommes de terre à Cardiff ou à Newcastle ?

LA LIGUE SYNDICALISTE.

L'AFFAIRE MÉNARD

Quel pétard a fait long feu ?

A la date du 30 avril, le secrétaire du *Syndicat unitaire du Tonneau* m'envoyait copie de la motion d'exclusion me concernant et qui avait été votée à l'assemblée générale du 11 avril.

L'article publié le 12 mai par l'*Humanité* est signé du même secrétaire qui, le 30 avril, m'envoyait ma motion d'exclusion, et qui, le 12 mai, affirme que je ne suis pas exclu, mais simplement invité à rejoindre un autre syndicat.

Cet article vint à temps pour que mes camarades de la minorité du Tonneau puissent demander à l'assemblée générale du 16 mai : « Ménard est-il exclu ? Si oui, que signifie l'article de l'*Humanité?* »

Le secrétaire répondit : « Oui, Ménard est exclu, quant à l'article de l'*Humanité* il ne faut pas en tenir compte (!) »

Un camarade de la minorité : « Vous reconnaissez que vous avez violé l'article 43 des statuts qui spécifie bien que l'intéressé aurait dû être convoqué au Conseil syndical ? »

Le secrétaire : « Nous avons violé les statuts pour l'exclusion de Ménard parce que cela était nécessaire pour la bonne marche de notre organisation. »

Mais à la fin de la séance l'on décidait qu'une assemblée générale serait convoquée spécialement pour examiner le cas Ménard.

Il faut dire que la question Ménard fut posée dans plusieurs syndicats du Bois; lesquels se demandaient si l'on allait rouvrir l'ère des exclusions et réclamaient la convocation des Conseils syndicaux du Bois de la région parisienne, afin d'entendre les deux parties.

Ce fut le pavé dans la mare.

C'est alors que je fus convoqué à la réunion du Conseil syndical du 21 mai, où je me rendis avec quelques camarades. Au début de la séance Vialaneix me déclara : « A la suite de l'intervention des camarades de la minorité à l'assemblée de dimanche, nous acceptons ta *réintégration;* le mot d'*exclusion* a dépassé notre pensée, nous n'avons jamais eu l'intention d'aller aussi loin, aussi nous t'avons convoqué ce soir pour voir ensemble com-

ment nous pourrons poser cette question à l'assemblée générale qui sera convoquée à cet effet. »

Comme je demandais les raisons exactes de mon exclusion, l'on me sortit l'article de l'*Humanité* que l'on avait déclaré sans valeur cinq jours avant : « Obstruction systématique, critiques acerbes », sans pouvoir apporter le moindre fait. Ce qui avait de la valeur aux yeux de mes accusateurs, c'est que beaucoup de syndiqués ne comprennent rien à ces questions et que cela peut les éloigner de l'organisation. En somme j'étais exclu pour avoir protesté contre les nombreuses fautes des dirigeants du Syndicat et cela dans les assemblées régulières.

Pour éviter que la discussion de mon cas en assemblée générale ait une répercussion aussi funeste pour l'organisation qu'on le prétendait, je demandais à ce que nous soyons préalablement convoqués devant les Conseils syndicaux; là au moins nous aurions à nous expliquer devant des militants que la question n'effraierait point, quitte après à ce qu'une délégation desdits Conseils vienne en rendre compte à l'assemblée du Syndicat. Vialaneix me répondit : « Non, le Syndicat est majeur, entend régler ses questions seul et n'a aucun besoin de mettre les autres syndicats au courant de ce qui se passe dans son sein. » Le secrétaire adjoint Boyer crut devoir ajouter : « Nous pouvons accepter tout ce que voudra Ménard, mais, même si les Conseils syndicaux ou n'importe quelle commission de conflits lui donnent raison, nous ne nous inclinerons pas, le Syndicat est maître chez lui, et lui seul décidera. » Il fallait à tout prix éviter la convocation des Conseils syndicaux où l'on aurait pu s'expliquer librement, chacun apportant les preuves de ses accusations, ce qui aurait réduit à néant les ragots publiés dans l'*Humanité*, laquelle refuse d'insérer la mise au point que je lui ai envoyée.

Il fut alors décidé qu'une commission composée en parties égales (majorité et minorité du Tonneau) se mettrait d'accord pour réglementer les débats à l'assemblée générale qui sera convoquée spécialement pour ma réintégration probablement le 13 juin prochain.

R. MÉNARD.

LE PRÉLUDE DE L'EXCLUSION

Aucun aspect de l'affaire Ménard ne doit rester dans l'ombre. Il est un point dont notre camarade a parlé dans son article du mois dernier sur lequel il faut revenir : la discussion engagée dans la Fédération du Bois à propos du numéro de janvier de l'*Ouvrier du Bois*.

Pour que chacun puisse se faire une opinion en toute connaissance de cause, nous allons reproduire la circulaire de Bourderon aux syndicats unitaires du Tonneau,la réponse qu'y fit, sous les initiales P. F., Fayet, le secrétaire de la Fédération unitaire du Bois, et enfin l'article de rectification envoyé par Ménard, dont la publication fut refusée dans l'organe fédéral, mais que la Minorité syndicaliste du Bois envoya dans une circulaire aux syndicats unitaires du Bois, à la fois pour faire entendre son son de cloche et pour protester contre la censure des dirigeants fédéraux.

Après avoir lu ces textes, on reste surpris que l'article de Ménard n'ait pas trouvé place dans l'*Ouvrier du Bois*, que son envoi aux syndicats ait été regardé comme une attaque déloyale contre la Fédération. Et l'on se demande si la mesure d'exclusion du Syndicat du Tonneau prise contre Ménard ne s'explique pas autant par le désir de frapper la Minorité fédérale du Bois que la Minorité syndicaliste du Tonneau.

Premier temps : la presse corporative est fermée.

Second temps : l'exclusion du Syndicat est prononcée.

Troisième temps : les dirigeants communistes de la Fédération du Bois et ceux du Syndicat du Tonneau sont diablement embêtés...

La circulaire de Bourderon.

Voici la circulaire que la Fédération confédérée des Travailleurs du Tonneau a adressée, à la date du 20 décembre, aux Syndicats unitaires du Tonneau :

Camarades,

Quelle que soit la tendance philosophique ou politique que vous professiez, ce n'est pas sans inquiétude que vous envisagez l'avenir. Pour nous, il ne fut jamais plus sombre — à part la destruction 1914-1918. L'inflation, les changes, voire la faillite du système fiduciaire sont des phénomènes économiques de la société actuelle que la classe ouvrière ne peut conjurer totalement, même par la Révolution, d'autant qu'elle n'est ni organisée, ni éduquée, incapable d'utiliser une pareille succession.

Si la classe ouvrière ne peut conjurer une pareille crise, elle pourrait, si elle n'était divisée dans ses organisations, et la masse moins indifférente à ses conditions d'existence, atténuer, réduire les prétentions insatiables du patronat.

Beaucoup parlent d' « unité » sans désir réel. Le « front unique » est hypocrite, chacun se cabre dans sa vertu. Assez de ces moyens qui n'aboutissent pas. Les travailleurs du Tonneau se doivent à eux-mêmes, et pour eux-mêmes, de revenir à ce qu'ils furent de 1919 à 1921. La Fédération a toujours son même statut. Elle est orientée par la vie de ses syndicats. Son dernier congrès — 1925 — comme les précédents a résolu que toute l'activité syndicale devait s'inspirer des besoins de la classe ouvrière, en dehors d'ingérence directe ou indirecte d'un parti politique quelconque.

Camarades, en raison des nécessités impérieuses de demain, continuerez-vous votre isolement de la Fédération de votre industrie — le Tonneau — dont tous vous regrettez le départ et nous votre séparation.

Nous vous invitons sincèrement à revenir à la Fédération pour qu'ensemble nous œuvrions de toute notre énergie. Nous espérons recevoir de vous une bonne réponse à notre appel, et que l'année 1926 voie notre Fédération commune en pleine propérité.

A vous, bien cordialement.

Pour le Bureau fédéral :
A. BOURDERON.

La réponse de Fayet.

Pendant que nous recherchons par tous les moyens à réaliser l'unité syndicale alors que nous refusons de constituer en face des syndicats confédérés des syndicats unitaires, au moment où nous refusons d'admettre dans notre organisation les syndicats confédérés qui sont acquis à notre idéologie, afin de ne pas jeter de l'huile sur le feu de la scission, Bourderon, le secrétaire de la Fédération fantôme du Tonneau, tente, par une manœuvre que nous ne voulons pas qualifier, de grignoter notre Fédération.

L'attitude de Bourderon n'est pas pour nous surprendre. Nous avons encore à la mémoire qu'en 1921, battu à son Syndicat presque à l'unanimité des membres, refusant de s'incliner, il en emporta la caisse. N'est-ce pas également Bourderon qui, dans une réunion tenue au 35, boulevard de Reuilly, à une question posée par un camarade concernant l'unité syndicale, déclarait que même si la totalité des adhérents de son Syndicat, ainsi que l'ensemble des Syndicats de sa Fédération se prononçaient pour l'unité telle que la

concevait la C. G. T. U., il ne s'inclinerait pas, qu'il garderait les caisses et les archives et du Syndicat et de la Fédération.

Tous les tonneliers savent que Bourderon n'hésiterait pas à faire dans ses propres rangs une nouvelle scission, s'il y avait une opposition, nous ne le suivrions pas sur ce terrain.

De même que nous nous abstiendrons d'apporter le plus petit commentaire sur le fond de cette circulaire qui est l'œuvre d'un sceptique, d'un misanthrope, et qui aura valu à son auteur les compliments du patronat du Tonneau.

Enfin, disons pour terminer qu'en réponse à cette circulaire, le Syndicat du Tonneau de la Gironde, qui compte environ un millier de syndiqués, vient de donner son adhésion à la Fédération unitaire du Bois.

P. F.

(*Ouvrier du Bois* de janvier 1926.)

La mise au point de Ménard

refusée par la C. E. fédérale du Bois.

Dans l'*Ouvrier du Bois*, du mois de janvier, je viens de lire un article intitulé « Les scissionnistes à l'œuvre ». Cet article débute par une circulaire de la Fédération confédérée du Tonneau où est lancé un appel à l'unité syndicale selon la conception Lafayettiste, mais qui, somme toute, n'est pas si éloignée de la conception de certains militants unitaires qui avaient pensé au liquidationnisme de la C. G. T. U. Mais ce qui me surprend dans cet article, c'est qu'il vienne après avoir crié et écrit « Pour réaliser l'unité syndicale, resserrons les liens à la base et cessons les polémiques injurieuses contre les militants des deux côtés de la barricade ». Cette formule ne doit sans doute s'appliquer qu'aux cotisants. Car ledit article n'est qu'un tissu d'accusations contre un militant confédéré et, ce qui est plus fort, c'est que tout cela est complètement faux. Il ne faut pas connaître la scission telle qu'elle s'est produite dans le Tonneau pour écrire cela. Nous ne sommes plus, à l'heure actuelle, qu'un petit nombre de ceux qui ont vécu ces moments dans notre Syndicat. Aussi, c'est dans un but strictement unitaire que je vais m'efforcer de remettre les choses au point.

1° A la réunion de janvier 1921 où fut consacrée la scission dans le Tonneau de la Seine, Bourderon fit tous ses efforts pour maintenir son syndicat à la vieille C. G. T. Il y fut mis en minorité de quelques voix. Refusant de s'incliner ainsi que ses partisans, il forma un deuxième syndicat; le trésorier, qui était de son côté, ne rendit pas ses comptes, mais, personnellement Bourderon ne pouvait pas garder une caisse qu'il n'avait pas;

2° A la réunion du 6 avril 1924, 35, boulevard de Reuilly, après discussion entre Bourderon et moi-même, il déclarait que, même si la totalité des adhérents de son Syndicat se prononçait pour l'unité telle que la concevait la C. G. T. U., il resterait seul, mais que discipliné dans son organisation centrale, le Syndicat et la Fédération confédérée existeraient quand même. Mais il ne fut pas question de caisses et archives ainsi que cela lui est reproché dans ledit article.

Il ne faudrait pas oublier non plus que depuis cette époque un rapprochement sérieux fut fait entre nos deux organisations (Tonneau unitaire et confédéré), que l'unité d'action fut résolue pendant l'année qui vient de s'écouler, qu'il y eut des résultats appréciables qui découlent de cette unité et que si, aujourd'hui, les rapports sont un peu tendus, il ne faut pas, si l'on veut être impartial, rejeter tous les torts sur les confédérés. Je trouve assez singulier que, sous prétexte de ne pas jeter d'huile sur le feu, comme le dit notre camarade qui signe P. F., l'on fasse dans un journal corporatif, de semblables critiques personnelles et surtout erronées. Pour moi, c'est là un moyen de creuser à nouveau un fossé qui commençait à se combler et je crois qu'une telle tactique ne peut que prolonger la scission si préjudiciable à la classe ouvrière.

R. MÉNARD.

LES EXPLICATIONS DE TARTUFE

L'*Humanité* a publié le 12 mai la note suivante :

A la suite d'obstruction systématique dans nos réunions générales, de critiques acerbes, souvent sans fondement, alors qu'il refusait toute participation à la gestion du Syndicat;

A la suite de critiques si violentes que, tout travail utile était impossible dans nos réunions, desquelles s'écartaient beaucoup de corporants même syndiqués;

A la suite de réunions organisées à Charenton et à la Halle aux Vins, sans autorisation et en dehors de l'organisation syndicale, réunions dont l'objet était de lutter contre la gestion de l'organisation.

De nombreux camarades ont informé le Conseil que si un tel état de choses continuait, ils ne viendraient plus à nos assemblées.

Aussi, dans l'intérêt de l'organisation, l'assemblée générale a signifié à Ménard *qu'elle ne pouvait plus le tolérer parmi nous, attendu qu'une motion votée à l'unanimité, décidant de réglementer nos assemblées, n'était plus respectée par lui.*

Devant cet état de choses et pour conserver la vitalité de notre Syndicat, Ménard *a été invité à rejoindre le* Syndicat des Services publics, *puisqu'il est titularisé à l'Assistance publique depuis trois années environ.*

Pour le Syndicat unitaire du Tonneau,
Le secrétaire : ROBERT.

D'après l'*Humanité*, l'exclusion de Ménard, c'est « un pétard qui fait long feu ». D'après l'*Humanité*, il s'agit d'une « soi-disant exclusion », que le Syndicat unitaire du Tonneau présente, quant à lui, comme une « invitation à rejoindre le Syndicat de sa profession ».

Bientôt on nous dira que Ménard s'est exclu lui-même et que le Syndicat ni la Fédération n'y sont pour rien !

Une réponse que "l'Humanité" fourre dans son tiroir.

Ménard a répondu point par point à la note de Robert, et l'*Humanité* n'a pas jugé bon de publier sa réponse. La voici :

Paris, 13 mai 1926.

Je viens de lire dans l'*Humanité* du 12 mai un article portant ce titre : « A propos de la soi-disant exclusion d'un militant pour délit de tendances. » Je tiens à protester contre les erreurs qu'il contient et vous demande de bien vouloir insérer cette rectification.

1° La preuve qu'il y a exclusion est contenue dans cette motion que le secrétaire du Syndicat unitaire du Tonneau a bien voulu me faire parvenir :

Paris, 28 avril 1926.

MOTION D'EXCLUSION

Les membres du Conseil syndical justement indignés par l'attitude du camarade Ménard qui se permet de dénigrer systématiquement l'organisation syndicale en dehors des assemblées générales, demandent son exclusion :

1° *Pour les motifs ci-dessus et pour ne tenir aucun compte des décisions des assemblées générales;*

2° *Le camarade Ménard, titulaire des Employés de la Ville de Paris, doit rejoindre le Syndicat des Services publics.*

Pour le Conseil :
Le secrétaire : ROBERT.

2° Obstruction systématique, critiques violentes. J'ai fait appel pour cela à la Commission des conflits de la Fédération du Bois qui s'est royalement dégonflée; l'exposer publiquement ne serait pas de la pro-

pagande syndicale. Mais je demande à être entendu contradictoirement avec mes accusateurs.

3° A la suite de réunions organisées à Charenton et à la Halle aux Vins, de nombreux camarades auraient informé le Conseil que « si un tel état de choses continuait, ils ne viendraient plus à nos assemblées ».

J'avais fait prévenir deux ou trois copains syndiqués à Charenton le 7 avril, à la Halle aux Vins le 9 avril, afin de nous concerter sur notre attitude à prendre à l'assemblée générale qui eut lieu le 11 avril. Comment de nombreux camarades ont-ils pu informer le Conseil, quand on sait qu'à la Halle aux Vins, nous étions cinq plus un membre du Conseil qui s'est trouvé là comme par hasard, que ce même Conseil se réunissait le soir même, soit une heure après, et que là, en violation de l'article 43 de nos statuts syndicaux, sans que je sois prévenu ni entendu, le Conseil syndical décidait mon exclusion ?

4° Je suis ouvrier tonnelier titulaire aux Services publics depuis trois ans, cela n'est un secret pour personne et voici moins d'un an ceux qui m'en font grief aujourd'hui, me demandaient avec insistance de rester secrétaire du Tonneau; ils furent les premiers à faire appel à mon concours au cours de l'année écoulée, je répondis à leur appel et nul ne contestera que je fis le maximum d'efforts pour mener à bien la tâche qui m'était confiée.

5° Le délit de tendance. Vialaneix, intervenant au nom du bureau du Syndicat à l'assemblée générale du 11 avril dernier, l'a fort bien précisé :

VIALANEIX. — *La minorité organisée par Ménard comptait hier trois membres, aujourd'hui ils sont quinze, demain ils seront la majorité, cela nous ne le permettrons jamais.*

Voilà le motif de mon exclusion. Je croix que la déclaration de Vialaneix la définit assez nettement et tout commentaire serait superflu.

R. MÉNARD,
Exclu du Syndicat unitaire du Tonneau de la Seine.

***

Une protestation de la minorité syndicaliste du Tonneau.

D'autre part la Minorité syndicaliste du Tonneau a rédigé une protestation contre l'exclusion de Ménard. En voici le texte :

Notre camarade Ménard vient d'être exclu du Syndicat pour avoir protesté contre la démagogie et l'insuffisance de ceux qui ont charge de diriger notre organisation. Pour les besoins d'une mauvaise cause, exprimer loyalement sa façon de penser s'appelle dénigrer le Syndicat.

Est-il possible d'approuver tous les actes de nos lumières qui détiennent la direction actuelle de notre Syndicat ? Non.

Reprenons quelques faits.

Grève des tonneliers 1925. Pourrait-on nous dire pourquoi il a été fait un tarif spécial inférieur d'au moins 30 % pour certaines maisons ? Quels intérêts ont été défendus avec un tel procédé ? A coup sûr ce ne sont pas ceux du Syndicat.

Pourquoi n'a-t-on pas posé à la Commission mixte la question de l'élection prud'hommale ? Résultat : échec du candidat unitaire. Que doit-on penser d'un secrétaire de syndicat qui dans une convocation de réunion, où il invite ses adversaires de tendance, oublie de mentionner le jour, l'heure et le lieu de la réunion (octobre 1925) ?

Que doit-on penser de revendications aussi chaotiques, où l'on abandonne aujourd'hui ce qu'hier on mettait au premier plan. Que signifie ce tarif spécial au morceau inférieur d'au moins 30 % sur celui au racage ou à la semaine ?

Tout cela n'est que le résultat de l'incompétence notoire dont font preuve les Vialaneix et Robert, ignorant tout du mouvement syndical et prenant leurs directives non dans les assemblées générales, mais dans les organisations extérieures.

En excluant Ménard, ils ont violé l'article 43 des statuts qui dit formellement que « l'accusé doit être convoqué au Conseil syndical pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés ». Or le Conseil a condamné Ménard sans le convoquer et sans l'entendre.

En excluant Ménard pour une question de tendance l'assemblée générale a violé les décisions du Congrès de Bourges qui reconnaissent nécessaire l'organisation des tendances.

Nous pensons qu'il est nécessaire de réagir contre de telles façons de faire, que l'on doit être syndicaliste au Syndicat. Et nous demandons aux camarades du Syndicat de joindre leurs protestations à la nôtre pour imposer la réintégration de Ménard au Syndicat du Tonneau, puisque le seul grief qui peut lui être fait est d'avoir loyalement et sincèrement défendu une conception syndicale qui n'est pas celle de nos dictateurs par anticipation.

LA MINORITÉ DU TONNEAU.

***

L'intervention de la Ligue syndicaliste.

Enfin, la Ligue Syndicaliste a essayé d'attirer sur la gravité du cas Ménard l'attention des organismes centraux, Fédération du Bois, Union des Syndicats de la région parisienne, C. G. T. U., en leur adressant la protestation parue dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne*.

De la Fédération du Bois et de la C. G. T. U., pas de réponse.

Seule, l'Union des Syndicats s'est fendue de quelques lignes :

« *Nous devons vous faire savoir, écrit-elle le 11 mai, que nous ignorons la « Ligue Syndicaliste » et que nous n'avons à connaître, dans les cas de conflits, nul intermédiaire; seuls les syndiqués et les organisations syndicales intéressées peuvent faire appel à notre instance.* »

Statutairement, en effet, l'Union des Syndicats ignore la Ligue Syndicaliste. Mais quand les syndiqués unitaires adhérents à cette Ligue lui demandent d'intervenir contre l'exclusion d'un camarade pour délit de tendance, elle ne ferait que son devoir en leur donnant satisfaction.

Si l'Union des Syndicats ne fait rien contre l'exclusion de Ménard, faudra-t-il en déduire qu'elle l'approuve ?

Les Syndicats parisiens pourraient lui poser la question.

GROUPE D'ETUDES & D'ACTION SYNDICALES

des Métallurgistes de la Région parisienne

Le mercredi 9 juin, à 20 h. 30, Maison des Syndiqués du XIIIe, 163, boulevard de l'Hôpital :

Conférence par Rosmer sur le Mouvement ouvrier anglais.

GROUPE D'ÉTUDES SOCIALES DE NICE

(UNIVERSITÉ PROLÉTARIENNE)

Afin de ne pas entraver les réunions des autres groupements d'avant-garde de Nice, la Commission d'initiative de notre groupe a décidé que dorénavant les séances auraient lieu tous les mardis à 20 h. 30, au lieu des mercredis.

NOTRE "CONSERVATISME"

Au dernier Conseil central de l'Internationale syndicale rouge, Losovsky, parlant de la réorganisation syndicale, a constaté qu'en France « cette réorganisation s'opère difficilement, parce qu'elle rencontre la résistance acharnée de diverses organisations locales, verticales et horizontales ». Le manifeste « Pourquoi ce malaise ? » établit, d'après Losovsky, que dans nos organisations « le conservatisme corporatif vit encore » et le secrétaire de l'I. S. R. a foncé avec fougue sur nos « préjugés », nos « théories rétrogrades », nos « survivances corporatistes ».

Losovsky pense que, dans ce domaine, « la presse communiste et syndicale n'a pas fait tout le nécessaire, et qu'à cet égard un changement radical s'impose ».

La meilleure presse du monde ne peut rien contre les faits. La résistance aux entreprises de désorganisation baptisées « réorganisation syndicale » n'est pas le produit de théories rétrogrades. Elle vient du fait que la diminution du nombre des points d'appui dans la classe ouvrière amènera un affaiblissement de la C. G. T. U. et creusera davantage le fossé qui en France sépare l'ouvrier du Syndicat.

« Aucune preuve n'est apportée », proclame, de Moscou, Losovsky, cependant qu'ici les preuves nous crèvent les yeux. Qu'a donné le Syndicat unique du Bâtiment parisien ? On répond qu'il n'a rien donné parce qu'aux mains des anarchistes et des syndicalistes purs. Mais alors, depuis la scission du Bâtiment, pourquoi les unitaires de cette corporation ne se sont-ils pas organisés en Syndicat unique ? Parce qu'ils ont senti qu'ils y perdraient le meilleur de leurs forces. Le Syndicat parisien des Métaux fait-il preuve d'une supériorité sur les autres organisations ? Ses effectifs sont inférieurs à ceux que pourraient réunir des Syndicats de métier. Son action n'est pas plus efficace. Que donnerait un Syndicat unique des Transports à Paris (Métros, T. C. R. P., Taxis) ? Sa constitution provoquerait le départ de nombreux ouvriers et il est à souhaiter qu'elle ne soit jamais tentée.

Par ailleurs, Losovsky a souligné le besoin de faire pénétrer de plus en plus la lutte syndicale au sein des entreprises. Croit-il qu'on pourra y parvenir en faisant du Syndicat une machine bureaucratique encore plus éloignée de l'usine qu'aujourd'hui ?

Nos Fédérations sont créées et mises au monde pour coordonner les efforts des Syndicats d'une même industrie. Qu'on perfectionne cette liaison, rien de plus nécessaire. Qu'on constitue une liaison régionale, rien de plus utile dans beaucoup de cas. Mais qu'on ne perde pas de vue que pour réaliser le syndicalisme de masse, il faut des « organisations de base », des Syndicats nombreux et puissants, capables d'agir et de s'administrer dans leur rayon particulier.

Dans sa critique de « Pourquoi ce malaise ? », le secrétaire de l'I. S. R. fait intervenir un « argument » d'un autre ordre. Notre « conservatisme d'organisation » n'est qu'un « conservatisme politique ». Losovsky affirme cela en se basant sur notre appréciation de la campagne menée l'an dernier contre la guerre au Maroc. Or, la « conception ridicule » de cette campagne a été condamnée, comme nous l'avions condamnée et presque avec nos propres termes, par le récent Exécutif élargi de l'Internationale communiste. Si l'on doit juger toutes choses sur leurs résultats, comment penser autrement ?

Indépendamment de toute question de tendance, c'est vrai, nous voulons *conserver* ce qui reste de nos organisations syndicales. Nous avons déjà vu à l'œuvre les « réorganisateurs ». Nous avons le devoir de nous méfier de leurs constructions sur le sable. Ce qui existe est insuffisant c'est entendu. Au lieu de le détruire, il faut le perfectionner, le développer, le renforcer par un recrutement syndical intensif. — M. CHAMBELLAND.

PETITES REMARQUES

Le cumul des fonctions syndicales et politiques, s'il n'est pas encore entièrement réalisé à la C. G. T. U., l'est déjà dans les organismes syndicaux du Parti communiste, où le conseiller municipal Crémet est le grand maître des fractions.

C'est M. le Conseiller qui dirige les syndiqués communistes, au même titre qu'il défend les intérêts généraux des habitants de son quartier.

⁂

Une assemblée d'information des membres des Conseils syndicaux, c'est surtout l'occasion pour Monmousseau de faire un discours d'une heure et demie. Après que Raynaud eut pris sa demi-heure, il ne restait plus de temps pour une discussion sur les moyens de solidarité avec les grévistes anglais, et les assistants s'en furent se coucher.

⁂

Les donneurs de conseils ne nous manquent pas, depuis quelques mois. C'est maintenant Froideval, du Bâtiment confédéré, qui s'empare de l'article de Nicolas et conseille à ce dernier de venir à la C. G. T. Lafayette. Tout doux, Froideval ! Des conseils, vous en avez besoin, vous le premier, puisque vous n'avez pas voulu entrer à la Ligue du Bâtiment, qui était cependant le moyen de faire des gars du Bâtiment un seul bloc contre le patronat parisien. Nicolas reproche à certains communistes d'avoir tenté le sabotage de la Ligue. Ce n'est pas pour vous excuser de l'avoir laissée tomber.

QUI EST LE PATRON ?

A l'Union des Syndicats de la région parisienne on observe les fêtes légales et religieuses. Le jeudi de l'Ascension les bureaux de l'Union furent fermés, et les ouvriers travaillant à la Maison des Syndicats se virent ainsi privés d'une journée de travail. Ce ne fut pas sans protestations de leur part, et une délégation s'en fut trouver Raynaud, pour lui demander à travailler.

Raynaud se mit fort en colère et répondit : « Ce n'est pas aux ouvriers à commander, mais au patron. » (*Sic.*)

Un tel langage ne peut que surprendre dans la bouche d'un militant investi d'un mandat syndical.

Déjà, le Comité Intersyndical du XIVe a décidé de rappeler Raynaud à l'ordre.

Le secrétaire général de l'Union devrait bien se mettre une bonne fois pour toutes dans la tête qu'en fait de « patron », il n'est que l'exécuteur des décisions des Congrès de l'Union.

LA « DIRECTION UNIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER »

Le jour où il apprit que la direction du Parti communiste avait décidé la constitution des Commissions syndicales, Monmousseau piqua une de ces colères à faire trembler tous les murs de la Grange-aux-Belles :

« *C'est, clamait-il, la guerre entre le Parti et la C. G. T. U. ! Le Parti veut la guerre, il l'aura !* »

Ceci se passait peu après le Congrès de Saint-Etienne et moins d'un an après le Congrès du Parti communiste tenu à Marseille, Congrès qui fut saisi d'une motion de « politique syndicale » contre laquelle avaient cru bon de se dresser un groupe de « syndicalistes », dont Mayoux, Berrar, Quinton, Semard et Bert.

Dans une contre-motion publiée dans le *Bulletin Communiste* du 17 novembre 1921, Mayoux, Berrar, Quinton, Semard et Bert (tous membres du Parti communiste) affirmaient :

« *...la plus grande faute que pourrait commettre le Parti dans ses rapports avec les Syndicats serait la création de noyaux communistes au sein des organisations ouvrières.* »

En revenant de Saint-Etienne, Monmousseau écrivait :

« *Les élus de Saint-Etienne pratiqueront le syndicalisme tout court, celui qui s'est pratiqué depuis longtemps déjà en dépit de toutes les formules. Ils chercheront à développer ses moyens de défense, à étendre son champ d'action, nationalement et internationalement sans qu'on puisse jamais les accuser, avec quelque apparence de raison, de faire le jeu d'un parti quel qu'il soit.* » (*Vie Ouvrière*, 7 juillet 1922.)

⁂

Quatre ans ont passé. Nous sommes en 1926. Semard, le co-signataire de Mayoux, de Quinton et de Bert, est devenu secrétaire général du Parti communiste. Monmousseau, l'élu de Saint-Etienne, est entré au Bureau politique de ce Parti.

Tous deux sont des chefs dans le Comité central de ce Parti, qui vient de publier son projet de « thèse syndicale », en vue du prochain Congrès de Lille.

Tous deux ne rougissent pas d'affirmer dans cette thèse, quatre ans après Marseille et Saint-Etienne :

« *La direction unique du mouvement ouvrier a été réalisée à la tête, mais une collaboration intime ne s'est pas établie à tous les échelons.* »

(*Humanité*, 23 mai 1926.)

Eux, les ennemis de toute liaison organique avec le Parti, les partisans de l'autonomie syndicale la plus absolue, les artisans de la suppression de l'article 11 des statuts de l'Internationale Syndicale Rouge, voilà où ils en sont !

C'est dans le Parti qu'ils dirigent qu'un rayon peut écrire dans son rapport moral :

« *...dans le travail syndical, la Région parisienne n'a pas seulement réalisé la direction unique du mouvement ouvrier, en faisant rentrer dans sa direction des membres de l'Union des Syndicats, mais elle a vraiment réalisé un bon travail à la base.* »

Il est vrai qu'en septembre 1925, au Congrès de la Fédération de l'Alimentation, Monmousseau déclarait :

« *Aujourd'hui, il est clair qu'il est impossible de diriger les masses révolutionnaires vers la victoire par dessus les cadres social-démocrates ou réformistes. On en peut donc conclure que pour toute victoire prolétarienne, si limitée soit-elle, il faut deux conditions :*

« 1° *Un parti communiste fort;*

« 2° *Un parti communiste qui conduise les masses par le canal d'une organisation syndicale forte.*

« *Et cette action peut difficilement s'exercer tant que les syndicats ont à leur tête des agents de la bourgeoisie, qu'ils soient réformistes ou anarcho-syndicalistes.*

Quatre ans ont passé...

⁂

Ceux qui furent, à Saint-Etienne et à Bourges, aux côtés de Semard et de Monmousseau dans la majorité confédérale, sont en droit de se demander à quel moment Semard et Monmousseau exprimaient leur véritable pensée.

Au moment où ils repoussaient avec horreur toute liaison organique avec le Parti, ou bien au moment où ils se félicitent d'avoir, dans ce Parti, réalisé la direction unique du mouvement ouvrier ?

Il est triste, en tout cas, qu'un mouvement comme le nôtre n'ait pas réagi plus fortement contre une aussi brusque conversion et qu'il se soit abandonné entre les mains d'hommes pour qui le contraire de la vérité d'hier constitue la vérité d'aujourd'hui. C'est la preuve que nous avons un mouvement, des militants sans pensée propre, sans volonté, sans facultés d'examen.

Après l'aventure du 12 octobre, après le piétinement sur place pendant un an d'une C. G. T. U. identifiée au Parti communiste, après les désastreuses expériences — qui ne sont hélas pas toutes terminées — de « réorganisation syndicale », la « direction unique du mouvement ouvrier » devrait pourtant être jugée !

Enchaînée au Parti communiste, la C. G. T. U. ne peut pas grandir. Sa porte se trouve en fait fermée aux ouvriers qui n'éprouvent qu'une sympathie relative pour ce Parti. Plus la C. G. T. U. s'identifiera au Parti, plus elle tombera bas dans le syndicalisme de secte, c'est-à-dire dans la négation du syndicalisme.

Il est temps, il est grand temps qu'éclairés sur les méfaits de ceux en qui nous avions mis notre confiance, les militants de Saint-Etienne et de Bourges se retrouvent et agissent dans la Ligue Syndicaliste pour délivrer la C. G. T. U. de l'emprise communiste. — M. Ch.

" POURQUOI CE MALAISE ? "

Les camarades *Ribet* (Métaux), *Schortgen* (Livre), nous font savoir qu'ils partagent le point de vue exprimé dans « Pourquoi ce malaise ? » et qu'ils acceptent de se joindre aux signataires.

NOTES ÉCONOMIQUES

Pourquoi la nouvelle sarabande des changes?

Le franc belge, stabilisé pendant plusieurs mois au cours de 107 francs la livre, est dégringolé en deux mois au cours de 160 francs; la lire italienne, stabilisée au cours de 120, a dû le 14 mai, baisser pavillon, après avoir lutté pendant de nombreuses semaines par le moyen de ventes massives de dollars et de livres par l'Etat; en deux jours la livre montait à près de 140 lire. Enfin le franc, malgré le vote de nouvelles mesures fiscales devant assurer l'équilibre du budget, accentuait à une allure presque catastrophique sa dégringolade : de mi-avril au milieu de mai le dollar montait de 30 francs à 34 francs, soit une baisse pour le franc de plus de 10 0/0 en un mois.

La simultanéité de ces événements est-elle le fait du hasard, ou bien résulte-t-elle d'un plan concerté ? C'est la première question qui se pose.

Pour expliquer la baisse de chacune de ces trois monnaies on peut, certes, trouver des raisons particulières à chacune d'elle. Pour la Belgique, ç'avait été, en effet, une véritable absurdité de sa part que de vouloir stabiliser son franc alors que son budget n'était même pas encore en équilibre, alors qu'à ce moment même le ministre des Finances était obligé pour remplir ses caisses de se livrer, tel un vulgaire Herriot, à des émissions occultes et illégales; pour l'Italie on peut remarquer que le moment où le cours de la lire dut commencer à être soutenu par l'Etat coïncide avec celui où Mussolini se livra à ses rodomontades guerrières lors de son embarquement pour l'Afrique; en ce qui concerne la France enfin, la continuation de la guerre du Rif est une justification suffisante.

Qu'il y ait eu donc des facteurs de baisse pour chacune des trois monnaies, c'est incontestable. Mais ces facteurs ont-ils agi spontanément, ou au contraire n'ont-ils pas été habilement utilisés, mis en valeur par quelque chef d'orchestre plus ou moins invisible ? Voilà la question.

M. Strong, gouverneur de la Banque Fédérale de Réserve de New-York, c'est-à-dire de la banque qui est pour l'Etat de New-York l'équivalent de notre Banque de France, est en Europe depuis quelques semaines. Son voyage est la réplique du voyage inverse fait en Amérique il y a quelques mois par le Gouverneur général de la Banque d'Angleterre, George Montagu. Et ce voyage a le même but : étudier la réalisation d'une *monnaie internationale*. Nous avons longuement insisté dans le numéro de Février de la *Révolution Prolétarienne* sur l'importance considérable de ce projet, sur les conséquences formidables que sa réalisation aurait pour les différentes nations européennes dont la monnaie et le crédit se trouveraient désormais réglés souverainement, non plus par chaque Etat, mais par New-York.

Or il est certain que ce projet ne peut pas ne pas se heurter à une forte résistance de la grande masse de la bourgeoisie européenne. Pour briser cette résistance, pour obtenir bon gré mal gré de la bourgeoisie des « pays victorieux » qu'elle accepte d'être assujettie à la finance américaine, il n'y a qu'un moyen : c'est de créer une atmosphère de panique. Une baisse rapide de la monnaie est le moyen le plus sûr et le plus économique de créer la panique chez les bourgeois.

M. Strong n'est-il point le chef d'orchestre que nous cherchions tout à l'heure ? Nous ne pouvons encore l'affirmer avec une absolue certitude, mais il nous étonnerait que les événements qui viennent ne se chargent pas de le démontrer.

Change et cuivre.

Nous avons déjà dit que les industriels et banquiers d'affaires belges avaient mené une très violente lutte contre la tentative de stabilisation du franc belge. Ils avaient contre la stabilisation les raisons générales qu'opposent à la stabilisation les industriels de tous pays et que nous avons souvent décrites, mais ils en avaient en outre d'autres plus spéciales

La Belgique, on l'oublie trop, ce n'est pas seulement la Belgique, c'est aussi le Congo. Or il est désormais absolument certain que le Congo belge, et plus précisément cette partie du Congo qui est située au cœur même de l'Afrique dans la région des Grands Lacs et du bassin supérieur du Congo, est l'une des régions minières les plus riches du monde, si ce n'est la plus riche. Non seulement elle recèle de l'or, des diamants, du cobalt, de l'étain, non seulement elle fournit dès maintenant à elle seule la presque totalité du radium qui est consommé dans le monde, mais surtout, elle contient la plus formidable accumulation de cuivre encore jamais connue. La production en cuivre de cette région, le Khatanga, a atteint l'an dernier 90.000 tonnnes au lieu de 7.000 en 1913, et moins de 60.000 en 1923. Cela ne représente encore que 10 0/0 environ de la production américaine, mais la mise en valeur des gisements congolais n'est encore qu'à ses débuts; lorsqu'elle sera complète, ce qui n'est plus qu'une affaire de quelques années, lorsque notamment sera achevé le chemin de fer du Benguela qui, en joignant directement le Khatanga à l'océan Atlantique à travers la colonie portugaise de l'Angola, rapprochera considérablement de la mer cette région reliée seulement aujourd'hui à l'océan Indien par un très long détour, la production congolaise sera presque certainement du même ordre de grandeur que la production américaine, Chili compris. D'autre part, et c'est le plus grave, les minerais du Congo étant beaucoup plus riches que les minerais américains et étant d'exploitation facile, ce cuivre sera d'un prix de revient très sensiblement inférieur à celui du cuivre américain, d'où possibilité pour les maîtres de ces gisements de mettre dans leur poche les rois américains du cuivre, les Rockefeller, Guggenheim et consorts.

On comprend que dans ces conditions la mainmise sur le Khatanga ait été l'objectif essentiel de la finance américaine lors de ses pourparlers avec l'Etat belge pour la stabilisation du franc, et que se sentant ainsi destinés à être les premières victimes, les capitalistes belges intéressés dans les affaires du Congo, c'est-à-dire à peu près tous les grands capitalistes, et avec à leur tête, la plus grande banque d'affaires belge, la Société Générale de Belgique, principale intéressée dans les mines du Khatanga, aient mené contre la stabilisation et le ministère qui voulait la réaliser une véritable guerre au couteau.

Pilsudski et le contrôle américain.

Le coup d'Etat de Pilsudski représente également dans une certaine mesure la réaction contre l'emprise américaine.

On sait en effet que celle-ci s'était considérablement accrue ces derniers temps et qu'elle était vue d'un excellent œil par les éléments conservateurs polonais. Non seulement le monopole des allumettes avait été concédé au trust suédois « Svenska Taendsticks » dans lequel les intérêts américains représentés par « The International Match Corporation » sont prédominants; non seulement les villes polonaises faisaient emprunts sur emprunts à New-York; non seulement le gouvernement polonais venait tout récemment de faire remise de leurs impôts arriérés aux mines de zinc de Silésie, condition exigée par l'Américain Harriman pour daigner en devenir le propriétaire mais encore la presse polonaise de droite (le journal, *Czas*, de Cracovie, par exemple) trouvait que ce n'était pas suffisant, qu'il fallait absolument le contrôle total de l'étranger pour « assainir » les finances de la Pologne, contrôle que peu avant d'être « démissionné » le Président de la République se déclarait prêt à accepter.

Les éléments de gauche au contraire, le Parti socialiste polonais notamment qui fut un des soutiens du coup d'Etat de Pilsudski, réclamaient le maintien de l'indépendance nationale. Et le premier communiqué officieux du nouveau gouvernement s'empresse de déclarer : « Le maréchal Pilsudski est opposé à tout prêt à l'étranger conditionné par un contrôle quelconque. »

La lutte pour ou contre l'impérialisme américain est de plus en plus dès maintenant le trait caractéristique de la vie politique européenne.

Toujours la collusion de la Banque de Paris et du Bloc des Gauches.

Nous avons déjà attiré l'attention (Nos 1, 8 et 13 de la *R. P.*) sur le magnifique cadeau que l'équipe Herriot-Painlevé fit à la Banque de Paris et des Pays-Bas en lui concédant le privilège d'émission des billets de banque à Madagascar. Le rapport du Conseil du Comptoir d'Escompte à la dernière assemblée générale de ses actionnaires souligne les conditions tout à fait... particulières dans lesquelles fut consentie cette concession.

Voici comment s'exprime ce rapport :

Lorsque, devançant le protectorat, le Comptoir s'est établi à Madagascar dès 1886, *il l'a fait à la requête du gouvernement français pour empêcher que le monopole de l'émission tombât dans des mains étrangères. Au milieu de circonstances parfois ingrates, nos agences ont été maintenues et développées sur les instances des pouvoirs publics et sur l'assurance réitérée qu'ainsi se trouvaient préparés les cadres de la future banque de la colonie. Nous sommes revenus à diverses reprises sur l'opportunité d'une telle création. Récemment encore par une lettre du* 9 *novembre* 1922, *nous avons proposé d'y p océder en formant un groupe qui, dans notre pensée, devait comprendre non seulement tous les intérêts français engagés dans l'île, mais aussi nos confrères de la métropole qui seraient disposés à se joindre à nous. Deux ans après, nous avons appris fortuitement que le projet était remis à l'ordre du jour et qu'en vue de le réaliser des pourparlers étaient engagés avec une grande banque parisienne. Malgré d'actives démarches, nous n'avons pu obtenir ni les indications indispensables sur les intentions du gouvernement, ni la prise en considération de nos offres de concours, ni la reconnaissance des titres résultant de près de quarante années d'efforts que, jusqu'à ces derniers temps, aucune autre initiative n'était venue seconder.*

Ainsi, alors que le Comptoir d'Escompte est la seule grande banque française établie à Madagascar, et cela depuis quarante ans, alors qu'on lui avait toujours laissé entendre que pour le dédommager de la faible productivité de ses agences durant les premiers temps on lui donnerait le privilège d'émission, Herriot-Painlevé, sans lui demander d'offres, concèdent brusquement le privilège à la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui n'avait jamais jusque-là mis les pieds à Madagascar !

La mésaventure arrivée au Comptoir d'Escompte nous touche en soi naturellement fort peu, mais faut-il que Finaly ait été tout-puissant pour qu'au risque d'un scandale, au risque de dresser contre eux une puissance aussi considérable que le Comptoir d'Escompte, Herriot et Painlevé n'aient pas hésité, le premier à présenter, le second à faire voter le projet de loi qui assurait à Finaly et à sa banque le gâteau convoité. Les « honnêtes gens » du Cartel des Gauches avaient à s'acquitter à l'égard de leur commanditaire du 11 mai : ils ne pouvaient pas plus lui refuser l'émission de Madagascar que la guerre au Maroc.

Simple question à M. Renault.

Dans la lettre à ses lock-outés, Renault a l'audace d'agiter le spectre de la concurrence américaine, les firmes américaines arrivant à vendre en France moins cher que les maisons françaises « malgré douane, transport, etc. », et bien que l'ouvrier américain ait « un salaire élevé et une journée normale ».

Mais à qui la faute ? A qui la faute si l'organisation du travail est telle chez Renault même qu'elle comporte un gaspillage de temps et de force absolument formidable ?

Sait-on par exemple que la fameuse usine O où le dernier mouvement a débuté, et qui est l'usine de carrosserie, est complètement séparée de l'usine principale, et à 2 *kilomètres* de celle-ci ? Sait-on que les châssis, une fois fabriqués à l'usine principale, doivent être transportés par camions-autos à travers les rues de Billancourt jusqu'à l'usine O où ils sont carrossés, puis *ramenés* de la même manière à l'usine principale où on y monte les pneus et l'appareillage électrique ?

Sait-on également que les usines Renaultt *ne sont pas reliées à la voie ferrée* ? Ce que Renault reçoit ou expédie par voie ferrée vient de la gare ou y va... par la voie des trams, voie qui ne peut naturellement être utilisée que de nuit, quand les trams ne marchent pas.

Existe-t-il une seule usine américaine qui comporte de telles absurdités ? Existe-t-il une seule usine américaine qui doive faire parcourir à ses châssis deux kilomètres pour les faire carrosser, et encore deux autres kilomètres pour leur faire mettre les pneus ? Existe-t-il une seule usine américaine qui ne soit pas reliée directement, par embranchement particulier, au chemin de fer ? C'est la question que nous posons à M. Renault.

Un comble : l'Allemagne prête de l'argent à l'Angleterre.

Ceci semble une galéjade, et pourtant cela est. Et cela révèle toute la gravité de la grève britannique. Pour parer à la grève, le capitalisme britannique a cherché de l'argent liquide partout. Et il en a trouvé notamment, en Allemagne, où par suite de la réduction des affaires due à la grande crise qui sévit depuis six mois, il y a de grandes quantités d'argent inemployées : un consortium des principales banques allemandes a conclut un accord avec les banques britanniques en vertu duquel des capitaux étaient mis à la disposition de celles-ci pour deux mois.

Et juste au moment où le gouvernement anglais mettait l'embargo sur les fonds envoyés aux Trade-Unions par les syndicats des autres pays.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

Après le manganèse, Harriman s'empare du zinc.

Peu avant la chute du ministère polonais Skrzynsky, le grand financier américain Harriman s'emparait du contrôle de la « Bergwerks Gesellschaft von Giesche », société qui est propriétaire des mines de zinc de Haute-Silésie.

Or le gisement de Haute-Silésie est le plus important gisement de zinc d'Europe, et l'un des plus importants du monde. Le zinc est, avec le manganèse, l'un des rares métaux pour lesquels les gisements d'Europe jouent un rôle important dans la production mondiale, pour lesquels l'Europe n'est point tributaire des autres continents. En s'emparant de zinc de Silésie après s'être emparé du manganèse du Caucase, Harriman prive l'Europe des deux plus importantes sources de matières premières qui lui restaient pour pouvoir encore faire figure sur le marché des métaux. Il ne reste plus à l'Europe qu'un métal : l'aluminium ; sans doute Harriman a-t-il déjà les yeux fixés sur lui. Rappelons que les grands gisements européens d'aluminium se trouvent en France, en Provence. — R. Louzon.

MARCELLE BRUNET

Une militante dévouée vient de disparaître.

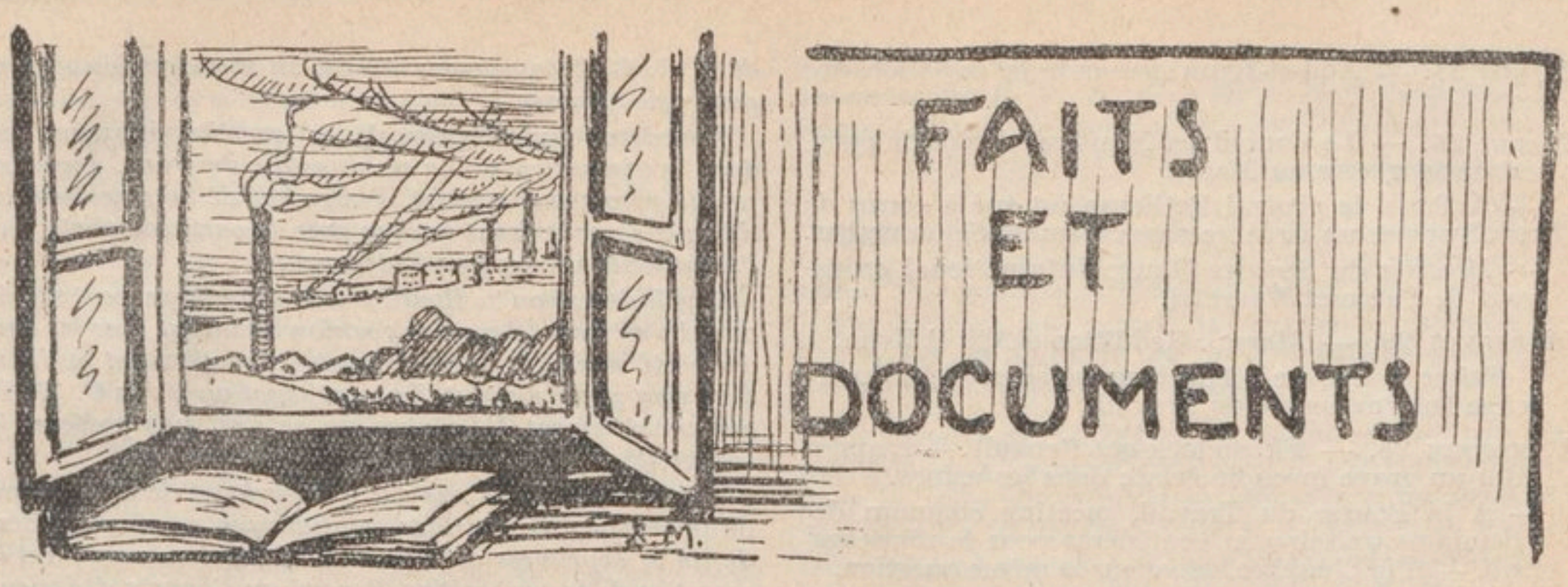
Marcelle Brunet appartenait au Syndicat de l'Enseignement laïque de la Seine, mais elle ne sera pas regrettée seulement de ses camarades et de ses collègues universitaires. Elle a participé à la vie de tant d'organismes ouvriers que nombreux seront les travailleurs qui éprouveront une peine sincère en apprenant sa mort.

Dévouée au delà de toute expression, Marcelle Brunet a, durant des années, fraternellement consacré à la cause prolétarienne le meilleur du temps que lui laissait son travail. Dire qu'elle fut désintéressée serait faible, elle fut le désintéressement même.

Même lorsqu'on ne partageait pas ses idées, on éprouvait pour elle respect et affection tant on la sentait bonne et vraie.

Pleine de vaillance durant les années de guerre, elle a bien souffert de la triste période dans laquelle nous vivons à l'heure présente.

Nous apportons à sa mère, à sa famille en deuil, l'expression de notre souvenir ému.



LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er MAI. — Premier mai sans incidents.

Angleterre : Le Conseil général des Trade-Unions vote la grève générale de solidarité avec les mineurs.

DIMANCHE 2. — A Paris (Bellevilloise) Congrès de Conscrits organisé par les Jeunesses Communistes.

— Congrès de la Fédération Socialiste (S. F. I. O.) de la Seine.

Belgique : Mort à Bruxelles du prince Victor-Napoléon.

LUNDI 3. — A Paris, Congrès des Syndicats confédérés des P. T. T.

Angleterre : Le gouvernement ayant rompu les négociations, la décision de grève générale entre en application à minuit.

MARDI 4. — Lock-out aux usines Citroën à Saint-Ouen.

Angleterre : Première journée de grève générale. Arrestation puis mise en liberté sous caution du député communiste Saklatvala.

Allemagne : Schwartz et Korsch sont exclus du Parti communiste allemand.

MERCREDI 5. — Verdict du procès de la rue Damrémont : Bernardon est acquitté et Clerc est condamné à trois ans de prison.

JEUDI 5. — Lock-out aux usines du chocolat Menier à Noisiel.

Maroc : Rupture des pourparlers franco-rifains.

Angleterre : Saklatvala est condamné à trois mois de prison.

VENDREDI 7. — A Paris, Congrès de la Fédération Postale Confédérée.

— A Alais, Congrès des Cheminots Unitaires du P. L. M.

U. R. S. S. : Kamenef est remplacé par Oukhanov à la présidence du Soviet de Moscou.

SAMEDI 8. — *Belgique :* On annonce la démission du cabinet Poullet-Vandervelde.

DIMANCHE 9. — A Paris, devant la statue de Jeanne d'Arc, bagarre entre flics et camelots du roi.

Ostende : Réunion de l'Internationale Minière et de l'Internationale des Transports (Amsterdam) pour la solidarité avec les Anglais.

Maroc : Nouvelle offensive contre les Rifains.

LUNDI 10. — Incidents de grève à Larroque-d'Olmes (Ariège). Arrestation de Vandewattyne (du Textile).

MARDI. — Lock-out chez Renault (usine O) à Billancourt.

Italie : Mort de Serrati.

MERCREDI 12. — Le Comité Intersyndical Parisien du Livre (Unitaire) lance l'ordre de grève pour les ouvriers de l'édition continentale du *Daily Mail.*

Angleterre : Le Conseil général des Trade-Unions donne l'ordre de cesser la grève générale; les mineurs restent en lutte.

Allemagne : Démission du cabinet Luther.

Pologne : Les troupes de Pilsudski marchent sur Varsovie.

JEUDI 13. — A Lille, Congrès National de la Fédération des Coopératives.

Angleterre : Les cheminots refusent de reprendre le travail.

SAMEDI 15. — A Billancourt, la police charge les lock-outés de chez Renault.

A Noisiel (chocolaterie Menier) rentrée sans conditions.

Chez Citroën, à Saint-Ouen, le Comité des lock-outés se prononce pour la rentrée.

— Congrès des Cheminots Unitaires de l'Etat, à Caen.

Pologne : Le Maréchal Pilsudski s'empare du gouvernement.

DIMANCHE 16. — Voyage de Péret à Londres : toujours les Dettes !

LUNDI 17. — Nouvelles brutalités policières à Billancourt.

MARDI 18. — La grève s'étend à toutes les usines Renault.

— La livre monte à 170.

MERCREDI 19. — A Paris, Congrès de la Fédération Postale Unitaire et des Jeunesses Syndicalistes des P. T. T.

— Grève des employés de tram de Lyon.

Maroc : Reprise de l'offensive franco-espagnole.

U. R. S. S. : Mort de Taratouta.

JEUDI 20. — Renault décide le lock-out général.

— Les coiffeurs unitaires de Paris votent la grève.

Angleterre : La conférence des mineurs repousse les propositions de Baldwin : la grève se poursuit.

VENDREDI 21. — Lock-out chez Farman à Billancourt.

— A Lyon, reprise du travail des employés de tram.

SAMEDI 22. — Baldwin offre une nouvelle subvention de trois millions de livres pour règler le conflit minier et fixe au 31 mai le délai pour l'acceptation de son offre.

DIMANCHE 23. — Le Congrès National du Parti Socialiste (S. F. I. O.) se réunit à Clermont-Ferrand.

Allemagne : A Berlin, manifestation du « front rouge ».

LUNDI 24. — Abd-el-Krim demande la cessation des hostilités.

MARDI 25. — Le Conseil des Ministres décide de poursuivre la guerre au Maroc.

— A Paris, le général Petlioura est tué à coups de revolver par un israélite russe, Samuel Schwartzbar.

— Meeting du Secours Rouge International en faveur de Sacco et Vanzetti.

MERCREDI 26. — *Maroc :* Reddition d'Abd el Krim.

Suisse : Genève : Huitième session de la Conférence Internationale du Travail.

VENDREDI 28. — Fin du lock-out Renault. — L'après-midi un grave incendie éclate dans les usines.

— A la Bourse du Travail, meeting commun des Cheminots unitaires et confédérés pour la réintégration. — A la Chambre, débat sur la même question.

Angleterre : A l'élection partielle d'Hammersmith-Nord, le candidat travailliste bat le candidat conservateur.

DIMANCHE 30. — Manifestation commémorative au Mur des Fédérés.

— Arrestation de Rabaté, secrétaire de la Fédération Unitaire des Métaux.

— Paris (Bellevilloise). — Comité National de la Fédération Postale Confédérée.

Portugal : Triomphe du *Pronunciamento.*

LUNDI 31. — On annonce la mort de J. Tommasi, survenue à Moscou il y a quelques jours.

Pologne : Pilsudski, élu président de la République, n'accepte pas.

La participation ministérielle et la C. G. T.

Au dernier Comité confédéral, le débat sur la participation ministérielle, c'est-à-dire sur la possibilité pour Jouhaux d'accepter un portefeuille, a été plus vif et plus sérieux que le *Peuple* ne l'avait donné à entendre. Dans l'*Imprimerie Française* du 1er mai, Liochon, le secrétaire fédéral du Livre, a rendu compte de ce débat et renouvelé avec vigueur les justes critiques qu'il avait formulées devant le Comité confédéral.

Reproduisons la partie de son article qui a trait à la question de la participation ministérielle :

Le deuxième point, très important, doit être précisé davantage qu'il ne l'a été dans le Peuple. *C'est à propos de l'intervention d'un membre de la Commission administrative, le camarade Bourderon.*

Bourderon est le vieux militant tonnelier qui est très connu. Membre du parti socialiste depuis toujours, il est aussi depuis toujours un partisan acharné de l'indépendance totale du mouvement syndical. Il a cru devoir, devant le Comité confédéral, demander des explications sur les relations assez fréquentes du bureau confédéral avec le parti socialiste, particulièrement en période de crise ministérielle. Bourderon excita ma curiosité. Mais elle fut davantage excitée lorsque Bidegaray, des Chemins de fer, lui répondit en substance : « L'éventualité de la participation de la C. G. T. au gouvernement ? Nous la discuterons lorsqu'elle se présentera. »

Cette déclaration fit sur moi l'effet d'une forte douche. Comment, il est possible que nous soyons appelés à discuter la participation au gouvernement ? Craignant n'avoir pas compris, mes co délégués confirmèrent catégoriquement. Avant d'aller déjeuner, revenu de l'émotion causée par un apéritif aussi corsé qu'inattendu, j'ai prié le Comité de méditer pendant l'heure du repas sur ce que nous venions d'entendre pour qu'au cours de la séance de l'après-midi la question soit clairement posée, en rappelant que le Congrès d'Amiens, malgré qu'il date de vingt ans, avait condamné tout front unique avec un parti politique. J'exprimais en même temps l'espoir que, contrairement à l'affirmation de Bidegaray, la participation de la C. G. T. au gouvernement est une question qui ne peut pas se poser.

Bourderon ayant intercalé sa question inopportune *dans la discussion sur la stabilisation du franc, Jouhaux prit la parole sur cet objet. J'attendais de lui une déclaration nette sur le front unique avec le parti socialiste, sur l'éventualité prévue par Bidegaray.*

Quelle déception ! « Bourderon, dit Jouhaux, veut savoir ce qui s'est passé dans une réunion commune avec les élus du parti socialiste ? Je le rassure en affirmant qu'il ne s'est rien passé du tout, La participat on de la C. G. T. au gouvernement ? La question ne s'es pas posée et je le regrette. »

Dès ce moment, je sus gré à Bourderon de sa question inopportune. *Je partage maintenant ses inquiétudes. Je les ai exprimées au Comité confédéral en rappelant le caractère de la proposition Renard au Congr s d'Amiens et le sens qu'avait la résolution qu'une immense majorité lui a opposée. En l'entourant de commentaires qui convenaient, j'ai présenté l'ordre du jour suivant :*

Le C. C. N., incidemment amené à fixer son attention sur certaines consultations et sollicita ions politiques, saisit l'occasion de rappeler la résolu ion votée par le Congrès d'Amiens (1906), par laquelle le syndicalisme français affirmait sa totale indépendance des partis politiques.

Le C. C. N. rappelle que cette résolution condamne et interdit par avance toute initiative ayant pour but de faire partager les responsabilités politiques et gouvernementales à la C. G. T., responsabilités qui incombent aux partis et aux hommes politiques.

Cet ordre du jour avait pour but de rappeler aux jeunes militants certaines règles morales du mouvement sy dical français. Il s'adressait aussi aux gens de l'extérieur qui voient surtout la C. G. T. comme un élément d'appoint dans leur action politique. Jouhaux, au lieu de s'y associer comme son devoir de secrétaire confédéral le lui commandait, selon moi, s'est dressé dans sa dignité froissée, et, à défaut d'arguments, a posé la question de confiance en déclarant que cet ordre du jour était un blâme à l'adresse du bureau confédéral.

A titre provisoire et cette délicate et importante question s'étant posée incidemment, laissant chacun de nous à son jugement strictement personnel, je n'ai pas voulu prolonger la discussion, avec l'espoir que mon ordre du jour aurait au moins le caractère d un avertissement utile. Je l'ai donc retiré en exprimant l'opinion que le Comité confédéral tout entier, chargé de veiller au respect des décisions de Congrès, considérait impossible tout front unique avec un parti politique et qu'il considérait aussi que la participation de la C. G. T. à la responsabilité gouvernementale est une question qui ne doit pas se poser

Aucune voix discordante ne s'est élevée ; mais je confesse que je ne suis pas rassuré du tout, Je crains que certains militants s'illusionnent sur l'efficacité de la participation au gouvernement au point d'oublier toutes les raisons d'unité qui la condamnent.

C'est parce que j'ai cette crainte que je pousse aujourd'hui un cri d'alarme, au risque de m'enlever certaines sympathies.

Tout en croyant qu'un danger de déviation nous menace, je me refuse à penser que notre organisation ouvrière est mûre pour une folle expérience et à donner ainsi le beau rôle à ceux qui ont fait la scission.

La participation au pouvoir, le front unique avec le parti socialiste, c'est la négation de tout notre passé. C'est renoncer au rôle, évidemment difficile et ingrat, de l'organisation syndicale faisant son action directe sur le patronat, les pouvoirs publics et l'opinion. C'est menacer tous nos groupements de devenir des foyers d'intrigues politiques et de rivalités personnelles.

Notre organisation syndicale, qui a tant besoin d'hommes, d'initiatives, de bonnes volontés, de propagandistes

modestes et dévoués, utiliserait demain ses trop rares concours pour la conquête du pouvoir ? La Confédération générale du travail ne serait plus qu'un parti ? Quelle déchéance !

Non, il n'en sera pas ainsi. Mais il faut veiller.

S'il est des militants dont la voix ne r tentit pas d'assez haut dans les rangs ouvriers ; s'il leur faut une tribune plus haute, une influence qu'ils n'ont pas l'espoir de voir grandir par le développement de notre force syndicale, désirant accéder aux pouvoirs, qu'ils en fassent l'expérience. Mais, les fonctionnaires confédéraux, moins que tous autres, ne peuvent y participer ; ils ont été élus pour d'autres buts. Ils n'ont pas le droit d'engager nos organisations syndicales dans cette aventure. C'est déjà trop qu'une telle éventualité puisse être considérée par eux comme possible.

Chargés d'appliquer les décisions de Congrès, celle d'Amiens est la plus impérieuse de toutes. Devant elle, les fonctionnaires confédéraux doivent se soumettre sans réserve, de bonne f i, ou... se démettre.

Je suis certain que tous ceux qui savent à quel prix il est possible de grouper les ouvriers, de les maintenir dans nos rangs, seront avec nous pour résister à ce courant dangereux, qui se manifeste discrètement. Nous pouvons être assez nombreux pour empêcher la catastrophe politicienne, qui s'ajouterait à la douloureuse expérience communiste.

Souhaitons même que tous ceux qui veulent nos organisations libres, sans entraves, sans conseillers extérieurs et incompétents, fraternellement ouvertes à tous les salariés, prenant leurs seules responsabilités, n'auront pas à subir la dure épreuve qui menace ce qui reste d'unité.

Dans le *Réveil ouvrier* de Meurthe-et-Moselle du 1er mai, Humbert apprécié en ces termes l'intervention de Liochon :

Nous sommes convaincus que la grande majorité des délégués était d'accord avec notre camarade Liochon qui a présenté ses observations d'une façon très habile et avec des arguments irrésistibles.

⁂

La promesse de Daniel Vincent à la Fédération postale confédérée.

La lettre suivante de M. Daniel Vincent, ministre des Travaux publics, a été rendue publique le 3 mai, c'est-à-dire dès la première journée du Congrès des Agents. Malgré son caractère imprécis, elle a calmé les délégués et ravivé leurs espoirs :

A Monsieur le secrétaire général de la Fédération postale.

Vous avez bien voulu me demander récemment, au nom de la Fédération postale, de vous exprimer les intentions du gouvernement au sujet du réajustement des traitements du personnel des P. T. T.

Ainsi que je l'ai déclaré à la Chambre des députés, au cours de la séance du 24 avril (J. O. du 25 avril, page 2.014), j'ai l'honneur de vous rappeler que la question des traitements est actuellement étudiée par une commission spéciale, présidée par M. Hendlé, dont les travaux sont poussés activement et seront bientôt terminés.

Dès que cette commission aura formulé ses conclusions, le gouvernement les examinera et demandera l'avis du conseil supérieur des P. T. T. ainsi que je l'ai également déclaré à la Chambre des députés.

A ce moment, et tenant compte des conclusions de la commission, le gouvernement prendra ses décisions et présentera au Parlement, dès sa rentrée, les projets de crédits qu'il estimera nécessaire et dont il poursuivra le vote rapide.

Dans ces conditions, toute diligence se trouve donc apportée à la solution du problème des traitements du personnel des P. T. T., dont l'urgence et l'intérêt n'ont échappé ni à M. le président du conseil ni à moi-même.

DANIEL VINCENT.

Quelles décisions prendra le Gouvernement ? A combien s'élèveront les crédits qu'il estimera nécessaires ? Le ministre ne s'engage guère.

Enregistrons en regard la résolution adoptée le 9 mai par le Congrès de la Fédération postale à l'unanimité moins 11 abstentions :

Le Congrès de la Fédération postale prend acte des intentions publiquement confirmées par le gouvernement dans la lettre du ministre du Commerce au secrétaire général de la Fédération postale et réitérées dans le communiqué du 6 mai du garde des Sceaux, au sujet des corrections de traitements du personnel des P. T. T.

Il retient notamment que le gouvernement s'est solennellement engagé à examiner les conclusions de la commission Hendlé dès qu'elles seront formulées et à les soumettre au conseil supérieur des P. T. T. avant la rentrée des Chambres, de façon à présenter au Parlement, dès le 27 mai, les demandes de crédits nécessaires.

En plus des réserves formelles qu'il est obligé de faire sur des propositions qu'il ne connait pas encore de façon précise, le Congrès entend marquer qu'il considère que ces propositions ne peuvent signifier autre chose que la rectification des échelles établies par la commission Trépont, chargée, conformément à la loi, de reviser les traitements pour les mettre en rapport avec le coût de la vie caractérisé en 1925 par l'indice 00.

Pour maintenir dans l'avenir la correspondance nécessaire entre les traitements et le coût de l'existence, le Congrès fédéral déclare qu'il dirigera immédiatement tout son effort en vue d'obtenir que les catégories qui resteraient lésées obtiennent la réparation qui leur est d e.

Quand le socle des traitements aura été ainsi définitivement établi, une échelle mobile devra être instituée pour maintenir aux traitements leur pouvoir d'achat, le ongrès considérant que les postiers ne doivent pas être les éternelles victimes de l'avilissement de la monnaie.

Le Congrès fédéral rappelle que le personnel des P.T.T. a fait preuve jusqu'ici dans son long effort, pour une plus juste rémunération de son travail, d'une patience exemplaire et d'un esprit de conciliation reconnu par le gouvernement lui-même.

Attachés à leur profession, préoccupés de l'intérêt général de la nation, les postiers n'ont pas voulu, dussent-ils consentir des concessions et subir des attentes, aggraver la situation difficile du pays. Mais cette patience ne saurait aller jusqu'au sacrifice d'intér ts capitaux, qui mettent en jeu non seulement la situation matérielle, mais la dignité des travailleurs des P. T. T.

Tenant compte des engagements formels du gouvernement, le Congrès espère que les promesses écrites qui lui ont été apportées seront tenues.

Mais si, contre toute attente, ses commettants étaient à nouveau trompés, il déclare solennellement qu'aucun délai nouveau ne pourrait être consenti pour que se poursuivent des négociations décidément décevantes.

Pour répondre à cette éventualité, il invite les militants et les adhérents à renforcer la préparation d'une action toujours possible à brève échéance et à créer, dans leurs esprits et dans leurs cœurs, la volonté de vaincre par tous les moyens.

En vue de cette lutte, qu'il ne recherche pas, mais qu'il ne redoute pas, le Congrès délègue exclusivement ses pouvoirs aux militants responsables des organisations centrales.

Il invite tous les adhérents et tous les militants des sections à leur maintenir une confiance entière, à prendre soin de ne rien compromettre par une précipitation ou

une nervosité qui pourraient être préjudiciables au succès final, et à se préparer à répondre s'il le fallait, avec ensemble, avec discipline et résolution aux décisions d'action qu'imposeraient les circonstances.

⁂

Charles Gide et le Syndicalisme des Services publics.

Le *Syndicaliste universitaire*, organe de la Fédération confédérée de l'Enseignement, publie une lettre du professeur Charles Gide. Cette lettre l'a déconcerté. On le comprend aisément. Ce n'est pas la première fois cependant que Charles Gide exprime son opposition au syndicalisme des fonctionnaires et plus largement au syndicalisme des travailleurs des Services publics. Il l'exprima comme témoin au procès du Complot en 1921 ; les prévenus, les avocats de la défense et jusqu'aux juges eux-mêmes furent aussi surpris que le secrétaire du Syndicat de l'Enseignement (des 2e et 3e degrés) de la Seine a pu l'être en recevant cette réponse à une demande d'adhésion qu'il lui avait faite :

Je ne sais pas si la lettre qui m'a été adressée au Collège de France est personnelle, ou si c'est une lettre-circulaire adressée à tous les professeurs.

Je crois cependant devoir y répondre. Mais en vous priant de m'excuser.

D'une part, en effet, il y a déjà une Association des Professeurs des Facultés de Droit, à laquelle je suis inscrit, et la vôtre semble réservée au personnel de l'enseignement des 2e et 3e degrés.

D'autre part, je n'ai figuré qu'en nom seulement dans l'Association des Professeurs de Droit, car je suis en principe opposé au syndicalisme des fonctionnaires et de tous ceux qui sont dans un service public. De même d'ailleurs qu'aux employés de nos sociétés coopératives de consommation.

Au lieu du Syndicat des Fonctionnaires contre l'Etat, je souhaiterais une Association de Fonctionnaires avec les Pouvoirs publics sur des formes à déterminer.

⁂

Où sont les barbares ?

De la *Lutte Sociale* d'Alger, cet exploit de policiers qui montre sur le vif les procédés employés à l'égard des indigènes :

Le 7 novembre, les agents Roth et Saadoul, de la Sûreté générale d'Alger, arrivaient en mission à Mahelma pour s'occuper d'un vol. Comme le plaignant avait porté ses soupçons sur un de ses employés nommé Merzoug Yayia ben Taïeb, âgé de 40 ans et père de six enfants, il fut aussitôt arrêté par ces deux agents. Déshabillé dans une écurie, il fut ligoté et roué de coups. A moitié mort, cet ouvrier ne put que demander grâce. Ces brutes l'ont passé à tabac en présence du plaignant afin que celui-ci fut satisfait.

Ensuite Merzoug Yayia fut habillé puis ficelé les mains derrière le dos. Pendu dans la position de Jésus-Christ, l'attache qui lui liait les mains servit à l'accrocher à un ratelier de l'écurie, de façon que seul le bout des pieds puisse toucher à terre. Il resta dans cette position pendant quatre heures, et à bout de force s'abandonna à sa corde fidèle.

Pendant ce temps, les deux agents parcouraient, en compagnie du plaignant, les cafés de Mahelma où ils dégustaient quelques bonnes anisettes et recevaient les compliments les plus flatteurs des colons de la localité. Ces messieurs trouvaient que le procédé des agents de la sûreté était efficace pour faire cracher la vérité aux Arabes.

Après cette promenade, nos tortionnaires rendaient visite au pendu qui leur demanda pardon et les supplia de le détacher. Il prit le vol à sa charge.

De ce fait grâce lui est faite mais trop tard hélas ! car il avait déjà subi la perte totale de ses deux bras.

Amené au parquet de Blida, Merzoug proteste énergiquement de son innocence et fait le récit de sa triste histoire au magistrat instructeur. Il est quand même incarcéré et deux jours après dirigé sur l'hôpital de Douéra. A ce centre de santé on estime que l'état de la victime est trop grave et on l'envoie à l'hôpital civil d'Alger. Enfin un non-lieu est rendu en sa faveur.

Les rôles sont alors renversés. Merzoug devient plaignant et les deux agents sont poursuivis pour coups et blessures. D'ailleurs ils reconnaissent les faits.

Ah ! Messieurs, l'affaire devient grave car ils sont protégés par certains commissaires de la sûreté et à tout prix il faut étouffer l'affaire. Mais étant donné les aveux déjà faits, comment faire ? Il faut voir le plaignant pour qu'il retire sa plainte, ou sinon c'est la cour d'assises, car l'incapacité de travail dépasse trois mois avec perte des deux bras.

Un avocat de complicité avec la sûreté propose un arrangement à son client Merzoug, moyennant 2.000 francs sur 4.000 qu'il devait recevoir.

Voilà une affaire...

:-: ENTRE NOUS :-:

Renouvelez, renouvelez...

Fin de semestre, beaucoup d'abonnements arrivent à expiration avec ce numéro. Nous demandons aux abonnés qui se trouvent dans ce cas de faire diligence pour nous envoyer leur renouvellement.

Qu'ils se hâtent, afin de ne pas nous obliger aux frais et au travail qu'entraînent plusieurs rappels. Les camarades qui s'occupent de l'administration ont mieux à faire, n'est-ce pas ?

Qu'ils n'oublient pas qu'en raison des tarifs postaux très élevés il est de beaucoup préférable d'utiliser notre compte postal : *Révolution Prolétarienne 734-99, Paris.* Ce mode de règlement ne coûte que 25 centimes, tandis que le recouvrement entraîne près de 2 francs de frais.

D'où vient l'argent ?

Au Congrès de la C. G. T. U., l'an dernier, un délégué, dont nous avions ignoré le nom, avait lancé à Godonnèche cette question : « D'où vient l'argent de la *Révolution Prolétarienne ?* »

Nous avons appris qui était ce délégué. C'était un postier unitaire de la Côte-d'Or. Nous avons profité de sa présence au Congrès fédéral des P. T. T. pour lui permettre de satisfaire sa curiosité, à charge par lui de dire ensuite les résultats de son examen de nos comptes.

C'est ce qu'il a fait. Voici la déclaration qu'il nous a laissée :

Paris, le 22 mai 1926.

Au Congrès de la C. G. T. U., en 1925, dans une intervention, j'ai demandé à Godonnèche d'où venait l'argent pour l'édition de la R. P. Sans réponse de lui à la tribune, j'avais encore des doutes sur la provenance de ces fonds.

Invité par un camarade au siège de la R. P., j'ai pris connaissance de toute la comptabilité ; j'ai été obligé de reconnaître que rien n'est louche, que l'argent provient des abonnements, du reliquat de la souscription de la « Lettre aux membres du Parti » et que, par conséquent, je reconnais l'honnêteté des camarades de la R. P.

LEVRAT.

Sans commentaires, n'est-ce pas ?

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921). ..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky). 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky). 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky) 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922) 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte) 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard) 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet) 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux) 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin) 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky) ..... 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin) 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R.** 3 50
XV. **L'Unité du mouvement syndical mondial** (rapports et discours prononcés au VIe Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S.), préface de A. Losovsky 2 50
XVI. **L'organisation et la situation des employés en Russie** (D. Antochkine). . 1 »
XVII. **Les problèmes du mouvement travailliste** (P. Braun), préface de A. J. Cook 0 75
XVIII. **Le mouvement national et la classe ouvrière en Chine** (L. Heller) ..... 1 »
XIX. **La conférence syndicale anglo-soviétique** A. Losovsky) 2 50
XX. **Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre** (A. Losovsky) ..... 10 »
XXI. **Les syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'U. R. S. S.** (A. Alouf), préface de A. Losovsky 3 50

EN VENTE
à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

Abonnement : un an (10 numéros) ..... 6 »
— Extérieur ..... 8 »

S'adresser à ***"L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE"***
SAUMUR (M.-&-L.) - Chèq. post. : 81-26 Nantes

Histoire de Pierre Lapin, par B. Potter. » 85
Contes flamands, traduits par M. Van de Moortel et illustrés par ses élèves ... » 75
Comment le capitaine eut peur, par Claude Tillier ..... » 75
Le village disparu, par Gerstaecker .... » 75
Tony l'assisté, par Célestin Freinet 1 50
Tom le Ramoneur, par Ch. Kingsley 2 50
Nouvelles d'Italie, par Italo Toscani 2 50
La jeunesse de Jean-Jacques, récit tiré des *Confessions*, de J.-J. Rousseau ..... 3 »
Souvenirs d'enfance des grands écrivains, trois brochures à 0 fr. 75 l'une, les trois ensemble ..... 2 »
L'abonnement aux 10 brochures de l'année en cours ..... 6 »

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince
PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX
Traduites par J. MOLITOR
Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Le Capital
LIVRE II
Tome I. — LE PROCÈS DE CIRCULATION DU CAPITAL, 1 *vol. in*-16 de 260 *pages*. 9 fr. -

EN VENTE :

Le Capital
LIVRE I
(Complet)
I. **Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL**, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol.* Chaque volume.. 10 fr. -

Histoire des Doctrines Économiques
I. **DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH**, 2 *vol.* ..... 10 et 8 fr. -
II. **RICARDO** ..... 3 *vol.* ..... 10, 10 et 8 fr. -
III. — **DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE**, 3 *vol.* Chaque volume.. 9 fr. -

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE
(PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE)
par Robert LOUZON
Un volume : 6 fr.

Téléphone
COMBAT 06-02
R. C. 251-310

Chèque Postal
Marcel HASFELD
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

UNE CARTE MURALE

en couleurs

DE L'U. R. S. S.

La *Librairie du Travail* prépare l'édition d'une grande carte murale en couleurs de la Russie soviétique (U. R. S. S.).

Cette carte, d'un format 100 × 130, comprendra, *à une même échelle*, l'ensemble de toutes les Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. L'emploi d'une seule échelle a pour but de corriger les erreurs qu'engendre la fâcheuse habitude de toujours représenter à des échelles différentes l'Europe et l'Asie.

Ce sera une carte POLITIQUE et une carte ÉCONOMIQUE.

Au point de vue politique, la carte mettra particulièrement en valeur le *caractère profondément fédératif* de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Une couleur spéciale à chacune des Républiques indépendantes, employée également pour les différentes Républiques autonomes et Territoires autonomes qui en dépendent, permettra de saisir facilement, malgré sa complexité, l'organisation de l'Union. Les limites des différentes Républiques et Territoires ont été établies d'après les plus récents documents officiels. Il en a été de même pour la capitale de chacun d'eux. L'indication de ces divisions politiques, dont chacune est motivée par l'existence d'un peuple distinct, permet de présenter en même temps la CARTE ETHNOGRAPHIQUE de cet immense territoire où se côtoient les races les plus diverses.

Au point de vue économique, on s'est attaché à mettre en évidence d'une part les régions naturelles de la Russie, avec pour chacune son *produit agricole caractéristique*, et d'autre part les *bassins industriels* dans lesquels se trouvent concentrées mines et usines.

Le *réseau fluvial* et le *réseau ferré*, réduits volontairement aux voies qui ont une importance économique nationale ou internationale, font apparaître à première vue les grands courants que suit l'échange des marchandises.

Par une innovation qu'on trouvera intéressante, du moins, nous l'espérons, l'ordre de grandeur de la population *des différentes villes* ressort de la lecture même de la carte, la grosseur du caractère dans lequel le nom de la ville est inscrit dépendant uniquement de sa population et non de son rôle administratif. Cette population est celle qui découle des dernières statistiques, de même que tous les noms sont ceux qui ont été donnés *depuis le nouveau régime*.

Un *bref commentaire* en bas de carte fournit les indications complémentaires nécessaires à une pleine compréhension de la Constitution et de l'Economie de l'U. R. S. S.

Tout le travail a été mis au point avec la collaboration de *Pierre Pascal*. Celui-ci, ancien membre de la mission militaire française en Russie durant la guerre, participe depuis les premiers jours de la Révolution à l'édification du régime soviétique. Il est sans aucun doute le Français qui connaît le mieux la Russie nouvelle. Son nom est garant du souci d'exactitude apporté à l'établissement de ce travail.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

Une carte, prix franco	... ...	**10** francs.
Six cartes —	... ...	**50** —
Treize cartes —	... ...	**100** —

Nous conseillons vivement le groupage des commandes par localité afin d'atténuer les frais de port. Cette économie dans les frais d'expédition, nous permet de réduire le prix à partir de 6 exemplaires et de 13 et assure, en outre, l'envoi des cartes roulées et non pliées.

Pour éviter des frais inutiles et simplifier notre travail, souscrivez par Chèque postal n° 43-08 Paris-X°

Le Gérant : V. GODONNÈCHE, Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1075-6-26.